

Arcachon, le 9 juillet 2025

15/07/2025
COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

0000375252

Monsieur Patrick DAVET
Maire de La Teste de Buch
Conseiller Départemental
Hôtel de Ville
1 Esplanade Edmond Doré
BP 50105
33260 LA TESTE DE BUCH

→ Urbanisme

N/Réf. : MHDE-MS : 2025-09767
05.56.22.01.27

Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller Départemental,

cho Patrick

Je fais suite à votre courrier du 18 avril dernier, réceptionné le 25 avril, nous communiquant le projet révisé de Plan Local d'Urbanisme de la ville de La Teste-de-Buch, arrêté par délibération du 12 avril 2025.

Nous avons procédé à l'ensemble des pièces du dossier et à leur analyse, et nous permettons de porter à votre connaissance les quelques remarques ou éléments d'appréciation suivants, en lien avec les compétences de l'agglomération :

1. DECHETS et EAU POTABLE.

5.0 RÈGLEMENT

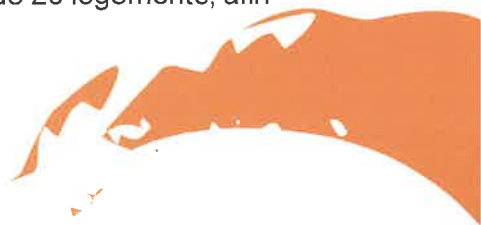
Titre 1.1 DISPOSITIONS GENERALES

1.3 DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUTES LES ZONES

1.8.2 EAU POTABLE (page 12)

« Toute construction ou installation qui le nécessite devra être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable. »

Nous vous proposons d'ajouter au paragraphe 1.8.2 « Cf. règlement d'intervention de la COBAS dans les annexes du PLU ». A cet effet, nous vous adressons le règlement d'intervention (cf. PJ), qui se compose de la notice de raccordement et des prescriptions techniques pour les ensembles immobiliers de plus de 20 logements, afin qu'il soit annexé au règlement du PLU.



1.8.7 COLLECTE DES DÉCHETS (PAGE 13)

« Cf. règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés de la COBAS dans les Annexes du PLU. »

Le règlement de collecte ne figurant pas dans les annexes transmises, nous vous adressons sa dernière version en vigueur (26/04/2024) afin qu'elle soit annexée au règlement du PLU.

6.0 ANNEXES

99_DE-6.1 liste supplémentaire

AC1 Servitudes attachées à la protection des eaux potables et minérales

- Forage Cabaret des Pins / Service Responsable DDASS
 - Forage du Bourg / Service Responsable DDASS
 - Forage « Villemarie » / Service Responsable DDASS
 - Forage « Pissens » / Service Responsable DDASS
 - Prise d'eau potable de Cazaux Lac dans le lac de Cazaux Sanguinet / Service Responsable COBAS
 - Forage « Goulugne de Bas Cazaux (parcelle CN 80) / Service Responsable COBAS
- Pour l'ensemble de ces forages, il convient de supprimer la référence à la « DDASS » comme service responsable et de la remplacer par la « COBAS ».

Ancienne décharge de Mariolan >> Servitude d'utilité publique NON INSCRITE

Après analyse de l'ensemble des servitudes d'utilité publique (SUP) recensées et inscrites dans le tableau il a été constaté pour l'ancienne décharge de Mariolan (pour laquelle la COBAS assure le suivi post-exploitation), que la servitude d'utilité publique instituée par arrêté préfectoral n° 17122/1 du 25/11/2011 n'est pas inscrite dans le recensement réglementaire. Il conviendrait donc de l'intégrer cette dans la liste des servitudes d'utilité publique 99_DE-6.1. Nous vous joignons l'arrêté préfectoral correspondant.

2. HABITAT

Nous vous adressons en pièce-jointe un tableau de synthèse de nos observations sur volet habitat et vous confirmons la compatibilité du projet de PLU avec les objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH) communautaire 2025-2031.

3. ZONAGE

Le zonage prend bien en compte les différents sites et équipements communautaires, en offrant des possibilités d'adaptation ou d'agrandissement. Si le site de Bassin Formation et la déchèterie du Pyla bénéficient d'un zonage « UE », caractérisant les équipements publics offrant plus de souplesse dans ses dispositions constructibles, vous avez fait le choix d'inclure le Pôle Environnement, la déchèterie et le site du Pôle économique en zone « UI », constitutive des espaces d'activités économiques, et l'aérodrome en « UI* ».

Les règles prévues au règlement semblent suffisamment souples pour offrir d'importantes possibilités d'agrandissement de ces bâtiments et ne sont pas incompatibles avec la vocation de ces équipements communautaires, mais je souhaite vous rendre attentif quant à l'éventualité de construction ou d'aménagement d'espaces pédagogiques au sein du pôle économique de la COBAS, en lien avec la recherche et les start-up présentes sur site. En l'état du règlement un tel projet pourrait être remis en cause. Peut-être conviendrait-il, comme pour le pôle environnement ou la déchèterie jouxtant l'hippodrome, d'inclure ces bâtiments dans un zonage « UE » si cela reste possible dans la procédure de révision en cours.

Nous avons bien noté que les terrains situés au Nord de l'aérodrome, ou au Sud de la piste, faisaient l'objet de fortes restrictions quant à leur aménagement, liées aux dispositions de la Loi Littoral et en particulier de celle de l'extension limitée de l'urbanisation, étant situés hors agglomération. Le zonage UI* interdit en revanche les logements, ce qui peut s'avérer contraignant en cas d'extension ou de reconstruction du logement de fonction du directeur de l'aérodrome déjà présent sur le site.

Au-delà de ces quelques remarques formelles, je souhaite souligner la qualité du projet de PLU de La Teste-de-Buch, qualité que nous avons déjà pu relever lors de la présentation du projet aux personnes publiques associées.

Ce dernier s'inscrit pleinement dans la recherche d'une densification indispensable mais raisonnée du territoire, tout en faisant montre d'une grande sobriété foncière, et d'un effort important en matière de développement de l'habitat et particulièrement de l'habitat social. Les logiques de mobilité et de développement économique portées par ce document vont également dans le droit fil et en total relai des politiques communautaires.

Je me permets donc de vous indiquer que la COBAS émet un avis favorable au projet de révision de PLU de La Teste-de-Buch tel qu'arrêté par délibération du 12 avril 2025.

Je vous joins comme convenu les documents annexes vous permettant de compléter votre dossier, ou illustrant nos remarques.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller Départemental, à l'assurance de mes salutations les plus distinguées

Marie-Hélène Des ESGAULX
Présidente de la COBAS

RACCORDEMENT DES LOTISSEMENTS OU DES ENSEMBLES IMMOBILIERS DE PLUS DE 20 LOGEMENTS

CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES POUR LA REALISATION DES RESEAUX D'EAU POTABLE

1 PRESCRIPTIONS GENERALE RELATIVE A LA CREATION DE RESEAU D'EAU POTABLE

1.1 CHAMP D'APPLICATION

Ce cahier des prescriptions est destiné à l'ensemble des aménageurs, lotisseurs ou opérateurs privés qui construisent et posent des réseaux d'eau potable sur le territoire de la COBAS.

Ce présent document définit les prescriptions techniques à respecter dans le cadre de la construction des réseaux d'eau potable et de leurs raccordements au réseau public. Il se place en complément du fascicule 71.

Les règles spécifiées dans ce document sont conformes aux règles de l'art et aux dispositions spécifiées dans les normes en vigueur.

Ces règles s'inscrivent dans la perspective de la rétrocession des équipements d'eau potable (cas des ZAC, des permis d'aménager publics voire privés) ou des constructions de réseaux privés (cas des permis de construire générant un linéaire de réseau) pour assurer la qualité de l'eau, l'étanchéité et la pérennité de ces canalisations pour les acquéreurs (syndic, copropriétés..).

Dans le cas de la non application de ces prescriptions, la collectivité par le biais de son délégataire se réserve le droit de refuser le raccordement du réseau créé ou rénové au réseau public. Ceci ne saurait engager la responsabilité de la collectivité ou de son représentant en cas de dysfonctionnement ultérieur.

1.2 CONTEXTE

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS), exerce la compétence de production et distribution d'eau potable sur l'ensemble de son territoire.

La COBAS a confié, par contrat de délégation de service public, l'exploitation de son service public d'eau potable, pour une durée de 12 ans, à la société VEOLIA EAU, ayant constitué la société d'exploitation d'eau du Bassin d'Arcachon Sud (SEEBAS).

Conformément aux dispositions du contrat de délégation et notamment aux articles 30.2 et 33, le délégataire dispose d'un droit de contrôle sur les installations qui doivent être raccordées au réseau public de distribution d'eau potable.

*La collectivité assurera la validation de la conformité des projets après consultation du délégataire.
Le délégataire assurera, pour le compte de la Collectivité, le contrôle de bonne exécution pendant les travaux de pose des installations, ainsi que la validation de la réception et des essais définis dans le présent document.*

1.3 PROCEDURE

1.3.1 Phase avant travaux

Lors de tout projet d'aménagement, l'aménageur privé devra **consulter la collectivité qui sollicitera son délégataire en vue de déterminer les points de raccordements** des futurs réseaux à créer et d'en définir le tracé. Les plans d'exécution (date de commencement des travaux, dates de réunions de chantier, plans du projet, modes d'exécution des travaux...) établis conformément aux directives ainsi que les fiches techniques et les attestations de conformité sanitaires de tout le matériel utilisé seront **remis à la collectivité pour validation du projet** après consultation du délégataire. Avant le commencement des travaux, l'aménageur privé devra être en possession des permissions de voirie et arrêté de circulation nécessaires.

Il aura fait son affaire au préalable des demandes de **DT/DICT** auprès des autres concessionnaires dans les délais qui lui sont impartis conformément à la réglementation en vigueur.

1.3.2 Exécution et suivi des travaux

Lors de la réalisation des travaux, et notamment avant le démarrage des travaux, **le délégataire sera associé à toutes les réunions de chantier**. La collectivité, par le biais de son délégataire, sera de plein droit autorisé à contrôler les travaux au cours de leur exécution. Ils auront en conséquence libre accès permanent au chantier et seront destinataires des comptes rendus de chantier.

Si une modification des plans d'exécution était nécessaire en cours de chantier, la collectivité devra en être avertie afin de se prononcer, après consultation de son délégataire, sur la validité de cette modification.

Le non-respect de ces étapes expose l'aménageur privé à la non-conformité de son projet.

1.3.3 Contrôles et Réception

En sus des contrôles propres à l'entreprise (autocontrôle), les contrôles réceptions doivent être effectués par un organisme accrédité COFRAC, en phase finale du chantier avant la réfection définitive des voiries.

Les organismes habilités à effectuer les contrôles doivent respecter les critères suivants :

- L'organisme et les personnes intervenant sont complètement indépendants d'entreprises effectuant des travaux dans le domaine de la construction, de la réhabilitation, et de l'exploitation des réseaux.
- L'organisme ne réalise pas d'essais d'autocontrôle pour le compte de l'entreprise de travaux.
- L'organisme dispose des matériels adaptés au chantier, des personnels qualifiés et compétents, et des références (notamment en autocontrôles). L'organisme devra acquérir la qualification ISO 9003. La société s'interdit le recours à d'autres personnels ou sous-traitants pour la réalisation des essais.
- L'organisme s'engage à respecter strictement les cahiers des charges et protocoles d'essais.

Pour qu'un réseau d'eau potable, réalisé par un aménageur privé, soit raccordé au réseau public, les contrôles suivants auront été réalisés au préalable :

- Le contrôle d'implantation : le plan de récolement remis à la collectivité
- Le contrôle d'étanchéité (essais de pression) remis au délégataire
- Le contrôle sanitaire (désinfection + analyse bactériologique) remis au délégataire

Lorsque ces contrôles ont satisfait au présent Cahier des Charges, un procès-verbal de constat de conformité est établi par le maître d'ouvrage et visé par le délégataire et la collectivité. Le réseau construit peut alors être raccordé au réseau public et mis en service.

1.3.4 Devenir des installations et raccordement

Seuls les ouvrages et canalisations réalisés au niveaux de voiries ou espaces libres ayant vocation à être classés dans le domaine public pourront être intégrées au réseau public et incorporées au service affermé, après leur remise à la Collectivité par le maître d'ouvrage.

Sont considérés comme tel les opérations pour lesquels le maître d'ouvrage fournira une attestation écrite ou une copie de la délibération de la Commune concernée s'engageant à reprendre les voiries dans le domaine public communal. Ce document doit être fourni par le maître d'ouvrage qui devra en faire directement la demande à la Commune.

Le raccordement au réseau public consistera, sous réserve du procès-verbal de constat de conformité :

- en un raccordement direct au réseau public pour les installations incorporées au service affermé ;
- en un raccordement par l'intermédiaire d'un poste de comptage général pour les installations non incorporées au service affermé. Dans ce cas, le maître d'ouvrage devra souscrire un abonnement à caractère collectif et pourra se rapprocher des services du délégataire afin de mettre en place une procédure d'individualisation des compteurs.

Il est à noter, pour les installations non incorporées au service affermé, que dans le cas où une défense extérieure contre l'incendie devra être mise en place, conformément aux prescriptions du Service de Secours et d'Incendie, celle-ci se fera par le biais d'un réseau dédié à la défense incendie et raccordé par l'intermédiaire d'un système de comptage distinct.

Le raccordement au réseau est à la charge du maître d'ouvrage et réalisé par le prestataire de la collectivité ou le délégataire suivant les conditions prévues au contrat de délégation.

La limite des travaux de raccordement est, au minimum, la limite du domaine public.

2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES RELATIVE A LA CREATION DE RESEAU D'EAU POTABLE

Le projet d'alimentation en eau potable de l'opération devra être **validé dans son intégralité par la collectivité** après consultation de son délégataire ainsi que les services d'incendie et de secours **avant tout démarrage des travaux**.

Les modalités d'exécution des travaux doivent suivre rigoureusement le fascicule n°71 « Ouvrages d'eau potable » du cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés publics des travaux (circulaire n°92-42 du 1er juillet 1992).

2.1 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

2.1.1 Exécution des tranchées

Les tranchées seront réalisées conformément au profil en long. La hauteur de couverture minimale sur la génératrice supérieure sera de 80 cm. En cas d'impossibilité technique d'assurer un tel recouvrement, une protection mécanique complémentaire sera exigée (dalle béton armé de répartition, fourreau ...) toujours en application de la réglementation en vigueur et suivant les directives du délégataire. En tout état de cause, les couvertures minimales des canalisations seront conformes à la norme AFNOR NFP 98-331. Les largeurs de tranchées doivent être suffisantes pour qu'il soit aisé d'y placer les canalisations, tuyaux, appareils de fontainerie, etc. d'y effectuer convenablement les remblais, le compactage, et éventuellement d'y confectionner les joints.

Le fond des tranchées sera dressé et compacté, de façon que les canalisations reposent sur le sol sur toute la longueur. Toute tranchée de profondeur supérieure à 1,30 mètre sera blindée suivant la réglementation en vigueur.

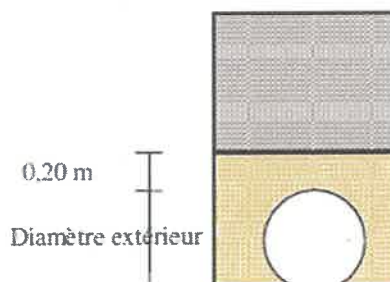
2.1.2 Remblayage des tranchées

Le lit de pose, le calage et l'enrobage de la canalisation seront réalisés avec du sable.

Le lit de pose devra être d'une épaisseur de 10 cm en-dessous de la génératrice inférieure extérieure de la canalisation.

Le remblayage devra être d'une épaisseur de 20 cm au-dessus de la génératrice supérieure extérieure de la canalisation.

➤ Les robinets vanne seront posés



Un grillage avertisseur détectable à la couleur conventionnelle (bleu) sera positionné à 20 cm au-dessus et dans l'axe de la génératrice supérieure de la canalisation, conformément à la norme NF P 98 332.

Les remblais sont prioritairement effectués avec des matériaux d'apport conformes aux règles de l'art. Dans le cas d'une réutilisation des matériaux en place, celle-ci doit être validée par le délégataire. Dans tous les cas, les matériaux utilisés doivent être compatibles avec les recommandations éventuelles issues de l'étude géotechnique et permettre à l'entreprise de respecter les objectifs de densification adaptés au type de chaussée.

Les gestionnaires de la voirie (Conseil Général, DDTM, Communes...) pourront imposer d'autres techniques de remblaiement. Le compactage des tranchées est effectué conformément aux prescriptions de la norme NF P 98.331.

2.1.3 Conduites de distribution

Le diamètre des conduites sera ajusté au moment de l'analyse du projet (note de calcul) par le maître d'ouvrage. Il sera remis une note de calcul hydraulique justifiant le diamètre des conduites qui seront conformes à la norme EN 545-2007 et qui devra être validé par la collectivité après consultation de son délégataire.

L'ensemble des matériaux employés devront être conformes aux normes en vigueur pour l'eau potable, normes établies par le CCTG, fascicule 71, soit NF EN 15-61 et EN 545. Ces matériaux doivent disposer d'une Attestation de Conformité Sanitaire (ACS) délivrée que par un laboratoire habilité par le ministre chargé de la santé en application de l'article R*. 1321-52 du code de la santé publique.

Tous les équipements du réseau devront pouvoir satisfaire à une Pression de Fonctionnement Admissible (PFA) de 16 bars minimum.

Les canalisations non détectables devront être équipées de systèmes de puces ou de systèmes assurant leur détectabilité.

Il sera favorisé la pose, soit de joints à griffes, soit de joints verrouillés à la mise en place de butées en béton pour assurer le maintien de la conduite dans le sol.

Toute canalisation en antenne devra, à son extrémité, être équipée d'une plaque pleine taraudée équipée d'une vidange ou d'une purge.

2.1.4 Branchements

Les branchements de DN25 à DN63 sont réalisés par :

- Un collier de prise en charge sur la conduite de distribution en fonte ductile à joint incorporé,
- Un robinet de prise en charge posé sous bouche à clé avec coupelle de centrage
- Une canalisation polyéthylène haute densité avec les caractéristiques suivantes :
 - Type multicouche PE100 RC (résine conforme à la PAS 1075) avec un revêtement intérieur PVDF
 - Dimensions du tube conformes à la NF EN 12201-2 dérivée SDR11
 - Un dispositif de comptage situé en limite de propriété entre le domaine privé et le public :
 - Un coffret de façade isotherme avec une partie aérienne de dimension et de résistance adaptée à l'emplacement et au dispositif de comptage et d'une partie enterrée qui assure la résistance au gel par convection naturelle. ,
 - un robinet d'arrêt (un robinet-vanne selon le diamètre dudit branchement) avant compteur inviolable ou un dispositif équivalent,
 - un robinet de sûreté après compteur avec purgeur incorporé
 - un compteur de classe C (de classe B pour les besoins incendie), fourni par le délégataire
 - un module de télérelevé des index, fourni par le délégataire.

Les branchements seront munis d'un dispositif antipollution.

L'ensemble des caractéristiques techniques du dispositif devra être validé par le délégataire.

Les raccords en laiton pour l'assemblage des conduites de branchements en polyéthylène et raccordements seront conformes aux normes DIN 8076 et 190.

Les diamètres des branchements ainsi que ceux des compteurs seront déterminés par le Délégataire, en fonction des prévisions de consommations indiquées par le Maître d'Ouvrage. Le compteur est toujours implanté dans la mesure du possible à 1 m de la limite de propriété et dans tous les cas à moins de 5 mètres de la limite de propriété.

En outre, la pose d'un ensemble de disconnexion conforme à la norme antipollution NF EN 12729 pourra être imposée, si l'installation intérieure présente un risque de pollution spécifique. Le dispositif de protection, ainsi que les conditions de son installation, devront être déterminés en liaison avec le délégataire.

Les branchements seront établis à une profondeur d'environ 0,80 mètre sur toute leur longueur jusqu'à leur point de pénétration dans le coffret (le regard ou la chambre) ou dans le bâtiment à desservir. Ils seront posés perpendiculairement à la conduite sur laquelle ils seront raccordés.

A titre informatif, dans le cadre de l'application de la loi SRU, le pétitionnaire est invité à se rapprocher du Délégataire So'Bass qui lui transmettra les éléments à mettre en œuvre pour organiser une éventuelle individualisation des compteurs d'eau froide dans les logements collectifs.

Les raccordements après compteur sont à la charge du lotisseur

2.1.5 Robinetterie- Fontainerie

L'ensemble des pièces sera en fonte de type GS ou équivalent et devra obligatoirement répondre aux normes du CCTG fascicule 71.

Vannes :

Les vannes seront du type :

- Pour un diamètre inférieur ou égal à 300mm : robinets-vannes à opercule caoutchouc PFA 16 bars posés sous bouche à clé
- Pour un diamètre supérieur à 300mm : robinets-vannes à papillon PFA 16 bars posés sous regards.

Il est rappelé que le sens de fermeture des vannes de réseau sera antihoraire (FSAH).

Bouches à clés :

Les bouches à clés seront de série lourde réhaussables sous chaussées (5kg) et de séries légère (3kg) sous trottoirs, verrouillables, formes hexagonale pour Robinets-vannes, forme carré pour vidange et purges, forme ronde pour robinets de branchements.

Vidanges :

Les vidanges sont des organes de protection du réseau. Elles permettent de vidanger les canalisations autant lors d'interruption de service qu'en exploitation. Elles seront systématiquement mises en place en bout de réseau. Elles seront raccordées sur la conduite par un collier de prise en charge sous bouche-à-clef ou sur une plaque pleine si la conduite est en antenne et présenteront une remontée en polyéthylène bande bleu raccrodé à un coffre ventouse.

Ventouses :

Les ventouses devront permettre le dégazage et l'entrée d'air dans la conduite. Elles seront d'une dimension adaptée au diamètre de la canalisation et seront d'un modèle agréé.

Poteau incendie :

Les poteaux incendie seront en DN 100 mm (sauf cas particulier), incongelable, à prises apparentes et de type renversable.

2.2 RECEPTION ET ESSAIS

2.2.1 Plans de récolement :

En fin de chantier, les plans de récolement seront fournis en plusieurs exemplaires et seront établis au format papier et informatique.

L'aménageur privé devra donner toutes les précisions (tracé, diamètre et nature de la conduite, l'indication des branchements repérés planimétriquement, les bouches-à-clefs ...). Les ouvrages rencontrés lors des fouilles seront reportés sur le plan de récolement.

Ce plan de récolement sera rattaché au système de Coordonnées National RGF 93 (EPSG 2154) et ses projections (Nivellement Général de la France).

Ces dossiers seront conformes au décret du 26 décembre 2000 et à l'arrêté du 25 février 2012. Ils seront remis à la collectivité et soumis à la validation du délégataire avant le constat de conformité du réseau.

2.2.2 Essais de pression

Les épreuves d'étanchéité sont à réaliser sur 100% des linéaires des travaux.

Préalablement à toute réception d'un réseau neuf, l'entreprise doit réaliser les épreuves hydrauliques conformes au fascicule 71 du CCTG travaux.

La pression d'épreuve doit être supérieure ou égale à 1.5 x la pression de service. Les informations sur la pression de service sur la zone concernée seront fournies par le délégataire.

Elle doit être appliquée pendant une durée de 30 minutes sans que la diminution de pression soit supérieure à 0.2 bars (conformément au fascicule 71).

2.2.3 Essais de potabilité

Le code de la santé publique, notamment son article R. 1321-56, impose que les réseaux et installations de distribution d'eau destinées à la consommation humaine doivent être nettoyés, rincés et désinfectés avant toute mise ou remise en service.

Le délégataire a l'obligation de s'assurer de la conformité des analyses avant la première mise en service, ainsi qu'après toute intervention susceptible d'être à l'origine d'une dégradation de la qualité de l'eau. A ce titre, le délégataire fournira au maître d'ouvrage le protocole standard des opérations de désinfection à réaliser.

Les analyses réalisées dans ce but doivent être effectuées par un laboratoire agréé par le Ministère de la Santé et transmises au délégataire pour validation.

Un procès verbal sera établi lors de la dernière réunion de chantier et validé avec d'éventuelles réserves entre le maître d'ouvrage, le délégataire et la collectivité.

2.2.4 Raccordement en partie privée

Les installations publiques de distribution d'eau sont localisées en entrée de desserte de l'aménagement.

En l'absence de rétrocession dans le domaine public formalisée par une attestation écrite ou une copie de la délibération de la Commune d'implantation une chambre de comptage sera prévue à la charge de l'aménageur selon les prescriptions techniques du délégataire.

Dans le cas d'une rétrocession formalisée, le réseau sera mis en attente au point de raccordement, qui pourra être réalisée suite au contrôle et à la validation des documents de réception et d'essai par le délégataire.

L'alimentation en eau potable du projet sera assurée par le réseau privé mis en place par le lotisseur dans le cadre de son aménagement.

L'aménageur se doit d'assurer le raccordement entre les installations publiques et le réseau privé. Celui-ci ne pourra être réalisé que suite à la validation par le délégataire SO'BASS des rapports d'essai de pression et de potabilité. Le délégataire devra impérativement être informé de la date prévue de réalisation du raccordement afin, s'il le souhaite, de pouvoir assurer le contrôle de sa bonne exécution.

Arrêt projet PLU La Teste-de-Buch

Avis COBAS

Partie Habitat

Pièces du PLU (extraits)	Observations COBAS
RAPPORT DE PRESENTATION	
TOME 3 : Explication du projet et déclinaison réglementaire Page 8 1.1.4 LES BESOINS REPERTORIES EN MATIERE D'EQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT « Encadrer le dynamisme démographique par le maintien et l'accueil de jeunes et familles avec enfants pour pérenniser le rajeunissement sur la commune et lutter contre la tendance structurelle de vieillissement de la population. Bien ajuster les besoins fonciers pour la création de logements avec les prévisions d'accueil démographique, en tenant compte notamment des phénomènes de desserrement des ménages et de rétention foncière. Favoriser le développement d'une plus grande diversité et mixité de l'offre d'habitat sur la commune, et notamment favoriser les opérations développant l'offre en habitat locatif et/ou social afin de pouvoir faciliter l'accès au logement à tous les publics ».	Convergent avec le PLH.
Pages 11 & 12 : 1.2.1 LES ORIENTATIONS GENERALES DES POLITIQUES D'AMENAGEMENT (dans la partie explication du projet de PADD) Sur la démographie « (...) avec plus de 26269 habitants sur son territoire en 2021, la Ville de La Teste de Buch se doit d'apporter des logements adaptés aux besoins, dans le temps et dans l'espace selon le contexte urbain, paysagers et environnemental. S'appuyant depuis plusieurs années sur un Programme Local de l'Habitat, le territoire bénéficie d'un portage et d'un accompagnement extrêmement important dans le suivi de l'amélioration du parc de logements existants et de la création de logements sociaux. L'enjeu de la démarche d'élaboration du PLU est désormais d'assurer une cohérence d'ensemble dans les démarches de planification et de programmation urbaine. Il s'agit donc de permettre désormais d'aller plus loin dans la recherche d'adéquation de la production de logements neufs avec les besoins réels des habitants du territoire. <u>Le PLU doit donc mettre en place les outils nécessaires à la politique de l'habitat du territoire et qui manquait jusqu'alors, notamment pour répondre aux obligations de production de logements sociaux</u> ». Et d'ajouter :	Le PLH 2025-2031 comporte plusieurs actions visant à répondre aux obligations de production de logements sociaux : financement, projet de charte, accession sociale, partenariat avec l'EPF, etc.

<p>« Toutefois, la régulation de l'attractivité démographique d'un territoire ne se décrète pas. A la lecture des objectifs affichés dans le chapitre introductif, la commune a identifié plusieurs hypothèses de croissance permettant de vérifier à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La capacité à produire le logement nécessaire à cette croissance, tenant compte des obligations de rattrapage du nombre de logements sociaux ; - La nécessité de s'assurer d'une maîtrise du développement urbain au regard des enjeux naturels présents sur le territoire. <p>(...)</p> <p>Et au regard des limites de prélèvement de la ressource en eau potable, avec toutes les difficultés que cela peut générer, la responsabilité du territoire est d'assurer une production de logements et donc un accueil de population qui soient calibrés en fonction des capacités de desserte en eau potable et des capacités d'assainissement.</p> <p>Cette orientation majeure du projet conduit donc la ville de la Teste de Buch à <u>inscrire son développement dans une perspective de mise sur le marché d'environ 205 nouveaux logements par an, soit environ 2460 logements à échéance du PLU projeté à 2037 comme seuil (il s'agit de se baser sur les objectifs du PLU, sur 6 ans en le reconduisant une fois, soit 12 ans d'application).</u></p> <p>(...°</p> <p><u>La commune a fait le choix de retenir l'hypothèse intermédiaire avec un taux de croissance à 0,8%. Ce taux de croissance constitue un seuil raisonnable de développement qui permet de prendre en compte la capacité d'accueil du territoire, l'enjeu de la préservation environnementale et également les risques naturels qui pèsent sur celui-ci.</u></p> <p>L'enjeu est donc d'établir une corrélation entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le fait que la commune soit un territoire attractif en expansion ce qui induit de nouveaux besoins en matière de logements, mais également en matière de développement économique ; - Les obligations en matière de logements sociaux issues des lois SRU : dans le respect d'un rattrapage acceptable et soutenable des 25% de logements sociaux ; - La protection de notre environnement, symbole de l'identité du territoire ». 	<p>Possibilité également d'accompagner les communes dans la mise en œuvre d'outils de régulation ou d'encadrement de la production de logements au titre de la fiche action 13 du PLH 2025-2031.</p> <p>Conforme au PLH</p> <p>Remplacer (objectifs du) « PLU » par « PLH ».</p> <p>Le PLH 2025-2031 vise (également) une croissance démographique de 0,8% à 2030 et 0,7% à 2040, conformément au SCOT. Le précédent PLH (2017-2024) évoquait aussi le fait de « revenir à des dynamiques démographiques « raisonnables ».</p>
<p>1.2.1 LES ORIENTATIONS GENERALES DES POLITIQUES D'AMENAGEMENT (dans la partie explication du projet de PADD)</p> <p>Page 12 :</p> <p>« L'équilibre territorial est donc fondamental dans la révision du Plan Local d'Urbanisme, à la fois en déclinaison géographique pour identifier les centralités à conforter ou développer en compatibilité avec le SCoT du SYBRAVAL, mais également en <u>matière d'accueil de population pour poursuivre en cohérence avec les besoins du territoire les engagements déjà menés par la COBAS dans sa politique d'habitat (PLH).</u> La répartition de la programmation entre les pôles s'appuie donc sur plusieurs facteurs, parfois évolutifs dans le temps :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un équilibre compatible avec les objectifs du SCoT du SYBARVAL, et des objectifs de réduction de consommation des espaces naturels agricoles et forestiers, 	<p>Dont acte</p>

[illegible]

<p>de rattrapage des obligations légales (cf. Article 55 de la loi SRU), rappelé par le PLH ;</p> <p>Poursuivre la diversification du parc de logements (notamment par la création de logements locatifs) et garantir une mixité sociale et intergénérationnelle (notamment en favorisant le parcours résidentiel pour les testerins (étudiants, jeunes ménages) ainsi qu'en répondant aux besoins d'une population</p> <p>Permettre le développement de l'offre de logements à destination des saisonniers en tant que commune touristique »</p>	
<p>1.2.7 L'HABITAT (dans la partie explication du projet de PADD)</p> <p>Page 26 :</p> <p>« Le Plan Local d'Urbanisme propose <u>plusieurs outils</u> pour atteindre progressivement les différents objectifs visés :</p> <p>Dans le règlement écrit, la reconduction systématique d'une proportion de logements sociaux à réaliser en fonction de plusieurs paramètres, correspondant à un objectif de diversité sociale dans les zones urbaines : les zones concernées et les tailles d'opérations de logements visés avec des <u>seuils de déclenchement qui débutent à partir d'opération de 4 logements ou lots.</u></p> <p>Dans le règlement graphique, des <u>servitudes de mixité sociale</u> peuvent être positionnées sur certaines parcelles ou ensembles de parcelles de manière à favoriser l'émergence d'opération d'aménagement d'ensemble comportant une proportion importante de logements sociaux.</p> <p>Dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sectorielles, que ce soit pour des communes concernées par des obligations de production de logements sociaux ou non, la définition d'un <u>prorata de logements sociaux</u> à réaliser par opération d'aménagement d'ensemble. Toutes les communes « SRU » sont concernées aussi bien sur des zones ouvertes à l'urbanisation (zones 1AU) ou sur des zones urbaines en renouvellement (zones U).</p> <p>Des zones 2AU (<u>réserves foncières</u>) inscrites dans la comptabilisation des logements à produire avec la mise en place d'une servitude de mixité sociale afin d'atteindre les objectifs de production de logements sociaux du PADD et du PLH. Ces zones 2AU seront ouvertes dans le cadre d'une révision du PLU <u>au-delà de la temporalité de 6 ans</u> ».</p> <p>Et plus loin, d'ajouter :</p> <p>« De plus, pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de compléter les outils réglementaires :</p> <p>- Favoriser la diversité des formes urbaines permettant de <u>produire un habitat diversifié</u> en opposition à la production uniforme de lotissements, qui a dominé sur la ville jusqu'au début des années 2000. L'acceptation d'une <u>densification adaptée</u> permet de produire des formes plus collectives et qualitatives qui sont une réelle alternative à la consommation foncière.</p>	<p>Dont acte</p>

<p><i>Adapter la production du logement aux besoins en matière de mixité sociale répondant aux objectifs de l'article 55 de la loi SRU portant obligation à la commune de disposer de 25 % de logements sociaux calculés par rapport au nombre de résidences principales. Afin de s'assurer une production allant dans le sens de la loi dans un marché immobilier dynamique, la commune a décidé de renforcer la réglementation du PLU afin d'associer à l'effort de production, les opérateurs et les projets privés ».</i></p>	<p>La future charte en faveur du logement social associera également les promoteurs, aménageurs (fiche action 1).</p>
<p>1.2.7 L'HABITAT (dans la partie explication du projet de PADD) Page 28 (sur la production de logement social)</p> <p><i>« Ainsi en ajoutant les logements sociaux produire dans le cadre du PLU et les logements non encore comptabilisés, le bilan est positif puisqu'il s'élève à 1604 unités, <u>dépassant l'objectif du PLU de 260 logements</u> ».</i></p> <p>Ces 1604 logements sociaux sont calculés comme suit : 853 issus des SMS dans les futures OAP + 751 logements supplémentaires prévus au titre du « travail déjà engagé par la ville ».</p>	<p>N'y aurait pas une erreur sur le chiffre de 260 logements (en dépassement) ? 1604 (logements sociaux prévus) – 1560 (objectif) = 44 et non 260.</p> <p>=> + 44 logements sociaux par rapport à l'objectif de 1560 sur la durée du PLU.</p> <p>Conforme au PLH</p>
<p>ORIENTATIONS</p>	
<p>Page 6 :</p> <p><i>« Répondre aux besoins et aux objectifs de production de logements, à savoir 205 nouveaux logements par an, dont 130 logements sociaux par an (soit 63%) afin de répondre à l'objectif de rattrapage des obligations légales (cf. Article 55 de la loi SRU), rappelé par le PLH. »</i></p> <p>Page 7 :</p> <p><i>« Ainsi, et pour atteindre les objectifs de création de logements (sociaux et libres), il ressort de l'étude de densification menée que sera nécessaire la mobilisation d'environ :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 12 hectares d'« ENAF » situés au sein de l'enveloppe urbaine (et qui seront classés en zones urbaines ou à urbaniser). <p><i>L'objectif est de ne pas étendre l'urbanisation en privilégiant l'intensification le long de certains axes et points stratégiques pour créer de nouvelles centralités secondaires (notamment le long de l'avenue Charles de Gaulle).</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 23 hectares d'ENAF situés en extension de l'enveloppe urbaine (et qui seront classés en zones à urbaniser à long terme - 2AU) afin de répondre aux objectifs de mixité sociale, dans le respect du principe de continuité avec de l'« agglomération » de la loi littoral ». 	<p>Conforme au PLH</p> <p>Mobilisation en tout de 53,56 Ha de foncier sur 12 ans : 18 ha en densification + 35,57 ha d'espaces NAF en densification/extension à court terme ou extension à long terme. En sachant que le PLH prévoit 24,6 Ha sur 6 ans.</p> <p>Compatible avec le PLH.</p>

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

033-243300563-20221003-DEL-2022-09-113-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/10/2022

Affichage : 05/10/2022

Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS



Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

**REGLEMENT D'INTERVENTION POUR
RACCORDEMENT SUR LE RESEAU
D'EAU POTABLE**

- Notice de raccordement sur le réseau d'eau potable ;
- Cahier des prescriptions techniques pour les lotissements et les ensembles immobiliers de plus de 20 logements.

Notice de raccordement sur le réseau d'eau potable

L'ALIMENTATION EN EAU EST L'UNE DES PREMIÈRES TÂCHES QUE VOUS DEVEZ ANTICIPER, CAR L'ALIMENTATION EN EAU EST NECESSAIRE POUR LA PLUPART DES TRAVAUX REALISES CHEZ VOUS

Quand faire sa demande de raccordement ?

La demande est à effectuer uniquement après l'obtention du permis de construire ou d'aménager.

Toutefois en cas de projet isolé ou de doute sur la présence d'un réseau d'eau potable sur le domaine public à proximité, vous pouvez, dès la préparation de votre projet prendre l'attache du délégataire du service public d'eau potable dont les coordonnées sont indiquées sur le site www.agglo-cobas.fr

A qui adresser sa demande ?

La COBAS exerce la compétence EAU POTABLE sur son territoire. Elle a confié, par voie de délégation de service public, l'exploitation de son réseau à un délégataire qui intervient sous la marque de So'Bass.

Votre projet concerne :

- ❖ Une maison individuelle ;
- ❖ Un immeuble ou ensemble de moins de 20 logements ;
- ❖ Autres cas ;

- ❖ Un immeuble ou ensemble de plus de 20 logements ;
- ❖ Un lotissement accompagné de la mise en place de réseau en domaine privé

Contacter la So'Bass

Coordonnées sur www.sobass.fr

Contacter la COBAS

Coordonnées sur www.agglo-cobas.fr

Cas des raccordements de lotissements ou d'ensembles de plus de 20 logements

L'aménageur devra, dès la phase de conception de son projet, intégrer et tenir compte des prescriptions définies dans le « Cahier des prescriptions techniques pour la réalisation des réseaux d'eau potable » accessible depuis le site internet de la COBAS et transmis avec l'autorisation d'urbanisme.

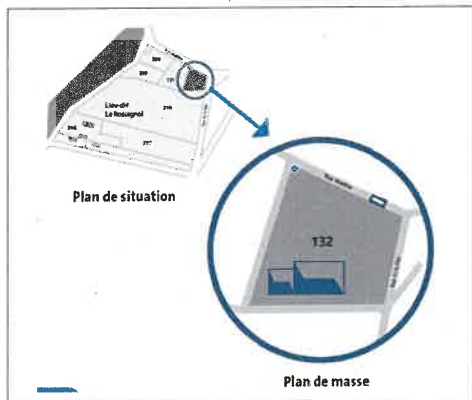
Le non-respect des prescriptions définies dans ce cahier technique expose l'aménageur à un risque de refus de raccordement de l'opération au réseau public.

Cas d'un branchement de maison individuelle

La demande est à réaliser auprès du délégataire après l'obtention du permis de construire.

La démarche est décrite sur le site du délégataire **www.sobass.fr**. Pour réaliser votre demande, préparer les éléments suivants :

La localisation de mon projet :



- ❖ Le permis de construire
- ❖ Le plan de situation de la parcelle dans la commune
- ❖ Le plan de masse en indiquant l'emplacement souhaité :
 - Du compteur,
 - Du branchement d'eau,
 - De votre habitation.
- ❖ En fonction de votre situation :
 - Une attestation de TVA réduite,
 - Un extrait Kbis.

Mes besoins en eau :



- ❖ Nombre d'occupants de la maison,
- ❖ Nombre de salles de bain,
- ❖ Nombre de toilettes,
- ❖ Nombre de points d'eau.

Dans la continuité de votre demande, un technicien du délégataire intervient pour réaliser une visite d'étude et d'implantation de votre branchement. Un devis, tenant compte des spécificités de vos installations, vous est transmis à la suite de cette visite.

La réalisation de votre branchement peut être planifiée après l'acceptation de ce devis.

Description d'un branchement d'eau potable

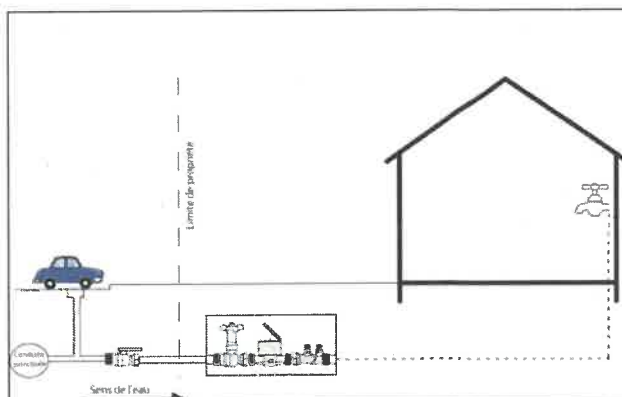
Votre branchement d'eau potable est réalisé par le délégataire du service public d'eau potable qui se charge de l'obtention des autorisations administratives (DICT, autorisations de voirie et arrêtés de circulation)

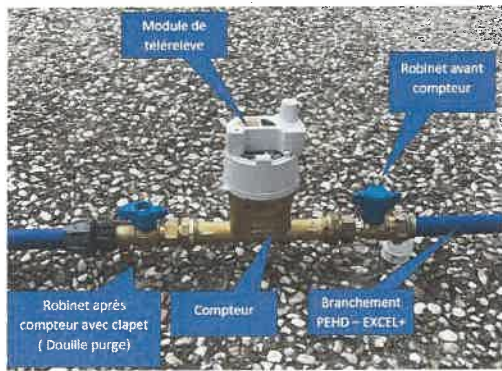
Les travaux de réfection des chaussées et trottoirs de la voie publique sont compris dans les travaux d'installation des branchements

Le terme « branchement » désigne l'ensemble compris entre la prise sur la conduite principale de distribution publique jusqu'à votre compteur.

Il comprend à minima :

- ◆ La prise d'eau sur la conduite publique,
- ◆ Le robinet de prise en charge sous bouche à clé,
- ◆ La canalisation de branchement située tant sous domaine public que privé
- ◆ Un regard ou coffret abritant le système de comptage pré-isolé contre le gel





Le regard de comptage situé à proximité de la limite de propriété et appartenant à l'abonné comprend :

- ◆ Un robinet d'arrêt avant compteur,
- ◆ Un compteur de classe C fourni avec son plombage et équipé d'un système de télérelève des consommations,
- ◆ Un dispositif anti-pollution situé en aval immédiat du compteur et comprenant un clapet anti-retour.

Suivant la configuration de votre installation, votre compteur peut être positionné :

Dans un coffret de façade en limite de propriété

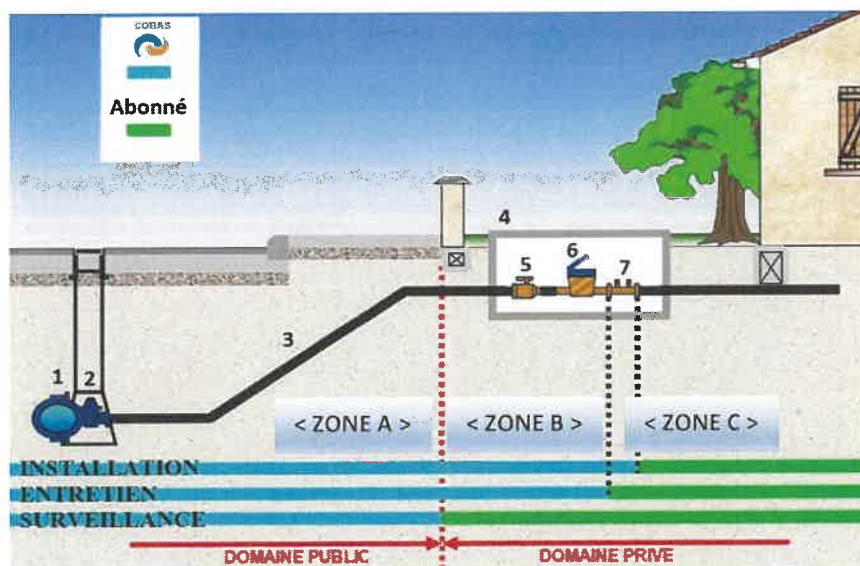


Dans un regard enterré situé au maximum à 1 mètre de la limite publique / privée



Suite à cette étape, les travaux de raccordement au réseau public d'eau potable sont terminés. Il vous appartient de mettre en place la canalisation privée entre le compteur et votre habitation. Pour réaliser ces travaux, vous pouvez faire appel à l'entreprise de votre choix.

Conformément au règlement du service public d'eau potable disponible sur les sites www.agglo-cobas.fr et www.sobass.fr, le régime de responsabilité du branchement est le suivant :



En ZONE A : la portion de branchement située sous la voie publique appartient au service de l'Eau Potable et fait partie intégrante du réseau dès sa mise en service. Le délégataire en assure l'entretien, les réparations et les éventuelles conséquences dommageables.

En ZONE B : la partie de branchement avant compteur située à l'intérieur de la propriété appartient au service de l'Eau Potable, excepté le regard ou le coffret qui sont la propriété de l'abonné. Le propriétaire du terrain s'assure que ce linéaire est libre de tout aménagement ou plantation et est garant de son accessibilité tout le long de son parcours. Le délégataire assure l'entretien et les réparations de cette canalisation et peut procéder à une réfection complète de celle-ci le cas échéant.

En ZONE C : la partie de branchement privée appartient au propriétaire de l'immeuble, qui en assure l'entretien et les réparations.

Economies d'eaux et protection de la ressource

L'eau potable est plus que jamais une ressource précieuse qu'il convient de préserver. Sur la COBAS, l'eau est majoritairement issue de nappes profondes. Ces eaux ont transité dans les sols pendant des dizaines d'années leur permettant de présenter une qualité et des caractéristiques particulièrement adaptées à la consommation humaine.

Optimiser sa consommation domestique :

Réduire sa consommation d'eau passe par certains gestes du quotidien et bonnes pratiques qui peuvent faire la différence.

En complément, la mise en place de kits hydro-économiques à votre domicile permet de réduire sensiblement le débit de vos installations. Ces kits sont disponibles gratuitement aux accueils clientèle du délégataire d'eau potable.



Favoriser les ressources superficielles :

Il faut privilégier l'utilisation d'eau potable pour un usage domestique. Sur notre territoire, des ressources alternatives moins vulnérables existent pour votre arrosage et l'entretien de vos extérieurs.

- Création d'un puit ou d'un forage en nappe superficielle,
- Mise en place de cuves de récupération d'eau de pluie en surface ou enterrée.

PS : Ces eaux de surface peuvent également être utilisées, dans le respect des modalités de mise en place définies au règlement de service, pour un usage domestique hors consommation alimentaire notamment pour remplir la chasse d'eau des WC et laver du linge.



Raisonner sa végétalisation :

Favoriser la mise en place d'essences locales acclimatées et peu consommatrices d'eau. L'utilisation d'essences poussant à l'état naturel ou naturalisées depuis longtemps, outre une adaptation au sol, au climat et aux usages locaux, présente l'intérêt d'une intégration harmonieuse au paysage.

Le bouleau verruqueux, les chênes liège, pédonculés, pubescents, verts, le pin maritime, ou encore le poirier commun sont des arbres qui s'adaptent très bien. Côté arbustes, privilégiez les ajoncs d'Europe, les arbusiers, la bruyère à balai, le houx, le pourpier de mer, le saule roux ...





COBAS



Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

Règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés

Approuvé lors du conseil communautaire du 19 décembre 2013

Dernière révision lors du conseil communautaire du 26/06/2024



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-243300563-20240627-DEL-2024-06-088-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/07/2024

Publication : 02/07/2024

Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS



La Présidente,



Vu les textes réglementaires suivants :

- Directive CEE 75/442 du 15 juillet 1975 modifiée par la circulaire CEE 91/156 du 18 mars 1991, portant notamment sur la définition, l'élimination et la valorisation des déchets.
- Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 541-1 à L.541-46 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- Articles L.2224-13 à L.2224-17 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.).
- Article L. 5215-20-1 du C.G.C.T.
- Loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux
- Loi du 13 juillet 1992 relative aux déchets d'emballages dont les détenteurs finaux sont les ménages.
- Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite loi Grenelle 2, codifiée à l'article L.541-21-1 du code de l'environnement
- Loi n°2015-991 du 7 août 2015 dite Loi NOTRe portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République :
- Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte
- Loi n°202-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et économie circulaire du 10 février 2020
- Règlement sanitaire départemental de la Gironde – Arrêté préfectoral du 23 décembre 1983,
- Arrêtés Municipaux portant Règlement Sanitaire,
- Recommandation R437 de la CNAM relative à la collecte des déchets ménagers et assimilés,
- Délibération du Conseil Communautaire de la COBAS n°08-217 relative au traitement et à la collecte des déchets municipaux,
- Délibération du Conseil Communautaire de la COBAS n°09-134, du 18 mai 2009 relative à la modification du système de collecte,
- Délibération du Conseil Communautaire de la COBAS n° 05-202 du 11 juillet 2005 instaurant la redevance spéciale et validant le règlement d'origine,
- Délibération du Conseil Communautaire de la COBAS n° 06-104, 06-105 et 06-106 du 28 mars 2006 relatives au règlement de la redevance spéciale,
- Délibération n°15-11 du 29 janvier 2015 relative à la reprise en gestion directe du centre de valorisation des déchets,
- Délibération n°15-145 relative à la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion du service public administratif de collecte et de traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.



TABLE DES MATIERES

I. DISPOSITIONS GENERALES.....	9
A. OBJET	9
B. OBJECTIFS DU REGLEMENT DE COLLECTE.....	9
C. COMPETENCES « GESTION DES DECHETS » DE LA COBAS.....	9
D. FINANCEMENT DU SERVICE	10
1. <i>La taxe d'enlèvement des ordures ménagères.....</i>	<i>10</i>
2. <i>La redevance spéciale</i>	<i>10</i>
3. <i>Les autres recettes</i>	<i>10</i>
E. DEFINITIONS.....	10
F. CIRCULATION DES VEHICULES, SECURITE ET FACILITATION DE LA COLLECTE.....	11
1. <i>Prévention des risques liés à la collecte.....</i>	<i>11</i>
2. <i>Facilitation de la circulation des véhicules de collecte</i>	<i>11</i>
3. <i>Caractéristiques juridiques et techniques des voies permettant le passage des véhicules de collecte</i>	<i>12</i>
II. LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES.....	13
A. ORGANISATION DE LA COLLECTE	13
1. <i>Collecte en porte-à-porte</i>	<i>13</i>
2. <i>Collecte en points d'apport volontaire</i>	<i>17</i>
B. GESTION ET UTILISATION DES CONTENANTS POUR LA COLLECTE EN PORTE-A-PORTE	17
1. <i>Règles d'attribution des bacs roulants pour les ménages résidant en maison individuelle ...</i>	<i>17</i>
2. <i>Règles d'attribution des bacs roulants pour les ménages résidant en habitat collectif.....</i>	<i>18</i>
3. <i>Présentation des déchets à la collecte.....</i>	<i>18</i>
4. <i>Vérification du contenu des bacs et dispositions en cas de non-conformité</i>	<i>19</i>
5. <i>Propriété et responsabilité</i>	<i>19</i>
6. <i>Maintenance, entretien et usage des bacs.....</i>	<i>19</i>
7. <i>Modalités de changement des bacs.....</i>	<i>19</i>
C. APPORTS EN DECHETERIES ET POINT VERT RESERVES AUX MENAGES	20
D. COLLECTES EXCEPTIONNELLES.....	20
E. RESIDENCES : COLLECTES SUPPLEMENTAIRES	20
III. LA GESTION DES DECHETS ASSIMILES	21
A. COLLECTE EN PORTE-A-PORTE ET EN PAV	21
B. APPORTS EN DECHETERIES PROFESSIONNELLES.....	21
C. CAS PARTICULIER DES PRODUCTEURS DE BIODECHETS.....	21



IV. PREVENTION ET COMMUNICATION 22

A. LES ACTIONS DE COMMUNICATION DE PROXIMITE 22

B. COMPOSTAGE AUTONOME 22

1. *Type de composteurs..... 22*

2. *Retrait : modalités, lieu et horaires..... 22*

3. *Conditions de mise à disposition..... 22*

4. *Prix 22*

V. DISPOSITIONS D'EXECUTION ET SANCTIONS..... 23

A. APPLICATION DU REGLEMENT DE COLLECTE 23

B. MODIFICATIONS DU REGLEMENT DE COLLECTE..... 23

C. EXECUTION DU REGLEMENT DE COLLECTE 23

D. NON-RESPECT DES MODALITES DE COLLECTE 23

E. DEPOTS SAUVAGES 23

F. BRULAGE DES DECHETS..... 23

ANNEXE 1 : ACCESSIBILITE DES VOIES AUX VEHICULES DE COLLECTE..... 25

ANNEXE 2 : REGLEMENT DE COLLECTE EN PORTE A PORTE DES DECHETS PROFESSIONNELS 28

A. OBJET 28

B. LES PERSONNES ASSUJETTIES..... 28

C. LES PERSONNES NON ASSUJETTIES..... 28

D. NATURE DES DECHETS ET QUANTITES ACCEPTEES 28

1. *Définition des déchets assimilés 28*

2. *Déchets exclus..... 29*

3. *Quantités maximales acceptées 29*

4. *Contrôles 30*

E. MODALITES DE LA COLLECTE EN PORTE-A-PORTE 30

1. *Modalités générales de présentation des déchets à la collecte 30*

2. *Fréquence de collecte..... 30*

3. *Cas des jours fériés et événements exceptionnels..... 30*

F. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT 31

1. *Procédure 31*

2. *Obligations des parties au contrat..... 31*

G. GESTION ET UTILISATION DES BACS POUR LA COLLECTE EN PORTE-A-PORTE 32

1. *Propriété des conteneurs..... 32*

2. *Les contenants..... 32*



3. Gestion des bacs	32
H. GESTION ET UTILISATION DES CONTENEURS EN APPORT VOLONTAIRE	33
I. MODALITES FINANCIERES	34
1. Calcul de la redevance pour la collecte en porte-à-porte.....	34
2. Calcul de la redevance spéciale forfaitaire en bacs roulants collectifs ou en point d'apport volontaire 34	
3. Calcul de la redevance pour une collecte en colonnes enterrées ou semi-enterrées équipées d'un contrôle d'accès	34
4. Calcul de la redevance pour une collecte en colonnes enterrées ou semi-enterrées utilisées par un seul usager	34
5. Recouvrement de la redevance spéciale.....	35
6. Révision des tarifs.....	35
7. Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) déductible.....	35
J. DUREE DU CONTRAT	35
K. REVISION DU CONTRAT	36
L. RESILIATION DU CONTRAT	36
M. LITIGES ET RECOURS.....	36
N. EXECUTION ET MODIFICATIONS DU REGLEMENT	36
1. Exécution.....	36
2. Modifications.....	36
O. CONSULTATION DU REGLEMENT	37

ANNEXE 2 BIS – REDEVANCE SPECIALE FORFAITAIRE : GRILLE D'APPLICATION DES FORAITS 38

ANNEXE 3 : COLLECTES EN POINT D'APPORT VOLONTAIRE POUR LES GROS PRODUCTEURS DE DECHETS..... 46

A. PRODUCTEURS CONCERNES.....	46
B. MODALITÉS DE MISE EN PLACE	46
C. CALCUL DE LA DOTATION	46
D. CONTRAINTES DE COLLECTE.....	47
E. CONTRAINTES GENERALES D'IMPLANTATION DES CONTENEURS ENTERRES (OU SEMI-ENTERRES) .	47
F. CARACTERISTIQUES DES VEHICULES DE COLLECTE (D'APRES LES CONTRAINTES MAXIMALES)	47
G. SCHEMAS DES CONTRAINTES DE COLLECTE ET D'IMPLANTATION DES CONTENEURS ENTERRES (OU SEMI-ENTERRES).....	48
H. DEFINITION DES CONDITIONS MINIMALES NECESSAIRES A LA MISE EN ŒUVRE DES PAV	49
I. ABSENCE OU RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	49

ANNEXE 4 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA COLLECTE DES DECHETS EN HABITAT COLLECTIF DE MOINS DE 30 LOGEMENTS..... 50



A. REGLES D'ATTRIBUTION DES BACS ROULANTS EN HABITAT COLLECTIF	50
1. Détermination du nombre théorique d'occupants	50
2. Détermination du nombre de bacs à mettre à disposition	50
3. Changement de dotation	50
B. DISPOSITIONS RELATIVES A L'AMENAGEMENT DES LOCAUX OU EMPLACEMENTS POUR LE STOCKAGE DES DECHETS	51
1. Détermination de la surface au sol nécessaire	51
2. Dispositions à suivre pour la création d'un local « poubelle » collectif	51
3. Cas des aires de présentation	52

ANNEXE 5 : REGLEMENT DES DECHETERIES ET POINT VERT RESERVÉS AUX PARTICULIERS 53

A. DEFINITION	53
B. ORGANISATION DE LA COLLECTE EN DECHETERIES ET POINT VERT SUR LE TERRITOIRE	53
C. JOURS ET HORAIRES D'OUVERTURE	54
D. CONDITIONS D'ACCES	54
E. ROLE DES USAGERS ET DES PERSONNELS DE DECHETERIES.....	55
F. REGLES DE SECURITE	55
G. DECHETS ACCEPTES	55
H. DECHETS INTERDITS.....	58
I. SEPARATION DES MATERIAUX VALORISABLES.....	58
J. SURVEILLANCE ET ACCUEIL DES UTILISATEURS	58
K. INFRACTION AU REGLEMENT ET COMPORTEMENT DES USAGERS	59
L. LITIGES	59
M. MODIFICATIONS	59
N. CONSULTATION DU REGLEMENT.....	59
O. VIDEOPROTECTION.....	59

ANNEXE 6 : REGLEMENT DES DECHETERIES PROFESSIONNELLES..... 60

A. DISPOSITIONS COMMUNES AUX DECHETERIES PROFESSIONNELLES DE LA COBAS.....	60
1. Définition.....	60
2. Modalités d'accès et de dépôt.....	60
3. Dispositions financières	62
4. Durée du contrat	62
5. Résiliation du contrat.....	62
6. Litiges et recours.....	62
7. Exécution et modifications du règlement.....	63
B. DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	63



1. Déchèterie professionnelle de La Teste de Buch 63

2. Déchèterie professionnelle du Teich 65



I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

A. OBJET

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés produits sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) en vue de leur valorisation/recyclage ou de leur élimination.

Les prescriptions du présent règlement sont applicables à toutes personnes à l'origine de la production de déchets dont l'élimination est confiée à la COBAS, qu'elles soient physiques ou morales, sédentaires ou itinérantes, occupant une propriété, un local, un bâtiment public ou tout autre structure d'accueil, en qualité de propriétaire, locataire, usufruitier ou mandataire.

Le producteur se trouve de fait astreint au respect des règles définies par le présent règlement, lois, directives, décrets et arrêtés en vigueur sur le plan national et européen.

B. OBJECTIFS DU RÈGLEMENT DE COLLECTE

Le présent règlement de collecte répond à plusieurs objectifs :

- Garantir un service public de qualité,
- Définir et délimiter le service public de collecte des déchets,
- Présenter les modalités du service (consignes de tri, gestion des bacs, lieux et horaires, ...),
- Définir des règles d'utilisation du service de collecte,
- Informer et accompagner les usagers afin de favoriser la réduction des déchets et/ou la valorisation des déchets produits,
- Informer sur les différents équipements individuels et collectifs mis à disposition, sur le territoire, à titre gratuit ou onéreux en vue de la prise en charge des déchets par la collectivité,
- Rappeler les obligations de la COBAS et de ses usagers en matière de gestion de l'élimination des déchets, ainsi que les sanctions en cas de violation des règles,
- Assurer la sécurité et le respect des conditions d'exécution du service de ramassage des déchets ménagers et assimilés.

C. COMPÉTENCES « GESTION DES DÉCHETS » DE LA COBAS

La compétence collecte, valorisation et traitement des déchets est assurée par le Pôle Environnement de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) et comprend :

- La collecte des déchets ménagers et assimilés collectés en porte à porte et en point d'apport volontaire,
- La collecte en porte à porte des encombrants ménagers,
- La collecte de manifestations exceptionnelles,
- La gestion des déchèteries réservées aux particuliers,
- La gestion des déchèteries réservées aux professionnels,
- La gestion du centre de transfert et du centre de valorisation des déchets.



D. FINANCEMENT DU SERVICE

1. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères

Le financement du service public d'élimination des déchets ménagers et assimilés est assuré principalement par la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Le taux de cette taxe est fixé chaque année par la COBAS.

2. La redevance spéciale

Les collectivités qui assurent la collecte et le traitement de déchets non ménagers (des entreprises ou des administrations) « qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, peuvent être collectés et traités sans sujétions techniques particulières » (article L.2224-14 du Code Général des Collectivités Territoriales), peuvent instituer sur leur territoire, la redevance spéciale, en complément de la TEOM ; La redevance ne s'applique qu'une fois le montant de la TEOM acquitté et dument justifié au cours de l'année précédente (n-1) dépassé.

3. Les autres recettes

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence, la COBAS perçoit des recettes liées à ses performances de tri et de valorisation des déchets de la part des éco-organismes agréés par l'Etat ; elle passe aussi des contrats de reprise des produits après tri avec des prestataires privés chargés de leur valorisation.

E. DÉFINITIONS

Le Décret n°2016-288 du 10 mars 2016 – (art. 6) modifie l'Article R 541-8 du Code de l'Environnement.

Au sens du dit titre, on entend par :

Déchet dangereux : tout déchet qui présente une ou plusieurs des propriétés de dangers énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/ CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives. Ils sont signalés par un astérisque dans la liste des déchets mentionnée à l'article R. 541-7.

Déchet non dangereux : tout déchet qui ne présente aucune des propriétés qui rendent un déchet dangereux.

Déchet inerte : tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine.

Déchet ménager : tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur est un ménage.

Déchet d'activités économiques : tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur initial n'est pas un ménage.

Biodéchet : tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou



des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires.

Ordures ménagères résiduelles : les déchets ménagers et les déchets assimilés collectés en mélange, après le tri à la source.

Tri à la source : le tri à la source tel que défini à l'article D. 543-279 du code de l'environnement ;

Collecte : toute opération de ramassage des déchets, y compris leur tri et leur stockage préliminaires, en vue de leur transport vers une installation de traitement des déchets ;

Collecte en porte à porte : toute collecte à partir d'un emplacement situé au plus proche des limites séparatives de propriétés dans la limite des contraintes techniques et de sécurité du service ;

Collecte séparée : la collecte séparée telle que définie à l'article R. 541-49-1 du code de l'environnement. La collecte des ordures ménagères résiduelles n'est pas une collecte séparée ;

Modalités de collecte : l'ensemble des caractéristiques techniques et organisationnelles de la collecte ;

Zone agglomérée : toute zone au tissu bâti continu ne présentant pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions.

F. CIRCULATION DES VÉHICULES, SÉCURITÉ ET FACILITATION DE LA COLLECTE

1. Prévention des risques liés à la collecte

Les déchets sont présentés exclusivement dans les bacs agréés et fournis par la COBAS (voir Partie II, Chapitre 2) ou ses prestataires.

Tout conducteur d'un véhicule circulant à proximité d'un engin de collecte porte une attention particulière à la sécurité des équipiers de collecte situés sur l'engin ou circulant à ses abords.

2. Facilitation de la circulation des véhicules de collecte

a) Stationnement et entretien des voies

Les riverains des voies desservies en porte-à-porte ont l'obligation de respecter les conditions de stationnement des véhicules sur ces voies et d'entretenir l'ensemble de leurs biens (arbre, haies, ...) afin qu'ils ne constituent en aucun cas une entrave à la collecte ou un risque pour le personnel de collecte.

b) Caractéristiques des voies en impasse

Les voies en impasse doivent se terminer par une aire de retournement libre de stationnement de façon à ce que le véhicule de collecte puisse effectuer un demi-tour sans manœuvre spécifique, conformément aux préconisations définies à l'annexe 1 du présent règlement.



Dans le cas où une aire de retournement ne peut pas être aménagée, une aire de manœuvre en « T » suffisamment dimensionnée pour permettre le repositionnement du véhicule dans toute sa longueur et largeur doit être prévue.

Si aucune manœuvre n'est possible dans l'impasse, une aire de regroupement des bacs doit être aménagée à l'entrée de l'impasse, en proximité immédiate de la voie publique.

En ce qui concerne les voies existantes, une solution pratique propre à chaque cas doit être trouvée en concertation entre les services de la commune, les usagers et les services de la COBAS.

3. Caractéristiques juridiques et techniques des voies permettant le passage des véhicules de collecte

a) Conditions juridiques

Le domaine public est ouvert à la circulation des véhicules de collecte. La collecte est alors effectuée sur présentation par les usagers des conteneurs sur le domaine public.

Le domaine privé n'est pas ouvert à la circulation des véhicules de collecte. La collecte est alors effectuée en un point de regroupement en limite du domaine public. Une dérogation est possible après signature d'une convention bipartite fixant les conditions particulières de collecte.

b) Conditions techniques

Dans le cas où les caractéristiques techniques de circulation ne seraient pas satisfaisantes et mettraient en cause la sécurité des personnes et des biens, les conteneurs seraient présentés en un point de regroupement en limite du domaine public accessible et n'entraînant pas de contraintes de manœuvre.

Dans tous les cas, le recours à la marche arrière lors des opérations de collecte doit être supprimé (hors manœuvres de repositionnement) conformément à la recommandation R437 de la CNAM relative à la gestion des déchets ménagers et assimilés.



II. LA COLLECTE DES DÉCHETS MENAGERS ET ASSIMILES

A. ORGANISATION DE LA COLLECTE

1. Collecte en porte-à-porte

a) Champ de la collecte en porte-à-porte

Les seuls déchets collectés en porte-à-porte sont les suivants :

- Ordures ménagères résiduelles ;
- Déchets recyclables (autres que le verre) ;
- Petits végétaux et biodéchets.

b) Déchets autorisés à la collecte en porte-à-porte

1) Collecte des ordures ménagères résiduelles (OMR)

Ces déchets doivent être présentés dans des sacs opaques fermés dans le bac qui leur est réservé.

Les ordures ménagères résiduelles présentées au service de collecte ne doivent contenir aucun produit ou objet susceptible d'exploser, d'enflammer les détritux, ou d'altérer les récipients, de blesser le public et les agents chargés de l'enlèvement et du tri des déchets, de constituer des dangers ou une impossibilité pratique pour leur collecte ou leur traitement.

Sont autorisés à la collecte des ordures ménagères résiduelles (liste non exhaustive) EN SAC FERMÉ :

- La vaisselle cassée
- Les sacs aspirateurs, balayures et poussières
- Les déchets d'hygiène (cotons, protections hygiéniques, couches*, éponges, lingettes, mouchoirs usagés...)
- Litières et déjections animales

* Attention : certaines protections pour adultes pouvant contenir des traces de traitements médicaux à base d'iode doivent être conservées à domicile assez longtemps pour ne pas présenter de risque de contamination radioactive et de déclenchement de l'alarme à l'entrée du centre de traitement des déchets. Renseignez-vous auprès de votre médecin.

Il est interdit de déverser dans les bacs à ordures ménagères résiduelles :

- Tous liquides et pulvérulents,
- Les objets, métaux, plastique ou autres, dont la plus grande dimension dépasse 80 centimètres,
- Les objets métalliques, autres que les emballages de produits alimentaires vendus au détail,
- Toutes les bouteilles, ou bonbonnes de gaz, même préalablement vidées,
- Les déchets de l'artisanat : plâtres, peintures, solvants, revêtements de sols ou muraux, ...,
- Les pneumatiques de véhicules automobiles,
- Les huiles de vidanges et graisses,
- Les huiles alimentaires,
- Tous les produits des industries chimiques ou autres,



- Les produits pharmaceutiques,
- Les déchets de soins à risques infectieux des professions de santé ou des particuliers, tels que les aiguilles, seringues, pansements, ...,
- Les déchets anatomiques et infectieux des établissements hospitaliers ou assimilés,
- Les verres,
- Les batteries, les piles,
- Les déchets verts, issus des jardins privés ou publics,
- Les déchets valorisables pour lesquels ils existent une filière spécifique de collecte et traitement (emballages cartonnés, plastiques et métalliques, papiers, bois, gros cartons, articles de sports et de loisirs, jeux, jouets, articles de bricolage et de jardin déchets inertes, déchets spéciaux ...),
- Les fusées de détresse et tout produit toxique présentant des risques pour la sécurité des personnes et pour l'environnement en raison de son inflammabilité, de sa toxicité, de son pouvoir corrosif ou de son caractère explosif.

2) Collecte des déchets recyclables (hors verre)

En accord avec la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte, le Territoire de la COBAS s'est engagé dans la généralisation du tri à TOUS les emballages qu'ils soient en plastique, en métal ou en carton et à TOUS les papiers (hors verre).

Ces déchets doivent être présentés en vrac dans le bac qui leur est réservé.

Sont autorisés à la collecte des déchets recyclables (liste non exhaustive) :

- Les papiers tels que journaux, magazines, prospectus publicitaires, papiers, catalogues, annuaires,
- Tous les emballages plastiques : bouteilles et flacons avec leur bouchon, les bouteilles et flacons opaques ou teintés, les pots et tubes, les barquettes alimentaires en polystyrène et barquettes plastique, les films et plastiques d'emballage.
- Les briques alimentaires,
- Les petits cartons les cartons de lessive, les suremballages cartons...,
- Les contenants métalliques tels que les boîtes de conserve, les canettes en acier ou aluminium, les bouteilles de sirop, aérosols ménagers, capsules de café, plaquettes vides de médicament....

Pour être valorisables, ces contenants doivent être vidés de leur contenu, non imbriqués entre eux, et sans besoin d'être lavés.

3) Collecte des petits végétaux et des biodéchets

a) En maison individuelle

Seuls sont autorisés à la collecte les biodéchets d'origine végétale et biodégradables (essuie-tout, sachets de thé, filtres et marc de café, fruit à coque, coquille d'œufs...) et les déchets verts de petite taille (tontes, feuilles, tailles de haies et d'arbustes, déchets floraux...).

Ces déchets doivent être présentés en vrac exclusivement dans le bac qui leur est réservé.

Pour une gestion encore plus vertueuse des biodéchets, la COBAS privilégie la gestion de proximité et le compostage individuel et propose des composteurs bois ou plastiques.



b) En habitat collectif et chez les professionnels

Sont autorisés à la collecte l'ensemble des biodéchets (déchets de cuisine, essuie-tout, sachets de thé, filtres et marc de café, fruit à coque, restes de viande et de poisson).

Ces déchets doivent être présentés en vrac ou dans des sacs biodégradables exclusivement dans le bac qui leur est réservé.

4) Collecte des encombrants ménagers sur rendez-vous

La collecte des encombrants ménagers, ne rentrant pas dans le coffre d'une voiture, est assurée sur l'ensemble du territoire, après inscription sur appel téléphonique au Pôle Environnement de la COBAS (05.56.54.16.15), selon un planning défini par les services.

Cette collecte se limite aux objets très volumineux ne pouvant pas être transportés en déchèteries par les usagers à l'aide d'un véhicule léger.

Sont autorisés à la collecte des encombrants sur rendez-vous (liste non exhaustive) :

- Les gros électroménagers (réfrigérateur, congélateur, lave-linge, sèche-linge, cuisinière, lave-vaisselle, four classique, téléviseur, ...) ;
- Les gros mobiliers (buffet, vaisselier, éléments de cuisine, armoire, commode, bibliothèque, mobilier de bureau, table (hors plateau en verre), bureau, banc, canapé, lit, sommier, matelas, salon de jardin, ...) ;
- Les sanitaires tels que les baignoires (hors baignoire en fonte), bacs à douche...
- Les encombrants divers (tondeuse à gazon, cumulus, chaudière, cycles, volets, portes, fenêtres (hors baies vitrées) ...).

Sont exclus de la collecte des encombrants :

- Tout déchet d'une longueur supérieure à 2 mètres ;
- Tout déchet dont le poids impose un engin de levage pour sa manipulation ;
- Tout déchet présentant un risque pour les agents de collecte ;
- Tout déchet n'étant pas inclus dans la catégorie des encombrants (gravats, déchets verts, bois, déchets des professionnels, vêtements, cartons ...).
- Tout déchet souillé et non protégé par une enveloppe plastique (matelas, sommier...)

Le volume maximum autorisé par enlèvement ne doit pas être supérieur à 2 m³.

Les demandes ne doivent pas être la conséquence :

- D'un vide grenier ;
- D'un changement ou travaux dans un commerce ;
- De travaux réalisés par un professionnel.



c) Modalités de la collecte en porte-à-porte

1) Modalités générales de présentation des déchets à la collecte

Les déchets doivent être présentés à la collecte exclusivement dans les conteneurs qui leur sont destinés en fonction de leur catégorie, exempts d'éléments indésirables, c'est à dire ne correspondant pas à la définition de ladite catégorie.

Tous les déchets présentés dans d'autres récipients, sacs plastiques ou en vrac (hors des conteneurs) ne sont pas collectés, car ne relevant pas de l'exécution normale du service.

Les bacs présentés à la collecte seront refusés :

- Si les conteneurs sont en surcharge volumique ou massique,
- Si les conteneurs sont compactés mécaniquement,
- Si les conteneurs ne sont pas compatibles avec le système de lève-conteneurs,
- Si les consignes de tri et/ou de présentation ne sont pas respectées.

La collecte reprendra lorsque le contenu du conteneur sera conforme au présent règlement.

2) Fréquences de collecte

I. En habitat individuel

Les ordures ménagères résiduelles, les déchets recyclables, les biodéchets sont collectés par la COBAS une fois par semaine (collecte en C1).

Les usagers peuvent obtenir des informations sur les jours et horaires de collecte par type de déchets auprès du Pôle Environnement, ou sur l'application smartphone « COBAS Collecte déchets ».

II. En habitat collectif

Les ordures ménagères résiduelles et les déchets recyclables sont collectés par la COBAS à minima 1 fois par semaine.

Les biodéchets sont collectés par un prestataire mandaté par la COBAS, à minima une fois par semaine (collecte en C1). L'augmentation des fréquences de collecte de ces déchets est laissée à l'appréciation du prestataire de la COBAS.

III. Les professionnels

Pour les déchets assimilés collectés en porte à porte dans le cadre d'un contrat redevance spéciale, les OMR, les emballages à recycler et les biodéchets sont collectés dans les conditions définies à l'annexe 2 du présent règlement.

d) Cas des jours fériés et évènements exceptionnels

Les collectes sont assurées les jours fériés, selon un calendrier annuel défini par la COBAS.

En cas de force majeure ou variation saisonnière, le service de collecte de la COBAS se réserve la possibilité d'adapter ou de modifier les jours et horaires de collecte.

e) Chiffonnage

La récupération ou le chiffonnage sont strictement interdits avant, pendant et après la collecte.



2. Collecte en points d'apport volontaire

a) Champ de la collecte en points d'apport volontaire

Le service de collecte est assuré en apport volontaire sur l'ensemble du territoire de la COBAS par la mise en place de conteneurs spécifiques (bornes aériennes, semi-enterrées ou enterrées, bacs roulants) pour le verre, les emballages, les ordures ménagères, et les biodéchets.

La collecte des textiles est assurée en apport volontaire par des prestataires sur l'ensemble du territoire de la COBAS.

b) Modalités de la collecte en points d'apport volontaire

Les déchets doivent être déposés dans les conteneurs qui leur sont destinés selon les consignes de tri indiquées sur lesdits conteneurs.

Ils doivent être exempts d'éléments indésirables.

La localisation des bornes à verre est présentée sur le site internet de la COBAS et sur l'application « COBAS Collecte déchets ».

c) Dépôts sauvages

Tout déchet déposé au pied des conteneurs sera considéré comme un dépôt sauvage et le contrevenant s'exposera à une amende et des poursuites judiciaires. La gestion des dépôts sauvages sur le domaine public est à la charge des communes membres de la COBAS.

B. GESTION ET UTILISATION DES CONTENANTS POUR LA COLLECTE EN PORTE-À-PORTE

1. Règles d'attribution des bacs roulants pour les ménages résidant en maison individuelle

Des bacs roulants sont mis à la disposition de chaque foyer individuel gratuitement par la COBAS, selon les règles de dotation suivantes :

a) Ordures ménagères résiduelles (OMR) et Emballages recyclables :

Nombre de personnes par foyer	Flux OMR
	Volume du bac
1 à 2	120L
3 à 4	180L
5	240L
6 et plus	340L

b) Biodéchets et petits végétaux

Les volumes de bacs proposés : 120 litres et 240 litres (volume maximal).

Les volumes de bacs proposés : 120 litres et 240 litres (volume maximal), avec un maxi de 2 bacs présentés par foyer. La charge utile est limitée à 48 kgs pour un 120 litres et à 96 kgs pour un 240 litres. Tout bac trop lourd sera refusé à la collecte.



2. Règles d'attribution des bacs roulants pour les ménages résidant en habitat collectif

a) Mise à disposition des contenants

Des bacs roulants sont mis à la disposition de chaque résidence par la COBAS, selon les règles de dotation définies **en annexe 4** du présent règlement.

Pour les grands ensembles (nombre de logements supérieur ou égal à 30) la COBAS prévoit la mise en place de bornes enterrées ou semi enterrées pour les ordures ménagères résiduelles et les emballages recyclables et des bacs roulants disposés dans des abri-bac pour les biodéchets, conformément aux préconisations définies en **annexe n°3**.

b) Préconisations relatives aux locaux de stockage des contenants

1) Caractéristiques techniques

Les locaux de stockage devront répondre aux caractéristiques définies à **l'annexe 4** du présent règlement.

2) Propreté des locaux

Les locaux dans lesquels sont entreposés les conteneurs doivent être maintenus en état de propreté constant, désinfectés, dératés et désinsectisés aussi souvent que nécessaire.

3. Présentation des déchets à la collecte

Les bacs doivent être sortis sur le domaine public selon le calendrier et les horaires consultables sur l'application smartphone « COBAS Collecte Déchets ».

Les récipients doivent être remisés le plus rapidement possible après le passage du camion de collecte.

Les conteneurs qui se trouveraient de façon notoire sur la voie publique en dehors de la plage horaire prévue pourront être repris par les agents de la COBAS ou par les agents communaux.

L'utilisateur ne doit pas tasser le contenu des bacs de manière excessive et ne pas laisser déborder les déchets.

Le couvercle des récipients devra obligatoirement être fermé afin de permettre la bonne exécution des opérations de levage/vidage.

Les conteneurs doivent être présentés :

- Devant ou au plus près de l'habitation, en position verticale sur les voies publiques ou privées ouvertes à la circulation publique. S'ils sont situés dans une impasse non accessible aux véhicules de collecte, les usagers doivent présenter les conteneurs en bout de voie accessible au véhicule et permettant son retournement sans contrainte.
- À proximité des locaux « poubelle » sur une zone de regroupement dédiée située en bordure immédiate de voie publique.

Les conteneurs à quatre roues devront être présentés les deux freins appliqués pour assurer leur immobilisation.

En cas de non-respect de ces conditions de présentation, la COBAS se réserve le droit de ne pas assurer la collecte.



4. Vérification du contenu des bacs et dispositions en cas de non-conformité

Les agents de collecte de la COBAS sont habilités à vérifier le contenu des bacs mis à disposition des usagers.

Si le contenu des bacs n'est pas conforme aux consignes de tri en place sur le territoire de la COBAS (guide de tri, site internet...), les déchets ne seront pas collectés.

L'usager fera l'objet d'un complément d'information par les services de la COBAS.

L'usager devra rentrer le ou les bacs non collectés, en extraire les erreurs de tri et les présenter à la prochaine collecte des déchets. En aucun cas les bacs ne devront rester sur la voie publique.

5. Propriété et responsabilité

Les bacs roulants sont mis à la disposition des usagers, qui en ont la garde juridique, mais la COBAS ou son prestataire en reste propriétaire. Les bacs attribués ne peuvent donc être emportés par les usagers lors de déménagement, ventes de locaux ou d'immeubles.

Les usagers en assurent la garde et assument ainsi les responsabilités qui en découlent notamment en cas d'accident sur la voie publique. A ce titre, ils sont chargés de la sortie et de la rentrée des bacs avant et après la collecte, en application des arrêtés municipaux fixant les modalités de présentation des bacs roulants sur le domaine public.

6. Maintenance, entretien et usage des bacs

a) Maintenance, entretien

L'entretien régulier et le lavage des conteneurs sont à la charge des usagers, qui en ont la garde juridique.

Les conteneurs doivent être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de défaut d'entretien du bac, le service de collecte pourra en refuser le ramassage.

En cas d'usure correspondant à une utilisation normale du conteneur, la COBAS ou son prestataire réalise les opérations de maintenance (remplacement d'un couvercle ou d'une roue par exemple) sur simple appel téléphonique.

Les bacs devant faire l'objet d'une prestation de maintenance seront détectés par les agents de collecte. Les usagers pourront également exprimer leur demande auprès du Pôle Environnement de la COBAS.

b) Usage

Il est formellement interdit d'utiliser les récipients fournis par la COBAS à d'autres fins que la collecte des déchets correspondants. Il est interdit notamment d'y introduire des liquides quelconques, des cendres chaudes ou tout produit pouvant corroder, brûler ou endommager le récipient.

Aucune surcharge volumique ou massique des conteneurs n'est autorisée.

La COBAS se dégage de toute responsabilité en cas de détérioration d'un conteneur non conforme, en cas de surcharge du conteneur ou de compactage des déchets dans le conteneur.

En cas de non-respect de ces règles d'usage, le remplacement du ou des conteneurs sera à la charge de l'usager.

7. Modalités de changement des bacs

a) Echange, vol, incendie

En cas de vol ou d'incendie, l'usager pourra se faire livrer un nouveau bac mis à disposition par la COBAS ou son prestataire sous réserve de fournir une attestation sur l'honneur de perte ou de vol.



Les services de la COBAS se réservent le droit de contrôler le fondement de la demande. Le remplacement sera à la charge de l'utilisateur à partir de la deuxième demande. Dans le cas où l'utilisateur retrouve son conteneur, il devra le signaler au service.

b) Changement d'utilisateur

Lors d'un changement de propriétaire ou de locataire d'une habitation individuelle, l'utilisateur pourra contacter le Pôle Environnement de la COBAS pour réévaluer le volume des bacs roulants.

En cas de changement de syndic ou de gestionnaire d'un immeuble, les intéressés sont tenus d'en faire la déclaration auprès du Pôle Environnement de la COBAS (bacs@agglo-cobas.fr).

c) Changement de dotation en habitat collectif

La demande de changement de dotation à l'initiative du gestionnaire de l'ensemble immobilier ou de ses occupants fera l'objet d'une facturation selon le tarif fixé par délibération de la COBAS.

C. APPORTS EN DÉCHÈTERIES ET POINT VERT RÉSERVÉS AUX MENAGES

Les conditions d'accès et déchets acceptés en déchèterie sont détaillés dans le règlement des déchèteries et point-vert ([annexe n°5](#)).

D. COLLECTES EXCEPTIONNELLES

La COBAS, au titre de sa compétence de gestion des déchets peut être amenée à effectuer des prestations ponctuelles de collecte lors de manifestations publiques ou privées, ou auprès de professionnels ou associations.

E. RÉSIDENCES : COLLECTES SUPPLÉMENTAIRES

L'augmentation de la population durant la période estivale, peut justifier la mise en place de collectes supplémentaires pour les ordures ménagères résiduelles dans les résidences dont la production de déchets évolue considérablement durant cette période et lorsque les locaux poubelles ne permettent pas l'ajout de bacs supplémentaires. La demande est à adresser par courriel à : redavance@agglo-cobas.fr

La COBAS établit alors, pour la saison estivale, une convention de collecte exceptionnelle de déchets, avec les gestionnaires des résidences, en appliquant les tarifs de la régie collecte et traitement des déchets, approuvés par délibération du Conseil communautaire.



III. LA GESTION DES DÉCHETS ASSIMILÉS

A. COLLECTE EN PORTE-À-PORTE ET EN PAV

Pour les producteurs de déchets non ménagers (entreprises, administrations ou associations) produisant des déchets assimilables aux déchets ménagers et pouvant être collectés dans les mêmes conditions que ces derniers, la COBAS propose, un service de collecte en porte à porte ou en point d'apport volontaire (PAV).

Un contrat doit être conclu entre la COBAS et chaque producteur sur le territoire de la COBAS lorsque ce dernier utilise le service public d'élimination et de traitement des déchets, pour lequel la COBAS à compétence. Ce contrat définira le contenu et l'étendue des engagements réciproques.

L'ensemble des dispositions réglementaires et les obligations respectives des parties sont contenus dans le REGLEMENT REDEVANCE SPECIALE, ci-joint et annexé (cf. **annexe 2**) ; les tarifs applicables sont ceux de la régie collecte et traitement des déchets, approuvés par délibération du Conseil communautaire.

B. APPORTS EN DÉCHÈTERIES PROFESSIONNELLES

Les déchèteries professionnelles sont des équipements d'apport volontaire des déchets d'activité des entreprises, des administrations ou associations.

Il s'agit d'un espace aménagé et clôturé où :

- Les professionnels, artisans, commerçants, services communaux, associations peuvent apporter certains déchets en les répartissant dans des conteneurs spécifiques en vue de les valoriser ou de les éliminer,
- Les particuliers voulant déposer des volumies de déchets plus importants que ceux autorisés en déchèterie, ou se présentant avec un véhicule dont le gabarit est supérieur à celui accepté en déchèterie.

L'ensemble des dispositions réglementaires et les obligations respectives des parties est contenue dans le REGLEMENT DECHETERIES PROFESSIONNELLES, ci-joint et annexé (cf. **annexe 6**).

Les tarifs applicables sont ceux de la régie collecte et traitement des déchets, approuvés chaque année par délibération du Conseil communautaire.

C. CAS PARTICULIER DES PRODUCTEURS DE BIODÉCHETS

Conformément au droit Européen et à la loi anti gaspillage du 10 février 2020 dite loi AGECE, le tri des biodéchets est généralisé à l'ensemble des producteurs du territoire.

Un service de collecte séparative dédiée est proposé par la COBAS dans le cadre du contrat redevance spéciale.



IV. PRÉVENTION ET COMMUNICATION

A. LES ACTIONS DE COMMUNICATION DE PROXIMITE

Les ambassadeurs du tri de la COBAS sont des agents de proximité, chargés de promouvoir et sensibiliser les ménages du territoire à la prévention et au tri des déchets ménagers et assimilés afin d'en améliorer la qualité.

Ces agents ont reçu mandat de la COBAS pour réaliser des contrôles du respect des consignes de tri des collectes en porte à porte et sont habilités à contrôler le contenu des bacs.

Ils proposent également des animations sur le tri et la valorisation des déchets auprès des organisateurs de manifestations publiques, dans les établissements scolaires, les résidences etc... (zerodechet@agglo-cobas.fr).

B. COMPOSTAGE AUTONOME

La prévention et la réduction de la production de déchets reste une priorité (article 541-1 du Code de l'environnement). Dans le cadre de sa politique en matière de prévention des déchets, la COBAS propose aux particuliers résidant sur son territoire en maison individuelle des actions et équipements permettant de diminuer la quantité de déchets à éliminer en privilégiant la gestion de proximité par le développement du compostage individuel.

1. Type de composteurs

Les composteurs proposés sont éco-labellisés et d'un volume compris entre 300 et 400 litres. Ils peuvent être en bois ou en plastique recyclé.

2. Retrait : modalités, lieu et horaires

La réservation et le paiement du composteur bois ou plastique se font en complétant le formulaire en ligne sur www.agglo-cobas.fr/dechets

Le composteur réservé sera à retirer au Pôle Environnement de la COBAS 680B, Avenue de l'Aérodrome 33260 LA TEST-DE-BUCH à l'occasion des journées de distribution organisées par la COBAS.

3. Conditions de mise à disposition

La mise à disposition d'un composteur est strictement réservée aux administrés résidant sur le territoire de la COBAS, en maison individuelle et est limitée à un composteur par foyer.

4. Prix

Les composteurs sont vendus à un prix préférentiel défini par délibération communautaire.



V. DISPOSITIONS D'EXÉCUTION ET SANCTIONS

A. APPLICATION DU RÈGLEMENT DE COLLECTE

Le présent règlement est applicable à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat.

B. MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT DE COLLECTE

Les modifications du présent règlement peuvent être décidées par la COBAS et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le présent règlement.

C. EXÉCUTION DU RÈGLEMENT DE COLLECTE

La Présidente de la COBAS ou Madame/Monsieur le Maire de chaque commune membre de la COBAS sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent règlement.

D. NON-RESPECT DES MODALITÉS DE COLLECTE

En vertu de l'article R 610-5 du code pénal, la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent règlement seront punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 1^{ère} classe (art.131-13 du code pénal).

En cas de non-respect des modalités de collecte, il pourra être procédé d'office, conformément à l'article L 541-3 du Code de l'environnement, aux frais du contrevenant, à l'enlèvement des déchets concernés.

E. DÉPÔTS SAUVAGES

La gestion des dépôts sauvages est à la charge des communes membres de la COBAS.

Le fait d'abandonner, de jeter ou de déverser des déchets, en un lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par la COBAS dans le présent règlement, constitue une infraction.

La collecte exceptionnelle, réalisée par la COBAS et faisant suite à une demande d'intervention des forces de Police ou des services municipaux pour enlèvement d'un dépôt sauvage suite à l'identification du contrevenant ou du gestionnaire du bien si le dépôt sauvage est sur le domaine privé, sera facturée selon les tarifs en vigueur au jour de l'enlèvement.

F. BRÛLAGE DES DÉCHETS

Le brûlage des déchets est interdit sur tout le département de la GIRONDE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-243300563-20240627-DEL-2024-06-088-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/07/2024

Publication : 02/07/2024

Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS



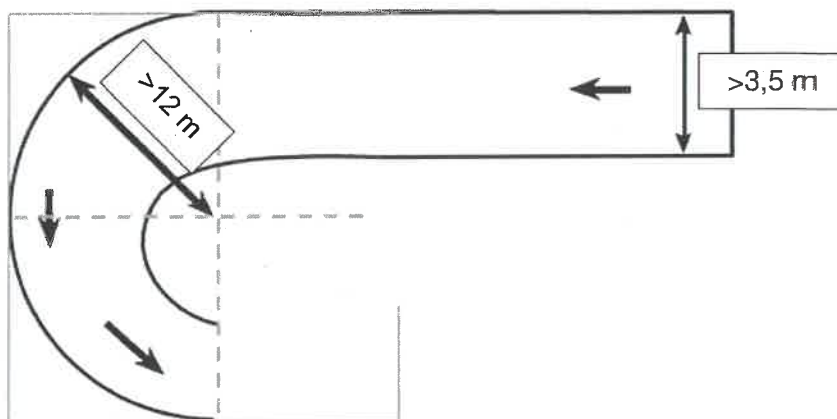
ANNEXES



ANNEXE 1 : ACCESSIBILITE DES VOIES AUX VEHICULES DE COLLECTE

Les voies utilisées par les camions de collecte doivent avoir les caractéristiques minimales suivantes :

Largeur : La largeur libre à la circulation en sens unique doit être au minimum de 3,50 mètres, hors stationnement ou autres circulations (piétons par exemple). L'élagage doit être entretenu par les riverains (zone privée) et la commune (zone publique) ;



Résistance des voies : les voies utilisées par les véhicules de collecte doivent pouvoir supporter une charge de 13 tonnes par essieu ;



Pentes : les pentes des voiries doivent restées inférieures à 10 % pour permettre la collecte en porte à porte ;



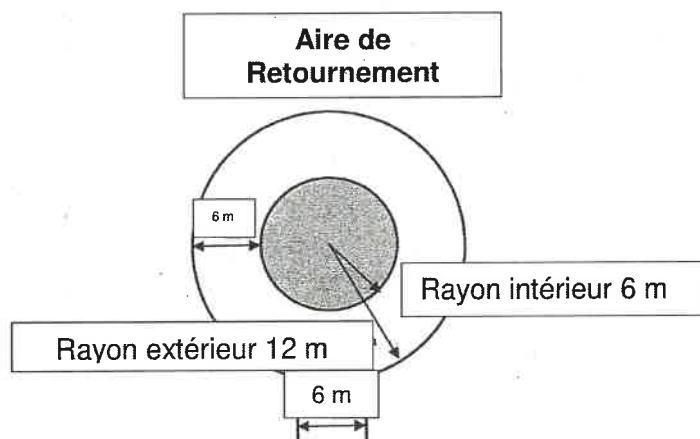
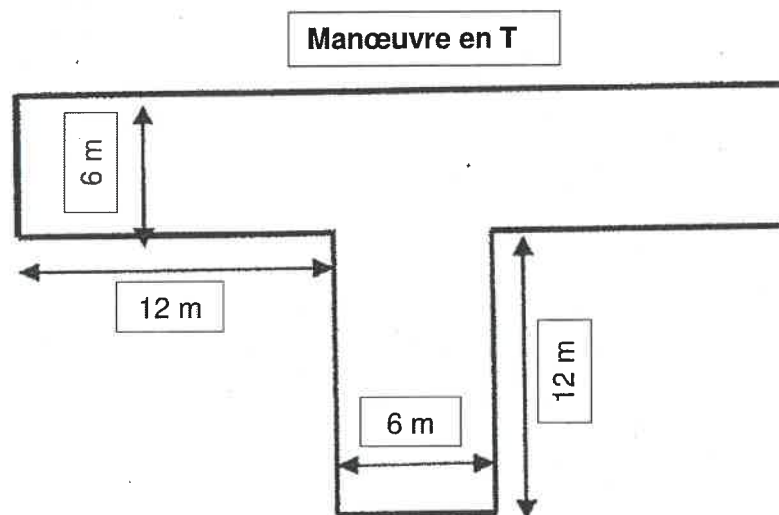


Impasse : une aire de retournement doit être aménagée à l'extrémité et rester libre. Une signalisation au sol et par panneau devra interdire le stationnement des véhicules autre que ceux exerçant une mission de service public.

Les dimensions de cette aire doivent être compatibles avec les caractéristiques des véhicules de collecte :

- Largeur : 2,50 m
- Longueur : 10,00 m
- Hauteur : 4,30 m
- Rayon de braquage ext. : 12,00 m

Exemples d'aménagements conformes :



Le retournement doit pouvoir se faire avec une seule marche arrière de repositionnement de moins de 15,00 mètres.

Dans le cas d'ensemble de maisons desservies par une voirie présentant des caractéristiques qui ne répondent pas aux prescriptions ci-dessus, ou par une voirie tertiaire uniquement privative ne desservant aucun équipement public et ne participant pas au maillage du quartier, **une aire de**



stockage des déchets ménagers suffisamment aménagée, paysagée et entretenue doit être réalisée sur le domaine privé, en limite séparative de la voie publique desservie par le service. L'aménagement des bacs sera facilité par la création d'un cheminement piétonnier roulant, équipé d'une dépression charretière au niveau du trottoir et permettant de rejoindre la voie publique.

Il doit être le plus court possible et doit permettre le déplacement aisé des conteneurs par une seule personne : distance inférieure à 10 mètres et largeur minimale de 2 mètres.

Il doit être horizontal de préférence où, à la rigueur, dans le cas de conteneurs inférieurs à 750 litres, avec des pentes inférieures à 4 %.

Il ne devra pas présenter de changement de direction constituant des angles aigus.

Dans la mesure du possible, il sera rectiligne.

Il ne doit pas comporter des dénivellations supérieures à 3 cm.



ANNEXE 2 : REGLEMENT DE COLLECTE EN PORTE A PORTE DES DECHETS PROFESSIONNELS

La communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS), compétente en matière d'élimination des déchets ménagers et assimilés, finance ce service public par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM). De plus, la COBAS a institué la redevance spéciale en 2005, conformément à l'article L. 2333-78 (modifié par la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 - art. 57 (V) de finance rectificative pour 2015), qui dispose que les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes peuvent instituer une redevance spéciale afin de financer la collecte et le traitement des « déchets assimilés », à savoir les déchets collectés par le service public de gestion des déchets dont le producteur n'est pas un ménage.

A. OBJET

Le présent règlement a pour objet de définir le cadre et les conditions générales d'application de la redevance spéciale : il détermine notamment la nature des obligations que la COBAS et les producteurs de déchets assimilés s'engagent à respecter dans le cadre de la contractualisation de leur relation.

Sur la base de ces dispositions générales, un contrat est conclu entre la COBAS et chaque producteur exerçant une activité professionnelle sur son territoire et ayant recours au service public d'élimination des déchets. Ce contrat définit le contenu et l'étendue des engagements réciproques.

B. LES PERSONNES ASSUJETTIES

Sont assujettis à la redevance spéciale les établissements publics, les entreprises commerciales, artisanales, industrielles, les services, les professionnels du tourisme, les professions libérales, les associations, les clubs sportifs et culturels, implantés sur le territoire de la COBAS et qui décident de recourir au service public pour l'élimination de certains de leurs déchets d'activités assimilables aux déchets des ménages.

C. LES PERSONNES NON ASSUJETTIES

Sont exclus de la présente réglementation :

- Les ménages ;
- Les établissements assurant eux-mêmes l'élimination de leurs déchets conformément à la réglementation en vigueur, sous réserve de pouvoir en justifier par tous documents contractuels ou financiers.

D. NATURE DES DECHETS ET QUANTITÉS ACCEPTÉES

1. Définition des déchets assimilés

L'expression « déchets assimilés » désigne les déchets d'activités dont les caractéristiques sont similaires aux déchets ménagers des particuliers et qui peuvent être collectés sans contraintes techniques spécifiques.



La notion de déchets assimilés est définie par la combinaison de trois critères :

- L'origine des déchets : les établissements publics, les locaux à usage industriel ou commercial, les entreprises commerciales, artisanales, industrielles, de services, les professionnels du tourisme, les professions libérales, les établissements de santé et les associations.
- Le volume produit par le professionnel
- La nature des déchets : ils doivent avoir les mêmes caractéristiques que les déchets ménagers et être présentés dans les conteneurs mis à la disposition par la COBAS, **couvercles fermés**.

2. Déchets exclus

Les déchets suivants sont formellement exclus du champ de ce règlement :

- Les déchets industriels (bois, sciure, palettes, cagettes, plâtre...) ;
- Les gros cartons d'emballages ;
- Les déchets inertes (gravats, déblais) ;
- Les déchets spéciaux (déchets toxiques ou dangereux qui en raison de leur inflammabilité, leur pouvoir corrosif, explosif et/ou radioactif) ;
- Les déchets d'activité de soins à risque infectieux et assimilés (DASRI) ;
- Les déchets d'activité pour lesquels il existe des filières spécifiques de traitement ou de valorisation (bois, végétaux, huiles alimentaires...) ;
- Les déchets compactés ;
- Les déchets liquides (huiles, jus, glace...) ;
- Les bouteilles et flacons en verre, dont la collecte est réalisée exclusivement en apport volontaire*.

* Certaines communes membres peuvent par arrêté municipal, ajouter des restrictions d'accès à certains équipements de collecte installés sur le domaine public municipal. Consultez les éventuels arrêtés sur les sites internet des villes ou renseignez-vous auprès de la COBAS.

3. Quantités maximales acceptées

a) Cas général

La COBAS fixe les plafonds de volume hebdomadaire suivants :

- Pour les ordures ménagères assimilées : 20 m³/semaine ;
- Pour les déchets recyclables : 10 m³/semaine.

Au-delà de ces plafonds, le producteur doit recourir au secteur privé pour assurer l'élimination des déchets d'activité qu'il produit.

Remarque : Le volume hebdomadaire est calculé à partir du volume total des bacs mis à disposition par la COBAS et du nombre de collecte hebdomadaire défini par le contrat signé entre le producteur et la COBAS.



b) Cas spécifiques

Afin de tenir compte des spécificités des activités saisonnières dont la production de déchets est concentrée sur une période restreinte et qui nécessite une dotation en bacs roulants plus importante et/ou une augmentation ponctuelle du nombre de collecte hebdomadaire (en moyenne et haute saison), la COBAS fixe les plafonds de volume hebdomadaire suivants :

- Pour les ordures ménagères et assimilées : 60 m³/semaine ;
- Pour les déchets recyclables : 30 m³/semaine.

Au-delà de ces plafonds, le producteur doit recourir au secteur privé pour assurer l'élimination des déchets d'activité qu'il produit.

4. Contrôles

La COBAS ou son prestataire se réserve le droit d'inspecter à tout moment le contenu des bacs et le nombre de bac mis à la disposition du professionnel.

En cas d'anomalie(s), la COBAS se réserve le droit de refuser de collecter le bac et de résilier le contrat, le cas échéant.

E. MODALITÉS DE LA COLLECTE EN PORTE-À-PORTE

1. Modalités générales de présentation des déchets à la collecte

Les ordures ménagères assimilées doivent être présentés **EXCLUSIVEMENT** dans des sacs opaques fermés déposés dans le bac qui leur est réservé.

Les déchets recyclables doivent être présentés en vrac dans le bac qui leur est réservé.

Les biodéchets doivent être présentés selon les consignes définies par le prestataire mandaté par la COBAS au moment de la signature du contrat.

Les ordures ménagères assimilées, les déchets recyclables et les biodéchets doivent être exempts d'éléments indésirables, c'est à dire ne correspondant pas à la définition de chacune des catégories de déchets tel que précisé à l'article II-A-1-b du présent règlement.

Les bacs présentés à la collecte seront refusés :

- Si les conteneurs sont en surcharge volumique ou massique,
- Si les conteneurs sont compactés mécaniquement,
- Si les consignes de tri et/ou de présentation ne sont pas respectées,

La collecte reprendra lorsque le contenu du conteneur sera conforme à la réglementation.

2. Fréquence de collecte

Les déchets assimilés sont collectés au maximum deux fois par semaine (collecte en C2).

En fonction de la nature des déchets ou de la saisonnalité de l'activité du producteur, des passages supplémentaires en haute saison peuvent être assurés par la COBAS pour les ordures ménagères résiduelles ou les biodéchets (le nombre de collecte et la période concernée sont définies par les services de la COBAS ou son prestataire et inscrit au contrat ou aux avenants qui s'y attachent).

3. Cas des jours fériés et événements exceptionnels

Les collectes sont assurées certains jours fériés selon le calendrier défini par la COBAS.

En cas de force majeure, le service de collecte de la COBAS se réserve la possibilité d'adapter ou de modifier les jours et horaires de collecte.



F. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT

1. Procédure

a) Demande de recours au service de collecte de la COBAS

Le producteur de déchets assimilés qui souhaite recourir au service public d'élimination des ordures ménagères doit en faire la demande auprès du Pôle de Environnement de la COBAS :

- Par courrier adressé à :

La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud

Pôle Environnement

2 allée d'Espagne

33120 – ARCACHON

- Par courriel adressé à : redevance@agglo-cobas.fr
- Par téléphone : 05 56 54 16 15

b) Estimation des besoins du producteur et proposition de contrat

Lors de la première rencontre, l'agent du Pôle Environnement de la COBAS :

- Délivre un exemplaire du présent règlement
- Estime, en concertation avec le demandeur, le volume hebdomadaire de déchets assimilés produits, les fréquences de collecte nécessaires et le montant estimatif de la redevance correspondante
- Définit et détermine le contenu de la prestation proposée dans le cadre du service public d'élimination

c) Signature du contrat

En cas d'accord, un contrat définira, d'une part les obligations des parties à l'acte et d'autre part les conditions d'exécution de la prestation et les coûts inhérents.

Ce document contractuel devra être dûment signé par le producteur et par le Président de la COBAS ou son représentant dûment habilité par délibération.

Tout autre document signé antérieurement à la date de mise en place par la COBAS de la redevance spéciale (le 1^{er} janvier 2006) est caduc et sans effet contractuel.

2. Obligations des parties au contrat

a) Obligations de la COBAS

Pendant la durée du contrat visé, la COBAS ou ses prestataires s'engagent à :

- Fournir des bacs conformes à la réglementation en vigueur,
- Assurer la collecte des déchets du producteur, tels que définis à l'article 2.1, conformément, d'une part aux prescriptions des arrêtés portant règlement sanitaire pris par les autorités préfectorales et municipales compétentes et d'autre part aux dispositions réglementaires de gestion des déchets ménagers fixées par la COBAS.
- Assurer l'élimination de ces déchets, conformément à la réglementation en vigueur et en particulier à l'obligation de valorisation posée par l'article L 541-24 alinéa 2 du Code de l'Environnement et l'article 2 du décret du 13 juillet 1994.



L'obligation de réalisation de ces prestations s'inscrit dans le cadre de l'exécution normale du service : une interruption provisoire du service, pour quelque cause que ce soit, n'ouvre pas droit à indemnité ou remboursement même partiel au profit du producteur.

b) Obligations du producteur

Pendant la durée de la convention, le producteur s'engage à :

- Respecter les prescriptions des arrêtés portant règlement sanitaire pris par les autorités préfectorales et municipales compétentes, ainsi que celles énoncées au présent règlement et dans les règlements des centres d'apports volontaires des particuliers et des professionnels de la COBAS, désignés « déchèteries », notamment en ce qui concerne les règles d'accès qui restent strictement limitées, pour les professionnels, au dépôt de cartons vides, propres et pliés, et aux bouteilles en verre,
- Ne pas faire subir aux conteneurs mis à disposition par la COBAS ou son prestataire de dégradations et déformations massives ou volumiques anormales dues au compactage des déchets stockés ou aux caractéristiques de déchets stockés (liquides, graisses...),
- Ne pas utiliser les conteneurs mis à disposition par la COBAS pour la collecte des déchets réalisée par un prestataire privé.

En cas de non-respect de ces règles, la COBAS se réserve le droit de procéder à la résiliation unilatérale du contrat, au retrait des bacs et, en cas de détérioration, à la facturation des bacs endommagés, selon le tarif en vigueur voté en Conseil Communautaire.

- S'acquitter de la redevance spéciale selon les modalités définies au présent règlement,
- Fournir sur demande de la COBAS, tous documents ou informations nécessaires au recouvrement de la redevance (extrait KBIS, avis d'imposition de Taxe Foncière...),
- Avertir la COBAS de tout changement pouvant intervenir (changement d'enseigne ou nom commercial, déménagement, cessation d'activité, redressement ou liquidation judiciaire...).

G. GESTION ET UTILISATION DES BACS POUR LA COLLECTE EN PORTE-À-PORTE

1. Propriété des conteneurs

Les conteneurs sont la propriété de la COBAS ou de ses prestataires, les usagers ont la garde juridique de ceux mis à leur disposition, à l'exception des conteneurs implantés sur le domaine public (conteneurs de proximité et conteneurs d'apport volontaire).

Dans le cas où il est constaté par les services que la capacité des conteneurs en place est supérieure à la dotation contractuelle, la COBAS est autorisée à récupérer lesdits bacs et à laisser en place la dotation adaptée.

2. Les contenants

Les déchets devront être déposés dans les bacs mis à la disposition du redevable.

La COBAS proposera au redevable des volumes de bacs allant de 120 L à 750 L adaptés selon les flux.

3. Gestion des bacs

a) Remplissage

Le remplissage des bacs devra être réalisé de façon à ce que les contenants ne débordent pas, qu'il n'y ait pas de compression pouvant entraîner une déformation du bac et que le couvercle soit fermé sans que les déchets puissent être exposés aux intempéries.



Le tassement excessif des déchets par compaction ou mouillage est formellement interdit : les bacs doivent pouvoir être vidés sans l'intervention de l'équipage.

b) Présentation des bacs

Les bacs seront présentés par le redevable sur le domaine public le ou les jours de collecte selon la ou les fréquences définies au contrat.

c) Entretien

Dans un souci de propreté, d'hygiène et de bonne conservation, le redevable s'engage à maintenir constamment les bacs fournis par la COBAS en bon état d'entretien et notamment à assurer périodiquement leur lavage et leur désinfection.

Le dépôt de déchets non-conformes dans le ou les bacs entraînera un refus immédiat de collecte. Il appartiendra au détenteur du bac de procéder à son vidage.

d) Réparation

Le redevable devra aviser la COBAS de dysfonctionnement du matériel mis à sa disposition.

Les bacs présentant des signes d'usure normale et nécessitant ainsi une réparation ou un remplacement seront remis en état ou échangés contre des bacs de même type et de même contenance.

e) Dégradation

Toute dégradation volontaire sur le matériel mis à disposition ou tout dommage résultant d'une utilisation qui se révélerait être non conforme aux prescriptions de la COBAS, entraînera une obligation de réparation à la charge du redevable.

En cas de dégradation rendant le bac non conforme aux prescriptions réglementaires le changement de bac fera l'objet d'une facturation selon le tarif fixé par délibération de la COBAS.

f) Vol

En cas de vol de bac il appartient au titulaire du contrat d'en aviser immédiatement le Pôle Environnement de la COBAS.

Dans le cas où le Producteur retrouverait son conteneur, il lui appartiendra de le signaler à la COBAS, dans les meilleurs délais qu'il lui sera possible.

g) Contrôles

La COBAS se réserve le droit d'inspecter à tout moment le contenu et le nombre de bacs présentés à la collecte.

H. GESTION ET UTILISATION DES CONTENEURS EN APPORT VOLONTAIRE

La COBAS, en partenariat avec les communes membres, a engagé un programme d'enfouissement de conteneurs, substituant des colonnes enterrées ou semi-enterrées aux bacs roulants.

Pour les conteneurs enterrées ou semi-enterrées équipés d'un contrôle d'accès, il est remis gratuitement au professionnel deux badges lui donnant accès à la colonne enterrée. En cas de perte ou de vol d'un badge, l'attributaire est tenu d'en informer la COBAS par écrit (courriel, ou courrier) afin que le badge concerné soit désactivé et qu'il soit procédé à son remplacement. A défaut, les utilisations, même frauduleuses, seront affectées au compte du professionnel titulaire du badge.

Le coût de la mise à disposition de badges supplémentaires et les remplacements de badges volés ou perdus, est fixé par délibération du Conseil Communautaire de la COBAS.



I. MODALITÉS FINANCIÈRES

Les tarifs relatifs à la collecte et au traitement des déchets assimilés aux déchets ménagers font l'objet d'une délibération votée en Conseil Communautaire et s'appliquent aux assujettis ayant recours au service public de collecte et traitement des déchets de la COBAS.

1. Calcul de la redevance pour la collecte en porte-à-porte

Sur présentation du justificatif, La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères de l'année précédente fournie par le producteur, est déduite du montant total calculé.

Formule de calcul de la part variable :

RS = Prix unitaire de collecte et traitement (selon volume du bac) X nombre de collecte(s) annuelle(s) réelles - TEOM n-1.

RS = Montant de la redevance spéciale

A cette part variable, s'ajoute une part fixe correspondant à la location des contenants mis à disposition du producteur pour chaque flux collecté en porte à porte. La dotation est déterminée en début de contrat ou avenant, et fait l'objet d'une facturation trimestrielle.

2. Calcul de la redevance spéciale forfaitaire en bacs roulants collectifs ou en point d'apport volontaire

La redevance spéciale forfaitaire concerne les professionnels qui ne peuvent pas disposer d'un conteneur individuel propre à leur activité. L'utilisation de bacs collectifs ou PAV par le professionnel est assujettie à l'autorisation préalable de la COBAS et du syndic gestionnaire de l'immeuble.

La redevance spéciale est alors calculée de façon forfaitaire en fonction du type d'activité (code d'activité NAF) et de l'effectif salarié, selon la grille d'application des forfaits en **annexe 2 Bis**.

La TEOM payée l'année n-1 est déduite du forfait annuel proposé, sur présentation d'un justificatif.

La redevance forfaitaire est due pour une année civile et ne donne pas lieu à un remboursement en cas de résiliation en cours d'année. La facturation sera établie, annuellement, au début de l'année concernée, et sera due par le professionnel occupant le local au 1^{er} janvier de l'année en cours.

Pour un local neuf construit en cours d'année, ou pour un local vacant au 1^{er} janvier puis occupé en cours d'année, la redevance forfaitaire sera calculée au prorata des mois restants de l'année en cours.

Le tableau des forfaits est calculé selon une production théorique de référence par collecte, la fréquence hebdomadaire de collecte et le tarif du service (€/L).

3. Calcul de la redevance pour une collecte en colonnes enterrées ou semi-enterrées équipées d'un contrôle d'accès

Le prix unitaire de chaque dépôt est défini selon le volume (en litre) de l'avaloir du conteneur auquel s'appliquera le tarif au Litre voté chaque année par la COBAS.

Le calcul de la redevance s'établit selon la formule suivante :

RS = (N x P) – (TEOM n-1)

RS = Montant de la redevance spéciale

N = Nombre de dépôts (ouverture de la borne)

P = Prix unitaire pour un avaloir de X litres

TEOM = Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

4. Calcul de la redevance pour une collecte en colonnes enterrées ou semi-enterrées utilisées par un seul usager

Le calcul de la redevance s'établit selon la formule suivante :



$$RS = (V \times P) - (TEOM\ n-1)$$

RS = Montant de la redevance spéciale

V = Volume collecté

P = Prix unitaire au litre voté par le conseil communautaire

TEOM = Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

5. Recouvrement de la redevance spéciale

En l'absence de TEOM ou lorsque cette dernière ne suffit pas à couvrir le coût de la prestation de collecte réalisée au cours de la période considérée, une facture sera établie :

- Trimestriellement à terme échu, pour les collectes en porte-à-porte
- Annuellement pour les professionnels assujettis à la redevance forfaitaire.

La facturation sera émise par les services de la COBAS sur la base des relevés de collecte ou selon le forfait défini au contrat, suivant les tarifs applicables et sera adressée au Producteur ou au Payeur déclaré dans le contrat, s'il est différent.

Le Producteur devra s'acquitter de la redevance correspondante auprès de la régie redevance spéciale de la COBAS. Ce versement devra être effectué au plus tard à la date limite figurant sur la facture.

En cas de non-paiement dans ce délai, un courrier de relance sera adressé au Producteur. La collecte des déchets sera interrompue à l'expiration d'un délai de 8 jours et le Producteur devra régulariser son compte avant transmission du dossier au comptable du Trésor Public.

6. Révision des tarifs

Les tarifs sont révisés après délibération du Conseil Communautaire de la COBAS et applicables de plein droit, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la convention initiale.

7. Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) déductible

La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), conformément à l'article 1520 du Code Général des Impôts, est un impôt direct additionnel à la Taxe Foncière sur les propriétés bâties. Le montant payé est totalement indépendant du service rendu.

Le montant de la TEOM de l'année précédente est déduit du montant de la prestation de collecte, sous réserve de la transmission par le titulaire du contrat de la copie de l'avis d'imposition de taxe foncière de l'année n-1, avant le 31 mars de l'année de facturation.

Dans le cas où le montant de la TEOM serait supérieur au coût réel de la prestation, la COBAS ne remboursera pas la différence.

La COBAS se réserve le droit de contrôler les montants déclarés auprès des services fiscaux.

J. DURÉE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de la date de signature des parties.

A l'expiration de ce délai, le contrat est prorogé par tacite reconduction.

Les contrats pourront être suspendus à la demande de la COBAS, si les déchets présentés à la collecte ne sont pas conformes aux conditions définies dans le contrat ou s'il est constaté un quelconque manquement aux préconisations des différents textes et règlements énoncés en préambule.



K. RÉVISION DU CONTRAT

Toutes modifications concernant le contenu des prestations réalisées devront faire l'objet d'un avenant.

La COBAS devra être informé par courrier de tous changements ou modifications intervenus ou à intervenir concernant l'activité, son lieu d'exercice, la nature des déchets produits et plus généralement tout élément susceptible d'influer sur l'exécution du contrat.

En cas d'évolution significative, en plus ou en moins, du nombre de bacs présenté à la collecte, un ajustement pourra être opéré, après avoir passé un avenant. La décision est laissée à l'appréciation de la COBAS et aucun recours ne pourra être formulé contre elle à ce titre.

L. RÉSILIATION DU CONTRAT

Le contrat peut être résilié à tout moment par le producteur, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette résiliation ne prendra effet que le jour où les bacs auront été repris par la COBAS.

Le titulaire du contrat de redevance spéciale est tenu d'informer par écrit sans délai la COBAS de son arrêt d'activité, ou changement de gérant du local ; à défaut, les factures émises seront dues par le titulaire du contrat connu.

La COBAS peut mettre fin au contrat pour tout manquement au présent règlement de collecte ou motif d'intérêt général.

En cas d'inexécution par le producteur de ses obligations, et après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 15 jours, le contrat sera résilié de plein droit.

A défaut de restitution des bacs, le producteur sera tenu d'acquitter une pénalité calculée sur la base de la valeur des bacs conservés, selon les modalités suivantes :

- Un quinzième de la valeur par jour de retard, la somme due le quinzième jour étant égale à la valeur totale des bacs conservés augmentée d'une somme forfaitaire de 150 euros par bac.

En cas de liquidation judiciaire, le contrat sera réputé résilié à la date de la liquidation.

M. LITIGES ET RECOURS

Tout différend qui naîtrait de l'exécution, de l'interprétation du présent règlement ou du contrat signé entre les parties devra faire l'objet d'une tentative de conciliation amiable entre les parties.

A défaut, les litiges de toute nature résultant de l'exécution du contrat seront du ressort du Tribunal Administratif de Bordeaux.

N. EXÉCUTION ET MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT

1. Exécution

Le présent règlement est applicable à compter de son approbation en Conseil Communautaire sous réserve de l'accomplissement des formalités de l'entité de contrôle.

2. Modifications

Des modifications du présent règlement peuvent être décidées par la COBAS et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial.

Toutes modifications du Code Général des Collectivités Territoriales, du Code de la Santé Publique, du Code de l'Environnement ou/et du Règlement Sanitaire Départemental ou de la législation, seront applicables sans délai.



O. CONSULTATION DU RÈGLEMENT

Le présent règlement est disponible pour consultation :

- Au Pôle Environnement de la COBAS, 680B Avenue de l'Aérodrome 33260 LA TESTE-DE-BUCH
- Sur le site internet de la COBAS <https://www.agglo-cobas.fr/dechets/collecte-porte-a-porte/>



ANNEXE 2 BIS – REDEVANCE SPÉCIALE FORFAITAIRE : GRILLE D'APPLICATION DES FORAITS

NAF	LIBELLE	EFFECTIF SALARIE			
		0 à 2	3 à 5	6 à 9	10 et +
0119Z	Autres cultures non permanentes	0	0	0	0
0130Z	Reproduction de plantes	1	1	3	4
0162Z	Activités de soutien à la production animale	1	2	4	5
0164Z	Traitement des semences	1	1	2	3
0210Z	Sylviculture et autres activités forestières	1	1	1	2
0220Z	Exploitation forestière	1	1	1	1
0240Z	Services de soutien à l'exploitation forestière	1	1	1	1
0321Z	Aquaculture en mer	1	1	1	1
0322Z	Aquaculture en eau douce	1	3	4	4
0811Z	Extraction de pierres ornementales et de construction, de calcaire industriel,	1	1	1	1
0812Z	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin	1	1	1	1
0891Z	Extraction des minéraux chimiques et d'engrais minéraux	1	2	3	4
0990Z	Activités de soutien aux autres industries extractives	1	1	1	2
1011Z	Transformation et conservation de la viande de boucherie	3	4	5	5
1012Z	Transformation et conservation de la viande de volaille	2	3	4	5
1013A	Préparation industrielle de produits à base de viande	2	3	4	5
1013B	Charcuterie	3	4	5	5
1020Z	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	2	3	4	5
1032Z	Préparation de jus de fruits et légumes	1	2	3	4
1039A	Autre transformation et conservation de légumes	1	2	3	4
1039B	Transformation et conservation de fruits	1	2	3	4
1041A	Fabrication d'huiles et graisses brutes	1	2	3	4
1052Z	Fabrication de glaces et sorbets	2	2	3	4
1061A	Meunerie	1	2	3	4
1071A	Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	3	4	4	5
1071B	Cuisson de produits de boulangerie	3	4	4	5
1071C	Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	3	4	4	5
1071D	Pâtisserie	3	4	4	4
1072Z	Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation	1	2	3	3
1073Z	Fabrication de pâtes alimentaires	1	2	3	4
1082Z	Fabrication de cacao, chocolat et de produits de confiserie	2	2	3	3
1083Z	Transformation du thé et du café	1	2	3	4
1085Z	Fabrication de plats préparés	3	3	4	5
1086Z	Fabrication d'aliments homogénéisés et diététiques	2	3	4	5
1089Z	Fabrication d'autres produits alimentaires n.c.a.	3	3	4	5
1091Z	Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	1	2	3	4
1101Z	Production de boissons alcooliques distillées	1	2	3	4
1102A	Fabrication de vins effervescents	1	2	3	4
1102B	Vinification	1	1	2	3
1105Z	Fabrication de bière	1	2	3	4
1320Z	Tissage	1	2	3	4
1392Z	Fabrication d'articles textiles, sauf habillement	1	2	3	4
1399Z	Fabrication d'autres textiles n.c.a.	1	2	3	4
1411Z	Fabrication de vêtements en cuir	1	1	2	2
1413Z	Fabrication de vêtements de dessus	1	2	3	4
1419Z	Fabrication d'autres vêtements et accessoires	1	2	3	4
1439Z	Fabrication d'autres articles à maille	1	1	2	3
1512Z	Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie	1	2	3	4
1520Z	Fabrication de chaussures	1	2	3	4
1610A	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation	1	1	1	2
1610B	Imprégnation du bois	1	1	1	2
1621Z	Fabrication de placage et de panneaux de bois	2	3	4	5
1622Z	Fabrication de parquets assemblés	2	2	2	3
1623Z	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries	2	3	4	5
1624Z	Fabrication d'emballages en bois	1	2	3	4
1629Z	Fabrication d'objets divers en bois ; fabrication d'objets en liège, vannerie et	1	1	2	3
1723Z	Fabrication d'articles de papeterie	1	2	3	4
1729Z	Fabrication d'autres articles en papier ou en carton	1	2	3	4
1812Z	Autre imprimerie (labeur)	2	3	4	5
1813Z	Activités de pré-presses	1	2	2	3
1814Z	Reliure et activités connexes	1	2	2	3
1820Z	Reproduction d'enregistrements	1	2	3	4
1910Z	Cokéfaction	2	3	4	5
1920Z	Raffinage du pétrole	1	2	3	4
2014Z	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	2	3	4	5
2015Z	Fabrication de produits azotés et d'engrais	2	3	4	5
2041Z	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	2	3	4	5
2042Z	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	2	3	4	5
2051Z	Fabrication de produits explosifs	2	3	4	5
2053Z	Fabrication d'huiles essentielles	2	3	4	5



NAF	LIBELLE	EFFECTIF SALARIE			
		0 à 2	3 à 5	6 à 9	10 et +
2059Z	Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a	1	2	3	4
2219Z	Fabrication d'autres articles en caoutchouc	2	3	4	5
2221Z	Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques	2	3	4	5
2222Z	Fabrication d'emballages en matières plastiques	2	3	4	5
2223Z	Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	2	3	4	5
2229A	Fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques	2	3	4	5
2229B	Fabrication de produits de consommation courante en matières plastiques	2	3	4	5
2312Z	Façonnage et transformation du verre plat	2	3	4	5
2313Z	Fabrication de verre creux	2	3	3	4
2319Z	Fabrication et façonnage d'autres articles en verre, y compris verre technique	2	3	3	4
2332Z	Fabrication de briques, tuiles et produits de construction, en terre cuite	2	3	4	5
2341Z	Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental	2	3	3	4
2349Z	Fabrication d'autres produits céramiques	2	3	3	4
2351Z	Fabrication de ciment	2	3	4	5
2361Z	Fabrication d'éléments en béton pour la construction	2	3	4	5
2363Z	Fabrication de béton prêt à l'emploi	2	3	4	5
2369Z	Fabrication d'autres ouvrages en béton, en ciment ou en plâtre	2	3	4	5
2370Z	Taille, façonnage et finissage de pierres	1	1	2	3
2399Z	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques n.c.a.	1	1	2	3
2420Z	Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier	1	1	2	3
2433Z	Profilage à froid par formage ou pliage	1	1	2	3
2511Z	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	2	3	4	5
2512Z	Fabrication de portes et fenêtres en métal	2	3	3	4
2521Z	Fabrication de radiateurs et de chaudières pour le chauffage central	1	2	3	4
2529Z	Fabrication d'autres réservoirs, citernes et conteneurs métalliques	2	2	3	4
2540Z	Fabrication d'armes et de munitions	1	1	2	2
2550A	Forge, estampage, matriçage ; métallurgie des poudres	1	2	3	4
2561Z	Traitement et revêtement des métaux	2	3	4	5
2562A	Décolletage	1	2	3	5
2562B	Mécanique industrielle	2	2	3	3
2571Z	Fabrication de coutellerie	1	2	3	3
2572Z	Fabrication de serrures et de ferrures	1	2	3	4
2573A	Fabrication de moules et modèles	2	2	3	4
2573B	Fabrication d'autres outillages	1	2	3	3
2592Z	Fabrication d'emballages métalliques légers	2	2	3	4
2594Z	Fabrication de vis et de boulons	1	1	2	3
2599A	Fabrication d'articles métalliques ménagers	2	2	3	4
2599B	Fabrication d'autres articles métalliques	1	2	3	3
2630Z	Fabrication d'équipements de communication	1	1	1	2
2640Z	Fabrication de produits électroniques grand public	2	3	4	5
2651B	Fabrication d'instrumentation scientifique et technique	1	1	1	2
2652Z	Horlogerie	1	1	1	2
2660Z	Fabrication d'équipements d'irradiation médicale, d'équipements	1	1	1	2
2670Z	Fabrication de matériels optique et photographique	1	1	1	2
2733Z	Fabrication de matériel d'installation électrique	1	1	2	2
2740Z	Fabrication d'appareils d'éclairage électrique	1	1	2	2
2822Z	Fabrication de matériel de levage et de manutention	1	2	2	3
2823Z	Fabrication de machines et d'équipements de bureau (à l'exception des	1	2	3	4
2824Z	Fabrication d'outillage portatif à moteur incorporé	1	2	3	4
2825Z	Fabrication d'équipements aéronautiques et frigorifiques industriels	1	2	2	3
2829A	Fabrication d'équipements d'emballage, de conditionnement et de pesage	1	2	3	4
2829B	Fabrication d'autres machines d'usage général	1	2	3	4
2830Z	Fabrication de machines agricoles et forestières	1	2	3	4
2841Z	Fabrication de machines-outils pour le travail des métaux	1	2	3	4
2849Z	Fabrication d'autres machines-outils	1	2	3	3
2892Z	Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction	2	3	4	5
2893Z	Fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire	1	2	3	4
2899B	Fabrication d'autres machines spécialisées	1	2	3	4
2920Z	Fabrication de carrosseries et remorques	1	2	2	3
2931Z	Fabrication d'équipements électriques et électroniques automobiles	1	1	2	2
2932Z	Fabrication d'autres équipements automobiles	1	1	2	3
3011Z	Construction de navires et de structures flottantes	1	1	2	3
3012Z	Construction de bateaux de plaisance	2	3	3	4
3020Z	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant	1	1	2	3
3030Z	Construction aéronautique et spatiale	1	1	2	3
3092Z	Fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides	2	3	4	5
3099Z	Fabrication d'autres équipements de transport n.c.a.	1	2	2	3
3101Z	Fabrication de meubles de bureau et de magasin	1	3	4	5
3102Z	Fabrication de meubles de cuisine	2	3	4	5
3103Z	Fabrication de matelas	2	3	4	5
3109A	Fabrication de sièges d'ameublement d'intérieur	1	1	2	3
3109B	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement	1	1	2	3
3212Z	Fabrication d'articles de joaillerie et bijouterie	1	1	2	3
3213Z	Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires	1	1	1	2
3220Z	Fabrication d'instruments de musique	1	2	3	4
3230Z	Fabrication d'articles de sport	2	3	4	5
3240Z	Fabrication de jeux et jouets	2	3	4	5
3250A	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire	1	2	3	4
3299Z	Autres activités manufacturières n.c.a.	1	2	3	4



NAF	LIBELLE	EFFECTIF SALARIE			
		0 à 2	3 à 5	6 à 9	10 et +
3311Z	Réparation d'ouvrages en métaux	2	3	3	4
3312Z	Réparation de machines et équipements mécaniques	2	3	4	5
3313Z	Réparation de matériels électroniques et optiques	1	1	1	2
3314Z	Réparation d'équipements électriques	1	1	1	2
3315Z	Réparation et maintenance navale	1	1	2	3
3317Z	Réparation et maintenance d'autres équipements de transport	1	2	2	3
3319Z	Réparation d'autres équipements	2	3	3	4
3320A	Installation de structures métalliques, chaudronnées et de tuyauterie	1	1	2	3
3320B	Installation de machines et équipements mécaniques	1	2	3	4
3320C	Conception d'ensemble et assemblage sur site industriel d'équipements de contrôle des processus industriels	1	2	3	4
3320D	Installation d'équipements électriques, de matériels électroniques et optiques	1	1	2	2
3513Z	Distribution d'électricité	0	0	1	2
3514Z	Commerce d'électricité	2	3	4	5
3522Z	Distribution de combustibles gazeux par conduites	0	0	1	2
3523Z	Commerce de combustibles gazeux par conduites	0	0	1	2
3530Z	Production et distribution de vapeur et d'air conditionné	1	2	3	4
3600Z	Captage, traitement et distribution d'eau	1	2	3	4
3700Z	Collecte et traitement des eaux usées	1	2	3	4
3811Z	Collecte des déchets non dangereux	1	2	3	4
3821Z	Traitement et élimination des déchets non dangereux	1	2	3	4
3831Z	Démantèlement d'épaves	2	3	4	5
3832Z	Récupération de déchets triés	1	2	3	4
3900Z	Dépollution et autres services de gestion des déchets	2	3	4	5
4110A	Promotion immobilière de logements	1	1	1	2
4110B	Promotion immobilière de bureaux	1	1	1	2
4110C	Promotion immobilière d'autres bâtiments	1	1	1	2
4110D	Supports juridiques de programmes	1	1	1	2
4120A	Construction de maisons individuelles	1	1	2	3
4120B	Construction d'autres bâtiments	1	1	2	3
4211Z	Construction de routes et autoroutes	1	1	1	2
4212Z	Construction de voies ferrées de surface et souterraines	1	1	2	3
4213A	Construction d'ouvrages d'art	1	1	1	2
4221Z	Construction de réseaux pour fluides	1	1	2	3
4222Z	Construction de réseaux électriques et de télécommunications	1	2	3	4
4291Z	Construction d'ouvrages maritimes et fluviaux	1	1	1	2
4299Z	Construction d'autres ouvrages de génie civil n.c.a.	1	1	2	3
4311Z	Travaux de démolition	1	1	2	3
4312A	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	1	1	2	3
4312B	Travaux de terrassement spécialisés ou de grande masse	1	1	2	3
4313Z	Forages et sondages	1	1	2	3
4321A	Travaux d'installation électrique dans tous locaux	1	2	3	4
4321B	Travaux d'installation électrique sur la voie publique	1	2	3	4
4322A	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	1	2	3	4
4322B	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	1	2	3	4
4329A	Travaux d'isolation	1	2	3	4
4329B	Autres travaux d'installation n.c.a.	1	2	3	4
4331Z	Travaux de plâtrerie	1	1	2	3
4332A	Travaux de menuiserie bois et pvc	1	1	2	3
4332B	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	1	1	2	3
4332C	Agencement de lieux de vente	1	1	2	2
4333Z	Travaux de revêtement des sols et des murs	1	1	2	3
4334Z	Travaux de peinture et vitrerie	1	1	2	3
4339Z	Autres travaux de finition	1	1	2	3
4391A	Travaux de charpente	1	2	3	4
4391B	Travaux de couverture par éléments	1	2	3	4
4399A	Travaux d'étanchéification	1	2	3	4
4399B	Travaux de montage de structures métalliques	1	1	2	2
4399C	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	1	1	2	3
4399D	Autres travaux spécialisés de construction	1	1	2	3
4399E	Location avec opérateur de matériel de construction	1	2	3	4
4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	1	2	4	5
4519Z	Commerce d'autres véhicules automobiles	1	2	4	5
4520A	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	2	3	4	5
4520B	Entretien et réparation d'autres véhicules automobiles	2	3	4	5
4531Z	Commerce de gros d'équipements automobiles	2	3	4	5
4532Z	Commerce de détail d'équipements automobiles	2	3	4	5
4540Z	Commerce et réparation de motocycles	1	2	3	4
4611Z	Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières text	1	2	2	3
4612B	Autres intermédiaires du commerce en combustibles, métaux, minéraux et	1	2	2	3
4613Z	Intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction	1	2	2	3
4614Z	Intermédiaires du commerce en machines, équipements industriels, navires	1	2	2	3
4615Z	Intermédiaires du commerce en meubles, articles de ménage et quincaillerie	1	2	2	3
4616Z	Intermédiaires du commerce en textiles, habillement, fourrures, chaussures et	1	2	2	3
4617A	Centrales d'achat alimentaires	1	2	2	3
4617B	Autres intermédiaires du commerce en denrées, boissons et tabac	1	2	3	4
4618Z	Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques	1	2	3	4
4619B	Autres intermédiaires du commerce en produits divers	1	2	3	4



NAF	LIBELLE	EFFECTIF SALARIE			
		0 à 2	3 à 5	6 à 9	10 et +
4621Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de céréales, de tabac non manufacturé, de semences	1	1	2	3
4622Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fleurs et plantes	2	3	4	5
4623Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'animaux vivants	1	1	2	3
4624Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de cuirs et peaux	1	1	2	3
4631Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fruits et légumes	2	3	4	5
4632A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de viandes de boucherie	2	3	4	5
4632B	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits à base de viande	2	3	4	5
4632C	Commerce de gros (commerce interentreprises) de volailles et gibier	2	3	4	5
4633Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits laitiers, œufs, huiles et matières grasses	1	2	3	4
4634Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de boissons	2	2	3	4
4637Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de café, thé, cacao et épices	2	2	3	4
4638A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de poissons, crustacés et	2	3	4	5
4638B	Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire spécialisé divers	2	3	4	5
4639A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits surgelés	1	2	4	5
4639B	Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire non spécialisé	1	2	4	5
4641Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de textiles	1	2	3	4
4642Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de	1	2	3	4
4643Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'appareils électroménagers	2	3	4	5
4644Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de vaisselle, verrerie et	1	2	3	4
4646Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits pharmaceutiques	1	2	3	4
4647Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de meubles, de tapis et	2	3	4	5
4648Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'articles d'horlogerie et de	1	1	2	3
4649Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques	2	3	4	5
4651Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphérique	1	2	3	4
4652Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de composants et d'équipements électroniques et de télé	2	3	4	5
4661Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel agricole	2	3	5	5
4662Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de machines-outils	2	3	4	5
4663Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de machines pour l'extraction, la construction et le gé	2	3	4	5
4665Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de mobilier de bureau	2	3	4	5
4666Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres machines et	2	3	4	5
4669A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel électrique	2	3	4	5
4669B	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et	2	3	4	5
4669C	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements divers pour le commerce e	2	3	4	5
4671Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de combustibles et de	1	2	3	4
4672Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de minerais et métaux	1	1	2	2
4673A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de	2	3	4	5
4673B	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'appareils sanitaires et de	2	3	4	5
4674A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de quincaillerie	2	3	4	4
4674B	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures pour la	1	2	3	4
4675Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques	2	3	4	5
4676Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres produits	2	3	4	5
4677Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de déchets et débris	2	3	4	5
4690Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé	2	2	3	4
4711A	Commerce de détail de produits surgelés	4	5	5	5
4711B	Commerce d'alimentation générale	4	5	5	6
4711C	Supérettes	4	5	5	6
4711D	Supermarchés	6	6	6	6
4711F	Hypermarchés	6	6	6	6
4719A	Grands magasins	5	5	5	5
4719B	Autres commerces de détail en magasin non spécialisé	2	3	4	5
4721Z	Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé	4	5	6	6
4722Z	Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin	4	5	6	6
4723Z	Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin	4	5	6	6
4724Z	Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé	4	5	6	6
4725Z	Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé	2	3	3	4
4726Z	Commerce de détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé	1	2	3	4
4729Z	Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé	2	3	4	5
4730Z	Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé	2	3	4	4
4741Z	Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en	2	3	4	5
4742Z	Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin	2	3	4	5
4743Z	Commerce de détail de matériels audio et vidéo en magasin spécialisé	2	3	4	5
4751Z	Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé	2	3	3	4
4752A	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces	2	3	4	4
4752B	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces	2	3	4	4
4753Z	Commerce de détail de tapis, moquettes et revêtements de murs et de sols	2	3	4	4
4754Z	Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé	2	3	4	5
4759A	Commerce de détail de meubles	2	3	4	5
4759B	Commerce de détail d'autres équipements du foyer	2	3	4	5
4761Z	Commerce de détail de livres en magasin spécialisé	1	2	3	4
4762Z	Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé	2	2	3	4
4763Z	Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin	2	2	3	4
4764Z	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé	2	2	3	4
4765Z	Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé	2	3	3	4



NAF	LIBELLE	EFFECTIF SALARIE			
		0 à 2	3 à 5	6 à 9	10 et +
4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	2	3	3	4
4772A	Commerce de détail de la chaussure	2	3	3	4
4772B	Commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage	2	3	4	5
4773Z	Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé	1	2	3	4
4774Z	Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin	2	3	4	4
4775Z	Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin	2	2	3	4
4776Z	Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments	2	3	4	5
4777Z	Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin	1	2	3	4
4778A	Commerces de détail d'optique	2	2	3	4
4778B	Commerces de détail de charbons et combustibles	2	2	3	4
4778C	Autres commerces de détail spécialisés divers	2	3	4	5
4779Z	Commerce de détail de biens d'occasion en magasin	1	1	1	2
4781Z	Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés	2	2	3	4
4782Z	Commerce de détail de textiles, d'habillement et de chaussures sur	1	2	3	4
4789Z	Autres commerces de détail sur éventaires et marchés	1	2	3	4
4791A	Vente à distance sur catalogue général	1	1	1	1
4791B	Vente à distance sur catalogue spécialisé	1	1	1	1
4799A	Vente à domicile	1	1	2	2
4799B	Vente par automates et autres commerces de détail hors magasin, éventaires	1	2	2	3
4910Z	Transport ferroviaire interurbain de voyageurs	1	2	2	3
4920Z	Transports ferroviaires de fret	1	2	2	3
4931Z	Transports urbains et suburbains de voyageurs	2	2	3	4
4932Z	Transports de voyageurs par taxis	0	0	0	0
4939A	Transports routiers réguliers de voyageurs	1	1	2	2
4939B	Autres transports routiers de voyageurs	1	2	3	4
4941A	Transports routiers de fret interurbains	1	1	2	2
4941B	Transports routiers de fret de proximité	1	1	2	2
4941C	Location de camions avec chauffeur	1	1	2	3
4942Z	Services de déménagement	2	3	4	5
4950Z	Transports par conduites	1	2	4	5
5010Z	Transports maritimes et côtiers de passagers	1	1	2	2
5020Z	Transports maritimes et côtiers de fret	1	1	2	2
5210A	Entreposage et stockage frigorifique	2	3	4	5
5210B	Entreposage et stockage non frigorifique	2	3	4	5
5221Z	Services auxiliaires des transports terrestres	1	1	2	2
5222Z	Services auxiliaires des transports par eau	1	2	3	4
5224A	Manutention portuaire	1	2	3	4
5224B	Manutention non portuaire	1	2	3	4
5229A	Messagerie, fret express	1	2	3	4
5229B	Affrètement et organisation des transports	1	1	2	2
5310Z	Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel	1	2	3	4
5320Z	Autres activités de poste et de courrier	1	2	3	4
5510Z	Hôtels et hébergement similaire	5	5	6	6
5520Z	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	6	6	6	6
5530Z	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	6	6	6	6
5590Z	Autres hébergements	5	5	6	6
5610A	Restauration traditionnelle	4	5	6	6
5610B	Cafétérias et autres libres-services	4	5	6	6
5610C	Restauration de type rapide	3	4	5	6
5621Z	Services des traiteurs	3	4	5	6
5629A	Restauration collective sous contrat	5	5	6	6
5629B	Autres services de restauration n.c.a.	5	5	6	6
5630Z	Débits de boissons	2	3	4	5
5811Z	Edition de livres	1	2	3	4
5813Z	Edition de journaux	1	2	3	4
5814Z	Edition de revues et périodiques	1	2	3	4
5819Z	Autres activités d'édition	1	2	3	4
5821Z	Edition de jeux électroniques	1	1	1	2
5829A	Edition de logiciels système et de réseau	1	1	1	2
5829B	Edition de logiciels outils de développement et de langages	1	1	1	2
5829C	Edition de logiciels applicatifs	1	1	1	2
5911A	Production de films et de programmes pour la télévision	1	1	1	2
5911B	Production de films institutionnels et publicitaires	1	1	1	2
5911C	Production de films pour le cinéma	1	1	1	2
5912Z	Post-production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de	1	1	1	2
5913B	Edition et distribution vidéo	1	1	1	2
5914Z	Projection de films cinématographiques	1	2	3	4
5920Z	Enregistrement sonore et édition musicale	1	1	2	3
6010Z	Edition et diffusion de programmes radio	2	3	4	5
6020A	Edition de chaînes généralistes	2	2	3	4
6110Z	Télécommunications filaires	1	1	1	2
6120Z	Télécommunications sans fil	1	1	1	2
6130Z	Télécommunications par satellite	1	1	1	2
6190Z	Autres activités de télécommunication	1	1	1	2
6201Z	Programmation informatique	1	1	1	2
6202A	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	1	1	1	2
6202B	Tierce maintenance de systèmes et d'applications informatiques	1	1	1	2
6203Z	Gestion d'installations informatiques	1	1	1	2
6209Z	Autres activités informatiques	1	1	1	2



NAF	LIBELLE	EFFECTIF SALARIE			
		0 à 2	3 à 5	6 à 9	10 et +
6311Z	Traitement de données, hébergement et activités connexes	1	1	1	2
6312Z	Portails Internet	1	1	1	2
6391Z	Activités des agences de presse	1	1	2	2
6399Z	Autres services d'information n.c.a.	1	1	1	2
6411Z	Activités de banque centrale	1	1	1	2
6419Z	Autres intermédiations monétaires	1	1	1	2
6420Z	Activités des sociétés holding	1	1	1	2
6430Z	Fonds de placement et entités financières similaires	1	1	1	2
6492Z	Autre distribution de crédit	1	1	1	2
6499Z	Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de	1	1	1	2
6511Z	Assurance vie	1	1	1	2
6512Z	Autres assurances	1	1	1	2
6612Z	Courtage de valeurs mobilières et de marchandises	1	1	1	2
6619A	Supports juridiques de gestion de patrimoine mobilier	1	1	1	2
6619B	Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses	1	1	1	2
6621Z	Évaluation des risques et dommages	1	1	1	2
6622Z	Activités des agents et courtiers d'assurances	1	1	1	2
6629Z	Autres activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite	1	1	1	2
6630Z	Gestion de fonds	1	1	1	2
6810Z	Activités des marchands de biens immobiliers	1	1	1	2
6820A	Location de logements	1	1	1	2
6820B	Location de terrains et d'autres biens immobiliers	1	1	1	2
6831Z	Agences immobilières	1	1	1	2
6832A	Administration d'immeubles et autres biens immobiliers	1	1	1	2
6832B	Supports juridiques de gestion de patrimoine immobilier	1	1	1	2
6910Z	Activités juridiques	1	1	1	2
6920Z	Activités comptables	1	1	1	2
7010Z	Activités des sièges sociaux	1	1	1	2
7021Z	Conseil en relations publiques et communication	1	1	1	2
7022Z	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	1	1	1	2
7111Z	Activités d'architecture	1	2	2	3
7112A	Activité des géomètres	1	1	1	2
7112B	Ingénierie, études techniques	1	1	1	1
7120A	Contrôle technique automobile	1	2	2	2
7120B	Analyses, essais et inspections techniques	1	2	2	2
7211Z	Recherche-développement en biotechnologie	1	1	1	1
7219Z	Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles	1	1	1	1
7220Z	Recherche-développement en sciences humaines et sociales	1	1	1	1
7311Z	Activités des agences de publicité	1	2	2	3
7312Z	Régie publicitaire de médias	1	2	2	3
7320Z	Études de marché et sondages	1	1	1	2
7410Z	Activités spécialisées de design	1	1	1	2
7420Z	Activités photographiques	1	1	2	3
7430Z	Traduction et interprétation	1	1	1	1
7490A	Activité des économistes de la construction	1	1	2	2
7490B	Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	1	1	1	2
7500Z	Activités vétérinaires	1	2	2	3
7711A	Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers	1	2	2	3
7712Z	Location et location-bail de camions	1	1	2	3
7721Z	Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport	1	1	2	3
7722Z	Location de vidéocassettes et disques vidéo	1	2	2	3
7729Z	Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques	1	2	2	3
7731Z	Location et location-bail de machines et équipements agricoles	1	2	2	3
7732Z	Location et location-bail de machines et équipements pour la construction	1	2	3	4
7739Z	Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels	1	2	3	4
7740Z	Location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires, à l'exception	1	1	1	2
7810Z	Activités des agences de placement de main-d'œuvre	1	1	1	2
7820Z	Activités des agences de travail temporaire	1	1	2	3
7830Z	Autre mise à disposition de ressources humaines	1	1	2	3
7911Z	Activités des agences de voyage	1	1	1	2
7912Z	Activités des voyagistes	1	1	1	2
7990Z	Autres services de réservation et activités connexes	1	1	1	2
8010Z	Activités de sécurité privée	1	1	1	1
8020Z	Activités liées aux systèmes de sécurité	1	1	1	1
8030Z	Activités d'enquête	1	1	1	1
8110Z	Activités combinées de soutien lié aux bâtiments	1	1	1	2
8121Z	Nettoyage courant des bâtiments	1	2	3	4
8122Z	Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel	2	3	3	4
8129A	Désinfection, désinsectisation, dératisation	1	1	2	2
8129B	Autres activités de nettoyage n.c.a.	2	3	3	4
8130Z	Services d'aménagement paysager	1	1	2	3
8211Z	Services administratifs combinés de bureau	1	1	1	1
8219Z	Photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de	1	2	3	4
8220Z	Activités de centres d'appels	0	0	0	0
8230Z	Organisation de foires, salons professionnels et congrès	1	1	1	1
8291Z	Activités des agences de recouvrement de factures et des sociétés d'information financière sur la	1	1	1	2
8292Z	clé				
8292Z	Activités de conditionnement	2	3	3	4
8299Z	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	1	1	1	1



NAF	LIBELLE	EFFECTIF SALARIE			
		0 à 2	3 à 5	6 à 9	10 et +
8411Z	Administration publique générale	1	2	3	4
8412Z	Administration publique (tutelle) de la santé, de la formation, de la culture et	1	2	3	4
8413Z	Administration publique (tutelle) des activités économiques	1	1	2	2
8423Z	Justice	1	2	3	4
8424Z	Activités d'ordre public et de sécurité	1	2	3	4
25Z	Services du feu et de secours	1	2	3	3
8430A	Activités générales de sécurité sociale	1	2	3	4
8430C	Distribution sociale de revenus	1	1	2	2
8510Z	Enseignement pré-primaire	0	0	0	0
8520Z	Enseignement primaire	0	0	0	0
8531Z	Enseignement secondaire général	0	0	0	0
8532Z	Enseignement secondaire technique ou professionnel	1	1	1	2
8542Z	Enseignement supérieur	2	3	4	5
8551Z	Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	1	2	3	4
8552Z	Enseignement culturel	1	1	2	3
8553Z	Enseignement de la conduite	1	1	1	1
8559A	Formation continue d'adultes	1	1	1	2
8559B	Autres enseignements	1	1	1	2
8560Z	Activités de soutien à l'enseignement	1	1	1	2
8610Z	Activités hospitalières	1	1	1	1
8621Z	Activité des médecins généralistes	1	1	2	3
8622A	Activités de radiodiagnostic et de radiothérapie	1	1	2	3
8622B	Activités chirurgicales	1	1	1	2
8622C	Autres activités des médecins spécialistes	1	1	2	3
8623Z	Pratique dentaire	1	1	2	3
8690A	Ambulances	1	1	2	3
8690B	Laboratoires d'analyses médicales	1	1	2	3
8690C	Centres de collecte et banques d'organes	1	1	2	2
8690D	Activités des infirmiers et des sages-femmes	1	1	1	2
8690E	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des	1	1	1	2
8690F	Activités de santé humaine non classées ailleurs	1	1	1	2
8710A	Hébergement médicalisé pour personnes âgées	3	4	5	6
8710B	Hébergement médicalisé pour enfants handicapés	3	4	5	6
8710C	Hébergement médicalisé pour adultes handicapés et autre hébergement	3	4	5	6
8720A	Hébergement social pour handicapés mentaux et malades mentaux	3	4	5	6
8720B	Hébergement social pour toxicomanes	3	4	5	6
8730A	Hébergement social pour personnes âgées	3	4	5	6
8730B	Hébergement social pour handicapés physiques	3	4	5	6
8790A	Hébergement social pour enfants en difficultés	3	4	5	6
8790B	Hébergement social pour adultes et familles en difficultés et autre	3	4	5	6
8810A	Aide à domicile	1	1	2	3
8810B	Accueil ou accompagnement sans hébergement d'adultes handicapés	2	3	3	4
8810C	Aide par le travail	2	3	3	4
8891A	Accueil de jeunes enfants	2	2	3	3
8891B	Accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants handicapés	2	3	3	4
8899A	Autre accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants et	2	3	3	4
8899B	Action sociale sans hébergement n.c.a.	2	3	3	4
9001Z	Arts du spectacle vivant	1	2	2	3
9002Z	Activités de soutien au spectacle vivant	1	2	2	3
9003A	Création artistique relevant des arts plastiques	1	2	2	3
9003B	Autre création artistique	1	2	2	3
9004Z	Gestion de salles de spectacles	1	2	2	3
9101Z	Gestion des bibliothèques et des archives	1	2	2	3
9102Z	Gestion des musées	1	2	2	3
9103Z	Gestion des sites et monuments historiques et des attractions touristiques	1	2	2	3
9104Z	Gestion des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles	1	2	2	3
9200Z	Organisation de jeux de hasard et d'argent	2	3	4	5
9311Z	Gestion d'installations sportives	1	2	2	3
9312Z	Activités de clubs de sports	1	1	1	2
9313Z	Activités des centres de culture physique	1	2	3	4
9319Z	Autres activités liées au sport	1	1	1	2
9321Z	Activités des parcs d'attractions et parcs à thèmes	5	5	6	6
9329Z	Autres activités récréatives et de loisirs	5	5	6	6
9411Z	Activités des organisations patronales et consulaires	1	1	2	3
9412Z	Activités des organisations professionnelles	1	1	2	3
9420Z	Activités des syndicats de salariés	1	1	2	3
9491Z	Activités des organisations religieuses	0	0	0	0
9492Z	Activités des organisations politiques	1	1	1	1
9499Z	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	0	0	0	0
9511Z	Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques	1	3	4	5
9512Z	Réparation d'équipements de communication	2	3	4	5
9521Z	Réparation de produits électroniques grand public	2	3	4	5
9522Z	Réparation d'appareils électroménagers et d'équipements pour la maison et	2	3	4	5
9523Z	Réparation de chaussures et d'articles en cuir	1	2	3	4
9524Z	Réparation de meubles et d'équipements du foyer	2	2	3	4
9525Z	Réparation d'articles d'horlogerie et de bijouterie	1	1	1	2
9529Z	Réparation d'autres biens personnels et domestiques	1	3	4	5
9601A	Blanchisserie-teinturerie de gros	2	3	4	5
9601B	Blanchisserie-teinturerie de détail	1	2	3	4

033-243300563-20240627-DEL-2024-06-088-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/07/2024
Publication : 02/07/2024

Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS



NAF	LIBELLE	EFFECTIF SALARIE			
		0 à 2	3 à 5	6 à 9	10 et +
9602A	Coiffure	1	2	2	3
9602B	Soins de beauté	1	1	1	2
9603Z	Services funéraires	1	1	1	2
9604Z	Entretien corporel	1	1	1	2
9609Z	Autres services personnels n.c.a.	1	2	3	4



ANNEXE 3 : COLLECTES EN POINT D'APPORT VOLONTAIRE POUR LES GROS PRODUCTEURS DE DECHETS

A. PRODUCTEURS CONCERNES

La COBAS prescrit la mise en place des conteneurs enterrés (ou semi-enterrés) pour la collecte des déchets ménagers et assimilés des gros producteurs, à savoir :

- les ensembles immobiliers (verticaux/horizontaux) dès lors que le nombre de logements est supérieur ou égal à 30,
- tout autre producteur public ou privé dont la production hebdomadaire de déchets est susceptible d'atteindre 5 000 litres d'ordures ménagères résiduelles ou d'emballages.

B. MODALITÉS DE MISE EN PLACE

Le gestionnaire ou porteur de projet prend à sa charge l'étude du projet, les demandes d'autorisation, la réalisation des travaux de génie civil selon le cahier des charges transmis par la COBAS.

L'acquisition des conteneurs enterrés ou semi-enterrés et la mise en place seront prises en charge par la COBAS.

Le porteur de projet associe les services de la COBAS aux réunions de chantiers et assure la diffusion des comptes-rendus de chantier et informe la COBAS de la date de démarrage des travaux de génie civil, afin de pouvoir planifier les commandes de conteneurs.

La COBAS se réserve la possibilité d'équiper à ses frais les conteneurs :

- D'un contrôle d'accès afin d'identifier le volume déposé par chaque producteur,
- D'une sonde de télérelève permettant de connaître le taux de remplissage des conteneurs et éviter ainsi les débordements.

C. CALCUL DE LA DOTATION

La dotation est calculée par la COBAS en fonction de la typologie des logements et du nombre théorique d'habitants par logement, selon la grille suivante :

Typologie du logement	Nombre d'occupants
T1	1
T2	2
T3	3
T4	4
T5	5
T6	6
T7	7

Collecte des ordures ménagères et emballages recyclables :

Dotation en bornes enterrées ou semi-enterrées de 5000 litres calculée selon le nombre d'occupants théoriques par type de logement x 7 jours de stockage x 5 litres de production journalière par flux.



Collecte des biodéchets : Mise à disposition par la COBAS d'un bac roulant de 120 litres ou 240 litres par tranche de 30 logements, qui sera disposé dans un abri-bac.

Une plateforme béton ou bitume permettant de recevoir le(s) bac(s) biodéchets sera créée par le producteur et prévoira dans sa conception, un cheminement piétonnier équipé d'une descente charretière pour faciliter l'aménage-replis des bacs jusqu'à la voie publique de collecte.

D. CONTRAINTES DE COLLECTE

La collecte des déchets ménagers et assimilés implique les contraintes suivantes :

- Respect des angles de giration, du sens de circulation (interdiction de reculer ou de collecter à contre sens) ;
- Vérification de la largeur des voies d'accès et implantation de bornes ou de potelets lors de la collecte des PAV ;
- Absence de stationnement devant les conteneurs et voie d'accès dégagée de tout véhicule gênant ;
- Pour les voies privées, signature préalable d'une convention actant la mise à disposition des contenants et les modalités de collecte avec la COBAS ;
- Si possible, prévision d'une voie d'accès réservée au camion de collecte.

E. CONTRAINTES GÉNÉRALES D'IMPLANTATION DES CONTENEURS ENTERRÉS (OU SEMI-ENTERRÉS)

L'implantation de conteneurs enterrés (ou semi-enterrés) doit être faite en fonction de l'accessibilité du camion de collecte et des contraintes de relevage, et nécessite une étude préalable des réseaux souterrains.

En particulier, les contraintes suivantes devront être prises en compte :

- Vérifier qu'il n'y ait aucun obstacle aérien (arbres, candélabres, câblages électriques, balcons, devantures...) ;
- Laisser entre l'équipement installé et un mur de façade, la distance minimale de 1,40 mètres pour permettre le cheminement piéton ;
- S'assurer de la parfaite étanchéité des mobiliers pendant la pose (eaux pluviales et souterraines).

Il est fait obligation aux porteurs de projets de soumettre à l'accord écrit de la COBAS :

- Le projet de localisation des points d'apport volontaire.

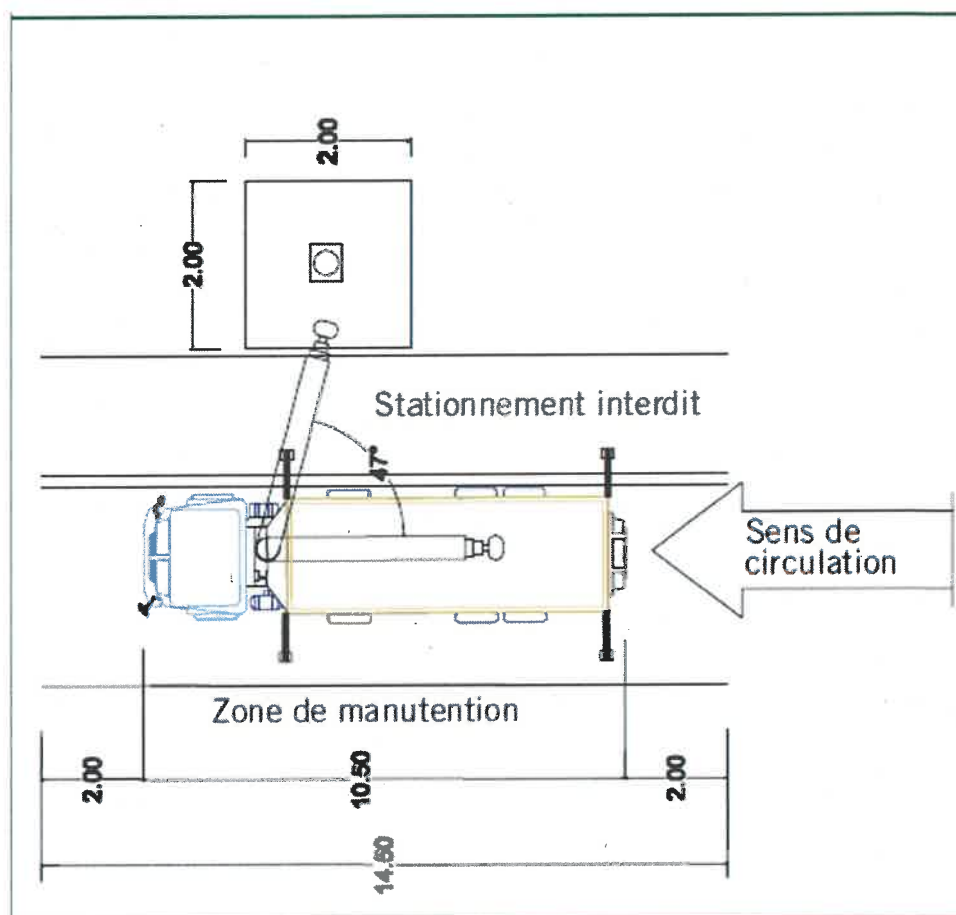
F. CARACTÉRISTIQUES DES VÉHICULES DE COLLECTE (D'APRÈS LES CONTRAINTES MAXIMALES)

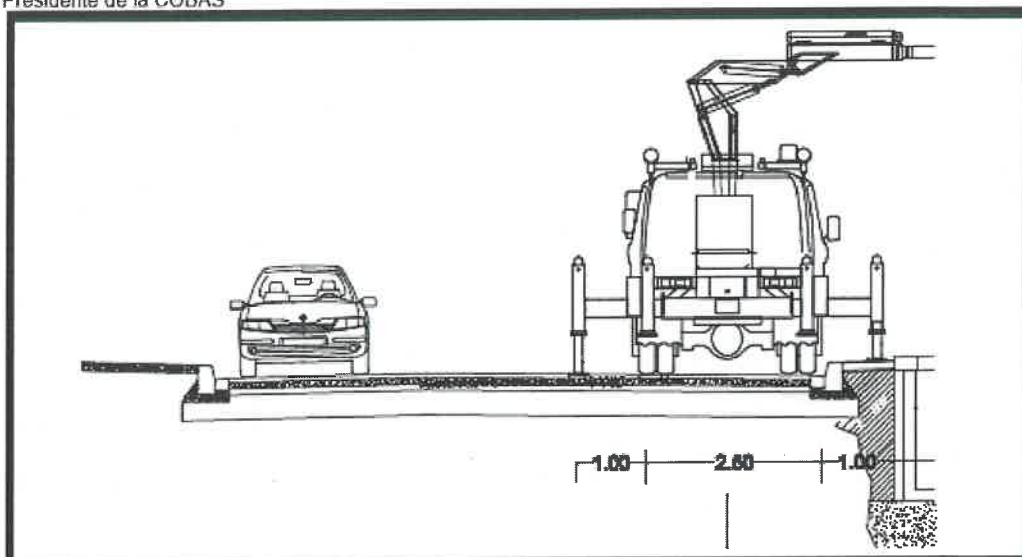
- Longueur hors tout : 10,50 mètres ;
- Largeur hors tout : 2,50 mètres ;
- Hauteur hors tout : 4,00 mètres ;
- Poids total en charge : 26 tonnes ;
- Rayon de braquage des roues avant : 8 mètres ;



- Hauteur maxi de levage : 10,50 mètres ;
- Béquilles stabilisatrices : 1 mètre déployé de chaque côté du camion, soit un gabarit d'une emprise totale de 4,5 mètres
- Longueur de la flèche maximum de 10 mètres linéaires depuis l'axe de la grue ;
- Poids maximal à lever : 1,5 tonne à 8 mètres.

G. SCHÉMAS DES CONTRAINTES DE COLLECTE ET D'IMPLANTATION DES CONTENEURS ENTERRÉS (OU SEMI-ENTERRES)





Sur les axes de forte circulation, la zone de stationnement et de manutention devra être matérialisée par un marquage au sol et strictement réservée aux véhicules de la COBAS.

H. DÉFINITION DES CONDITIONS MINIMALES NÉCESSAIRES À LA MISE EN ŒUVRE DES PAV

Les conteneurs implantés présenteront les volumes suivants :

- Ordures ménagères = 5 m³
- Emballages recyclables = 5 m³
- Verre = 4 m³
- Biodéchets : Bacs roulants 120 ou 240 litres

I. ABSENCE OU RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX

En cas de retard ou d'absence de réalisation des travaux de génie civil, demandés par la COBAS lors de l'instruction du permis de construire, il appartient au gestionnaire dudit ensemble d'en aviser la COBAS. Le constructeur devra également prendre en considération le délai de fourniture des équipements donné par la COBAS dans son planning d'exécution.

En cas de retard du fait du promoteur, des bacs roulants pourront être mis à disposition des occupants, de façon temporaire ; Il s'agit d'un dispositif visant à répondre aux règles de salubrité publique, facturé au demandeur (selon les tarifs en vigueur pour les collectes exceptionnelles) dans l'attente de la mise en place opérationnelle des conteneurs.



ANNEXE 4 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA COLLECTE DES DECHETS EN HABITAT COLLECTIF DE MOINS DE 30 LOGEMENTS

A. RÈGLES D'ATTRIBUTION DES BACS ROULANTS EN HABITAT COLLECTIF

Pour les ensembles immobiliers dont le nombre de logements est inférieur ou égal à 29 logements, des bacs roulants sont mis à la disposition pour la collecte en porte-à-porte des ordures ménagères résiduelles (OMR), des emballages recyclables et des biodéchets.

Dès lors que le nombre de logements est supérieur ou égal à 30, le porteur du projet doit se référer à l'annexe 3 du présent règlement.

Le nombre de bacs roulants attribués par habitat collectif est déterminé en fonction du nombre de logements concernés et du volume des déchets ménagers à considérer.

En cas de présence de commerces en pied d'immeuble, le nombre de bacs doit être majoré, en fonction de l'activité professionnelle.

1. Détermination du nombre théorique d'occupants

Le nombre théorique d'occupants est déterminé sur la base du calcul suivant :

Typologie du logement	Coefficient Occupants
T1	1
T2	2
T3	3
T4	4
T5	5
T6	6
T7	7

Ce nombre est multiplié par le nombre de logements.

2. Détermination du nombre de bacs à mettre à disposition

La production théorique de déchets par habitant est multipliée par le nombre d'occupants théorique de l'ensemble immobilier : 5 litres pour les OMR, 5 litres pour les emballages recyclables et 3 litres pour les biodéchets.

3. Changement de dotation

La demande de changement de dotation à l'initiative du gestionnaire de l'ensemble immobilier ou du représentant des copropriétaires fera l'objet d'une facturation selon le tarif fixé par délibération de la COBAS.



B. DISPOSITIONS RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT DES LOCAUX OU EMPLACEMENTS POUR LE STOCKAGE DES DÉCHETS

1. Détermination de la surface au sol nécessaire

La surface au sol des locaux ou emplacement pour le stockage des déchets à prévoir, est liée à l'emprise au sol des bacs mise en place par la COBAS. A cette surface initiale, il convient d'ajouter une majoration pour l'aisance de manipulation desdits contenants.

Surface de stockage à prévoir selon le type de bac :

Type	Surface de stockage à prévoir
120 ou 180 litres	0.8
240 litres	1
340 litres	1.2
660 litres	2.4
770 litres	2.4

Pour la collecte des biodéchets, le volume du ou des bacs mis à disposition sera de 120 litres ou 240 litres uniquement.

2. Dispositions à suivre pour la création d'un local « poubelle » collectif

Le local devra être à *minima* conforme aux prescriptions de l'article 77 du règlement sanitaire départemental (arrêté préfectoral du 23 décembre 1993).

« Art. 77 - Emplacement des récipients à ordures ménagères

Dans les immeubles collectifs, les récipients mis à la disposition des occupants pour recevoir leurs ordures ménagères doivent être placés à l'intérieur de locaux spéciaux, clos, ventilés. Le sol et les parois de ces locaux doivent être constitués par des matériaux imperméables et imputrescibles ou revêtus de tels matériaux ou enduits ; Toutes dispositions doivent être prises pour empêcher l'intrusion des rongeurs ou insectes. Les portes de ces locaux doivent fermer hermétiquement. Un poste de lavage et un système d'évacuation des eaux doivent être établis dans chacun de ces locaux pour faciliter l'entretien dans des conditions telles que ni odeur ni émanation gênante ne puissent pénétrer à l'intérieur des habitations.

Ces locaux ne doivent pas avoir de communications directes avec les locaux affectés à l'habitation, au travail ou au remisage de voitures d'enfants, à la restauration et à la vente de produits alimentaires.

Si dans certains bâtiments anciens, la disposition des lieux ne permet pas la création de tels locaux, les mesures suivantes doivent être adoptées selon les volumes disponibles :

- *Soit l'établissement de locaux pour le seul remisage des récipients vides, en dehors des heures de mise à disposition des usagers, et présentant les mêmes caractéristiques que les locaux visés à l'alinéa 1 ci-dessus,*
- *Soit le remisage des récipients vides correctement nettoyés aux emplacements où ils gênent le moins les occupants de l'immeuble. En tout état de cause, ils ne doivent pas être placés dans les lieux d'accès aux cages d'escaliers.*



Dans ces deux cas, un point d'eau et une évacuation des eaux usées doivent être aménagés pour permettre l'entretien des récipients.

Dans les immeubles collectifs importants, les locaux de remisage des récipients à ordures ou de réception des vide-ordures, quand ces derniers équipements sont prévus, doivent, sans préjudice des réglementations spécifiques, être conçus, quant à leurs dimensions, leurs dispositions et leurs accès à partir de la voie publique, de façon à permettre l'utilisation de récipients de grande capacité ou tous autres moyens adaptés aux productions importantes d'ordures susceptibles d'être imposés par les services de collecte des ordures ménagères en considération même de cette production. »

La COBAS complète les prescriptions de l'article 77 du règlement sanitaire départemental par les dispositions suivantes :

- Le rapport des dimensions du local (longueur sur largeur) doit être inférieur à 2 ;
- L'emplacement du local devra être compatible avec les règlements des P.L.U. et recevoir l'avis du service de collecte ;
- La surface au sol du local de stockage sera validée par le service de collecte de la COBAS ;
- Le sol sera aménagé avec un point d'évacuation des eaux usées raccordé au réseau d'assainissement selon les prescriptions du concessionnaire ;
- Le local sera équipé d'un point d'eau permettant le lavage et la désinfection du local et des conteneurs. Le nettoyage du local aura lieu aussi souvent que nécessaire ;
- Dans le cas de modification des locaux anciens ne donnant pas lieu à délivrance d'un permis de construire, les aménagements de logements ou de locaux commerciaux devront comporter un emplacement pour les conteneurs. Cet emplacement sera soumis à l'agrément préalable du service de collecte ;
- Le local doit être convenablement ventilé.

3. Cas des aires de présentation

Elles doivent avoir les caractéristiques suivantes :

- Être dimensionnées de manière à pouvoir contenir l'ensemble de la dotation des bacs
- Être situées en limite de propriété
- Les bacs doivent pouvoir être collectés sans qu'un obstacle ne se présente (portail etc....)
- L'accès à cette aire de présentation se fera directement depuis le domaine public
- L'ouverture devra permettre la descente et le passage des bacs (1,50 mètres minimum)



ANNEXE 5 : RÈGLEMENT DES DÉCHÈTERIES ET POINT VERT RESERVÉS AUX PARTICULIERS

A. DÉFINITION

Une déchèterie et un point vert sont des centres d'apport volontaire ouverts aux particuliers pour le dépôt sélectif des déchets dont ils ne peuvent se débarrasser de manière satisfaisante par la collecte en porte à porte du fait de leur encombrement, de leur quantité ou de leur nature.

Après un stockage transitoire, les déchets sont soit valorisés dans des filières adaptées, soit éliminés dans des installations autorisées à les recevoir.

La mise en place des déchèteries sur le territoire de la COBAS répond à plusieurs objectifs :

- Limiter la prolifération de dépôts sauvages en préservant l'environnement,
- Permettre à la population d'évacuer ses déchets dans de bonnes conditions,
- Economiser les matières premières en recyclant les déchets collectés.

B. ORGANISATION DE LA COLLECTE EN DECHETERIES ET POINT VERT SUR LE TERRITOIRE

La COBAS exploite un réseau de 6 déchèteries et d'un point vert réservés aux particuliers répartis sur le territoire :

Déchèterie d'Arcachon : bd Mestrezat, 33120 ARCACHON ;

Point Vert d'Arcachon : avenue du Parc, 33120 ARCACHON ;

Déchèterie de La Teste de Buch : av. de l'Aérodrome, Z.I., 33260 LA TESTE-DE-BUCH ;

Déchèterie de Cazaux : allée M. Dufaure, 33260 CAZAUX ;

Déchèterie du Pyla-sur-Mer : av. de Biscarrosse, 33115 PYLA SUR MER ;

Déchèterie de Gujan-Mestras : av. de Césarée, 33470 GUJAN-MESTRAS ;

Déchèterie du Teich : Allée de la Grande Craste, 33470 LE TEICH.

Le fonctionnement des déchèteries se caractérise par une harmonisation des conditions d'ouverture, avec l'application d'un horaire unique pour l'ensemble des déchèteries (hormis le point vert spécifiquement dédié aux dépôts de déchets végétaux).

Note : Les déchets des professionnels ne sont acceptés que sur les déchèteries réservées aux professionnels, à savoir au centre de transfert à La Teste de Buch, et au centre de valorisation des déchets au Teich.

Seuls les cartons pliés et mis à plat, le verre et le papier des professionnels sont acceptés dans toutes les déchèteries.



C. JOURS ET HORAIRES D'OUVERTURE

Les déchèteries et le point vert sont ouverts tous les jours selon les horaires présentés ci-après.

a) Horaires d'ouverture des déchèteries

DÉCHÈTERIES	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
du lundi au samedi	8h30-12h20 et 13h30-17h50	8h30-12h20 et 13h30-18h20					7h30-12h30 et 13h15-15h15	8h30-12h20 et 13h30-18h20	8h30-12h20 et 13h30-17h50			
le dimanche	8h30 à 11h50						7h30 à 12h30	8h30 à 11h50				

b) Horaires d'ouverture du point vert

POINT VERT ABATILLES	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	novembre	décembre
du lundi au vendredi	14h-17h50			8h30-12h20 et 13h30-18h20			7h30 à 12H30	8h30-12h20 et 13h30 à 18h20	14h-17h50			
samedi	8h30-12h20 et 13h30-17h50.								8h30-12h20 et 13h30-17h50.			
dimanche	8h3-11h50								8h30-11h50			

c) Horaires d'ouverture Jours Fériés

Les déchèteries :

- Le matin uniquement de 08h30 à 11h50, à l'exception des 1^{er} janvier, dimanche de Pâques, 1^{er} mai, dimanche de Pentecôte et 25 décembre où l'ensemble des déchèteries sont fermées toute la journée.

Le point vert :

- En période estivale (1^{er} avril au 30 septembre) le matin uniquement de 08h30 à 11h50, à l'exception du dimanche de Pâques, 1^{er} mai et du dimanche de Pentecôte où le point vert est fermé toute la journée
- En période hivernale (du 1^{er} octobre au 31 mars) le point vert est fermé toute la journée les 1^{er} janvier, 1^{er} novembre, 11 novembre et 25 décembre.

D. CONDITIONS D'ACCÈS

L'accès en déchèteries est gratuit et est uniquement autorisé aux particuliers résidents sur le territoire et selon les conditions définies dans le présent règlement.

Le dépôt journalier est limité à 1m³ et l'accès aux déchèteries est réservé aux véhicules de tourisme et aux véhicules utilitaires légers de moins de 3.5 tonnes de PTAC et de moins de 1.90 mètres de hauteur.

Les véhicules hors gabarit conduit par un particulier sont autorisés à se stationner « au pied » de la déchèterie. Il appartiendra alors à l'usager d'assurer son déchargement depuis cette zone en respectant les consignes de sécurité du site.



Les déchèteries sont accessibles pendant les horaires d'ouverture, en présence d'un gardien. Il est interdit d'accéder aux déchèteries en dehors des horaires d'ouverture et de déposer des déchets aux portes des déchèteries durant les heures de fermeture, sous peine de poursuites judiciaires.

E. RÔLE DES USAGERS ET DES PERSONNELS DE DÉCHÈTERIES

Les usagers sont tenus de :

- Respecter le plan de circulation et ne pas encombrer l'accès aux déchèteries,
- Se référer à la signalétique pour le dépôt des déchets,
- Respecter les consignes de tri et les limitations de dépôts énoncés dans le présent règlement,
- Respecter les mesures sanitaires en vigueur.

Le ou les gardiens présents assurent l'accueil des usagers, le contrôle des apports et d'une façon générale le bon fonctionnement de la déchèterie. Ils assurent également la réception des déchets dangereux et leur rangement dans les contenants spécifiques.

F. RÈGLES DE SÉCURITÉ

La circulation dans l'enceinte des déchèteries doit se faire dans le strict respect du code de la route et de la signalisation mise en place. Les véhicules doivent être stationnés sur les quais à proximité des bennes.

Il est interdit de descendre dans les bennes et/ou de récupérer des matériaux ou objets déjà déposés (chiffonnage interdit). La COBAS se dégage de toute responsabilité en cas d'incidents relevant d'un non-respect du règlement intérieur des déchèteries.

Les usagers sont tenus de :

- Déposer les produits dans les bennes ou conteneurs prévus à cet effet, selon les consignes affichées,
- Déposer les déchets dangereux selon les consignes affichées, dans des contenants fermés et identifiés et/ou les confier au gardien,
- Ramasser les déchets qui seraient tombés au sol lors du dépôt dans les bennes ou conteneurs,
- Limiter la circulation à pied dans les déchèteries et utiliser le cheminement piétonnier en place,
- Respecter la zone de sécurité mise en œuvre lors des opérations de compaction des déchets.

G. DÉCHETS ACCEPTÉS

Sont acceptés les déchets suivants, dans la limite de 1 m³ par jour pour l'ensemble des déchèteries.

Dans toutes les déchèteries :

- Déchets encombrants non valorisables
- Déchets Inertes résultant de travaux effectués par les particuliers
- Bois Multi-REP en mélange (Bois d'ameublement et de construction)
- Plastiques Multi-Rep en mélange (Plastiques d'ameublement et de construction)
- Métaux



- Plâtre
- Menuiseries vitrées
- Papiers, cartons
- Déchets végétaux
- Huiles usagées (vidange moteur)
- Huiles alimentaires
- Verre
- Déchets spéciaux (batteries, piles, peintures, ...)
- DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) Ce sont des équipements qui fonctionnent grâce à des courants électriques ou à des champs électromagnétiques c'est à dire tous les équipements avec prise électrique, piles ou accumulateurs (rechargeables). Ils deviennent des déchets lorsqu'ils sont voués à l'abandon par leurs détenteurs.

On distingue 5 grandes catégories :

- ✓ Le gros électroménager "froid" (congélateurs, réfrigérateurs...),
- ✓ Le gros électroménager "hors froid" (fours, lave-vaisselle, lave-linge...),
- ✓ Les ordinateurs, les télévisions, les caméscopes, les magnétoscopes, les chaînes hi-fi ...
- ✓ Les PAM, c'est-à-dire les petits appareils ménagers (fers à repasser, cafetières, robots ménagers, consoles de jeux, téléphones, perceuses...),
- ✓ Les lampes (tubes fluorescents, lampes basse consommation, lampes LED ou diodes électroluminescentes...), sauf les lampes à filaments.
- DEA (déchets d'éléments d'ameublement) : La benne autres « DEA » est composée des matelas, des sièges et rembourrés, couettes, oreillers, sacs de couchage, des éléments de décorations textiles et autres déchets d'ameublement et de décoration ne pouvant intégrer les bennes Bois ou Plastiques Multi-Rep.
- Souches (uniquement déchèteries de La Teste de Buch et Gujan-Mestras)
- Bois d'emballages (Palettes, cagettes), uniquement à La Teste de Buch et à Gujan-Mestras.
- Extincteurs de moins de 2 kg
- Textiles
- Aides techniques (fauteuils et lits médicalisés, siège de douche) : uniquement à la Teste de Buch.
- Articles de Sport et de Loisirs (ASL). Ce sont les équipements utilisés dans le cadre d'une pratique sportive ou d'un loisir de plein air ; incluant les accessoires et les consommables, définis à l'article R543-330 du Code de l'Environnement.
- Les Jeux et les Jouets. On entend par « les jouets, tels que définis à l'article 2 du décret n° 2010-166 du 22 février 2010 relatif à la sécurité des jouets » : les produits qui sont conçus pour être utilisés, exclusivement ou non, à des fins de jeux par des enfants de moins de quatorze ans ou destinés à cet effet.

En pratique, il s'agit notamment :

- ✓ Des jeux de plein air,
- ✓ Des jeux d'intérieur (poupée, peluche, construction, jeux d'action...)
- ✓ Des jeux de société et puzzles (moins de 500 pièces)



- ✓ Des jouets cadeaux (entendus comme un jouet distribué gratuitement au consommateur dans le cadre de la vente d'un autre produit, par exemple un repas d'enfant ou un magazine)

Les jouets à piles, électriques ou électroniques, les articles d'écriture ou de dessin, les articles de sport et loisirs, ainsi que les jouets pour animaux ne sont pas couverts par cette filière.

- Articles des Bricolage et de Jardin (ABJ). L'ADEME définit les articles de bricolage et de jardin comme étant « tout équipement, outillage manuel ou thermique, destiné à une activité consistant en des travaux de réparation, d'installation ou d'aménagement et/ou des activités d'aménagement et d'entretien d'un jardin, susceptible d'être possédé par les ménages ».

Ces articles sont répartis en 5 grandes catégories (liste non exhaustive) :

- ✓ Outillage à main : marteaux, tournevis, scies, pinces, ...
- ✓ Petits équipements : tuyaux d'arrosage et d'irrigation, dispositifs d'application de produits (pinceaux et brosses à peinture, rouleaux à peinture), protections pour jardin et bricolage (films plastiques filets, bâches) équipements de protection corporelle (casques, gants)...
- ✓ Accessoires et consommables : accessoires et consommables pour outils (mèches, forêts), accessoires et consommables pour l'arrosage (pistolets, lances, pommes d'arrosage), autres accessoires pour le bricolage et jardin (colliers de serrage, clips de serrage)
- ✓ Gros équipements : escabeau, échelle, marchepied, brouette ...
- ✓ Machines et appareils thermiques et non thermiques : débroussailleuses, coupes bordures, aspirateurs/souffleurs...

Pour le point vert, sont autorisés :

- Débris de jardin (tontes, tailles, branchages)
- Souches
- Cartons
- Piles et accumulateurs
- Textiles

A la déchèterie de la Teste de Buch uniquement :

La COBAS accepte de recevoir sur rendez-vous les plaques d'amiante en fibrociment entières et emballées des particuliers résidant sur le territoire selon les conditions suivantes, selon la procédure suivante :

- Se présenter à l'accueil du Pôle Environnement pour prise de rendez-vous (680 Bis, Av de l'aérodrome à la Teste. Heures d'ouverture : 8h-12h / 13h30- 17h du lundi au vendredi. Venir obligatoirement avec un justificatif de domicile et une carte d'identité).
- A cette occasion, un contenant spécifique (un big bag maximum) pour entreposer les plaques d'amiante sera remis.
- Le nombre de plaques contenues dans le big bag ne pourra excéder 2 pièces.
- La COBAS se réserve le droit de venir évaluer l'origine, la quantité et la qualité des déchets amiantés chez le particulier.



- Le jour du rendez-vous, déposer le big bag fermé à la déchèterie de la Teste de Buch située au 680 Bis Av de l'aérodrome, sur présentation de la carte d'identité utilisée lors de la prise de rendez-vous.
- Au moment du dépôt, le registre de réception des déchets amiantés sera complété par l'agent de la COBAS et signé par le déposant.

H. DÉCHETS INTERDITS

Sont strictement interdits les déchets suivants :

- Déchets industriels ;
- Déchets putrescibles (à l'exception des tontes et tailles de jardin) ;
- Déchets présentant des risques pour la sécurité des personnes et pour l'environnement en raison de leur inflammabilité, de leur toxicité, de leur pouvoir corrosif ou de leur caractère explosif ;
- Déchets d'assainissement (boue de fosse septique, déchets de bacs dégraisseurs, ...) ;
- Les déchets dangereux et les déchets industriels spéciaux appartenant aux catégories A, B et C, définis par les arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 modifiés notamment les traverses de chemin de fer ;
- PCB (polychlorobiphényles) ;
- Déchets radioactifs ;
- Déchets présentant un risque pathogène ;
- Déchets solides, pulvérulent, boue ou liquide présentant un risque de pollution chimique ;
- Déchets physiquement ou chimiquement instables ;
- Tout emballage ayant contenu les produits précités ;
- Les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 %,
- Pneumatiques,
- Fusées de détresse,
- Le sable pelon et terre végétale.

I. SÉPARATION DES MATÉRIAUX VALORISABLES

Il est fait obligation aux utilisateurs de la déchèterie de procéder à la séparation des matériaux valorisables en déposant les matériaux à trier dans les conteneurs appropriés suivant les indications des gardiens.

Les déchets non valorisables devront être déposés dans les conteneurs qui leur sont destinés.

J. SURVEILLANCE ET ACCUEIL DES UTILISATEURS

Les gardiens sont chargés :

- De tenir les registres à jour (cahier mouvement, DDS, amiante etc...) ;
- D'assurer l'ouverture et la fermeture des déchèteries ;
- De veiller à la bonne tenue du centre ;
- D'informer, de guider et d'aider les utilisateurs à décharger les véhicules si nécessaire ;



- D'interroger les usagers afin d'établir des statistiques de fréquentation destinées à l'amélioration du service ou pour autoriser l'accès.

K. INFRACTION AU RÈGLEMENT ET COMPORTEMENT DES USAGERS

Sont interdits :

- Toute livraison de déchets tels que définis à l'article 4 ;
- Toute action de "chiffonnage" ou d'une manière générale toute action visant à entraver le bon fonctionnement de l'établissement ;
- Le stationnement des véhicules sur la plateforme (ils devront quitter la plateforme dès le déchargement afin d'éviter tout encombrement) ;
- Descente dans les bennes ;
- Fumer sur le site.

L. LITIGES

En cas de litige, la COBAS est seule habilitée à juger, en fonction de la qualité et de la quantité des déchets si ceux-ci sont acceptables.

M. MODIFICATIONS

Le présent règlement peut être modifié à tout moment et sans préavis par l'autorité communautaire pour tout motif tiré de l'intérêt général.

N. CONSULTATION DU RÈGLEMENT

Le présent règlement sera affiché sur chacune des déchèteries de la COBAS et sera disponible pour consultation au Pôle Environnement de la COBAS.

O. VIDÉOPROTECTION

Afin de lutter contre les incivilités, le vol et vandalisme et de lutter contre les dépôts sauvages de déchets à l'intérieur et aux abords des sites, la COBAS installe sur ces sites d'exploitation des caméras assurant une vidéo protection des individus et des équipements.

Ces équipements sont soumis à autorisation préfectorale.



ANNEXE 6 : REGLEMENT DES DECHETERIES PROFESSIONNELLES

A. DISPOSITIONS COMMUNES AUX DECHETERIES PROFESSIONNELLES DE LA COBAS

1. Définition

Les déchèteries professionnelles sont des équipements d'apport volontaire des déchets.

Il s'agit d'un espace aménagé et clôturé où les professionnels, artisans, commerçants et services communaux, peuvent apporter certains déchets en les répartissant dans des conteneurs spécifiques en vue de les valoriser ou de les éliminer.

2. Modalités d'accès et de dépôt

a) Qui

Sont autorisés à se rendre sur le site :

- Les professionnels, artisans, commerçants et services communaux
- Les particuliers, dont le gabarit du véhicule où le volume à déposer n'est pas en adéquation avec le règlement des déchèteries réservées aux particuliers.

b) Conditions d'accès aux sites

L'accès à ces sites est strictement réservé au détenteur d'un badge d'accès, lorsqu'il s'agit d'un professionnel ou d'une autorisation d'accès lorsqu'il s'agit d'un particulier, sous réserve de la signature préalable, d'une convention.

L'accès sans ouverture de compte, en paiement comptant, est autorisé sur la déchèterie professionnelle du centre de valorisation, lieu-dit Graulin, 33 470 LE TEICH.

1) Demande de badge(s) pour les professionnels

Elle s'effectue auprès de la COBAS sur remise :

- D'un extrait KBIS de l'établissement demandeur, en cours de validité,
- D'une copie de la carte grise du véhicule ou des véhicules qui seront utilisés pour se rendre à la déchèterie.

En cas d'utilisation d'un véhicule de location, il appartiendra au demandeur de remettre une copie de la carte grise de son véhicule personnel.

Le badge d'accès permet d'entrer sur l'ensemble des déchèteries professionnelles de la COBAS.

2) Demande d'accès pour les particuliers

Elle s'effectue auprès de la COBAS sur remise :

- D'une copie de la carte grise du ou des véhicules qui seront utilisés pour se rendre à la déchèterie.
- D'un justificatif de domicile

3) Convention



A réception de la demande la COBAS adressera au demandeur la convention désignant et fixant les conditions d'exécution du contrat et sur laquelle seront portées les indications ci-après énumérées :

- Pour les professionnels
 - La raison sociale de l'établissement
 - L'adresse de l'établissement
 - L'adresse de facturation
 - Le(s) numéro(s) du ou des badge(s) attribué(s)
 - Les conditions d'exécution du contrat

Le badge sera remis sous réserve de la signature de la convention par le professionnel qui en fait la demande.

En cas de perte ou de vol d'un badge, l'attributaire est tenu d'en informer la COBAS par écrit (courriel, télécopie ou courrier) afin que le badge concerné soit désactivé et qu'il soit procédé à son remplacement.

Le coût de la mise à disposition de badges supplémentaires et les remplacements de badges volés perdus, est fixé par délibération du Conseil Communautaire de la COBAS.

- Pour les particuliers
 - Les coordonnées du déposant
 - Les conditions d'exécution du contrat

4) Protocole de sécurité

Le déchargement doit être réalisé conformément aux dispositions inscrites au protocole de sécurité de chacun des sites de la COBAS. Le représentant de l'établissement professionnel détenteur d'un ou plusieurs badges d'accès ou le particulier détenteur d'une autorisation d'accès doit signer le protocole de sécurité pour chacun des sites fréquentés.

Pour les établissements professionnels, chacun des employés qui se présenteront sur les sites de la COBAS devront avoir pris connaissance du protocole de sécurité.

5) Fiche d'information préalable à l'acceptation d'un déchet (FIPAD)

Lors du 1^{er} passage et pour chaque année civile, conformément à l'arrêté préfectoral du 13 avril 2016, chaque déposant devra avoir déclaré son prévisionnel de dépôt, uniquement pour les déchets inertes.

c) Le refus d'accès aux sites

Le détenteur d'un badge ou le particulier disposant d'un droit d'accès à la déchèterie professionnelle pourra se voir refuser l'accès aux déchèteries de la COBAS, par le blocage de son badge pour les professionnels et par le refus d'ouverture de la barrière d'entrée pour les particuliers, dans les cas ci-après énumérés :

- Non-respect des dispositions du présent règlement de collecte
- Non-respect des conditions de sécurité des sites fréquentés
- En cas de facture(s) impayée(s)



3. Dispositions financières

a) Pour les professionnels

Les apports réalisés dans les déchèteries professionnelles par un professionnel sont payants et feront l'objet d'une facturation mensuelle émise, par la COBAS, à terme échu.

Cependant, en cas de chantier ponctuel ou d'apports exceptionnels ne nécessitant pas la création d'un compte client, le paiement au comptant est possible sur le site du centre de valorisation des déchets du Teich.

Le coût du dépôt est calculé selon :

- la nature des déchets : en cas de déchets non triés, le tarif appliqué à l'ensemble du chargement vidé, sera celui des déchets non valorisables.
- le prix, fixé par délibération du Conseil de la COBAS. Les prix de l'ensemble des produits autorisés sont consultables à l'accueil des déchèteries professionnelles ou sur simple demande écrite formulée auprès de la COBAS.

b) Pour les particuliers

Les apports réalisés dans les déchèteries professionnelles par un particulier sont gratuits jusqu'à un seuil maximum par année civile (montant fixé par délibération). Au-delà, les dépôts feront l'objet d'une facturation mensuelle émise, par la COBAS, à terme échu et selon la nature des déchets déposés.

4. Durée du contrat

Le contrat est conclu pour une durée de 1 (UN) an à compter de la date de signature des parties.

A l'expiration de ce délai, le contrat est prorogé par tacite reconduction.

Les contrats pourront être suspendus à la demande de la COBAS, si les déchets déposés ne sont pas conformes aux conditions définies dans le contrat et s'il est constaté un quelconque manquement aux préconisations des différents textes et règlements énoncés en préambule.

5. Résiliation du contrat

Le contrat peut être résilié à tout moment par le producteur, par lettre recommandée avec accusé de réception. Toutefois, pour des raisons techniques, cette résiliation prendra effet :

- Pour les professionnels : le jour où les badges auront été remis à la COBAS
- Pour les particuliers : à réception de la demande de résiliation

La COBAS peut mettre fin au contrat pour tout motif d'intérêt général.

En cas d'inexécution par le producteur de ses obligations, et après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 15 jours, le contrat sera résilié de plein droit et les badges mis à disposition du producteur, seront désactivés. L'entrée sur les sites de la déchèterie professionnelle ne sera dès lors plus possible.

En cas de liquidation judiciaire, le contrat sera réputé résilier à la date de la liquidation.

6. Litiges et recours

En cas de litige, sur la nature ou le volume des déchets déposés, il appartiendra au détenteur du badge d'en adresser la demande écrite auprès de la COBAS. La demande devra être accompagnée du ou des bons de pesées correspondant(s) ou autres justificatifs et objet(s) de la réclamation.

A défaut, la demande ne pourra pas faire l'objet d'un traitement par le service compétent de la COBAS. Tout différend qui naîtra de l'exécution ou de l'interprétation du présent règlement ou de la convention particulière signée entre les parties à l'acte, devra faire l'objet d'une tentative de conciliation amiable entre les parties.



Les litiges de toute nature, résultant de l'exécution de la convention seront du ressort du Tribunal Administratif de Bordeaux.

7. Exécution et modifications du règlement

a) Exécution

Le présent règlement est applicable à compter de son approbation en Conseil Communautaire sous réserve de l'accomplissement des formalités de l'entité de contrôle.

b) Modifications

Des modifications du présent règlement peuvent être décidées par la COBAS et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial.

Toutes modifications du Code Général des Collectivités Territoriales, du Code de la Santé Publique, du Code de l'Environnement ou/et du Règlement Sanitaire Départemental ou de la législation, seront applicables sans délai.

c) Consultation du règlement des déchèteries professionnelles

Le présent règlement sera affiché à l'accueil de la déchèterie professionnelle de la COBAS et sera disponible pour consultation :

- Au Pôle Environnement de la COBAS, 680B Avenue de l'Aérodrome 33260 LA TESTE-DE-BUCH
- À l'accueil des déchèteries professionnelles de la Teste de Buch et du Teich (cf. adresses ci-dessous)
- Sur le site internet de la COBAS : www.agglo-cobas.fr

B. DISPOSITIONS PARTICULIERES

1. Déchèterie professionnelle de La Teste de Buch

Adresse : 680B Avenue de l'Aérodrome, La Teste-de-Buch

Horaires d'ouverture :

- **Toute l'année**, du lundi au vendredi **de 08h00 à 18h30** en continu
- **Sauf Juillet et Août** : du lundi au vendredi **de 07h30 à 15h15** en continu

a) Déchets autorisés/refusés

1) Déchets autorisés

- Les déchets verts bruts et propres
- Bois brut et palettes
- Bois en mélange
- Emballages recyclables
- Cartons propres pliés
- Matériaux inertes



- Déchets d'équipement et d'ameublement triés
- Souches
- Ferrailles
- Les déchets non valorisables

2) Déchets refusés

- Les médicaments
- Les pneumatiques
- Les déchets présentant des risques pour la sécurité des personnes et pour l'environnement en raison de leur inflammabilité, de leur toxicité, de leur pouvoir corrosif ou de leur caractère explosif
- Les déchets dangereux et les déchets industriels spéciaux appartenant aux catégories A, B, C définis par les arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 modifié
- Les déchets d'activités de soins assimilés à risque infectieux
- Les déchets radioactifs
- Les déchets inflammables et explosifs, tels que les fusées de détresse
- Les déchets dangereux des ménages collectés séparément
- Les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30%
- Les déchets physiquement ou chimiquement instables
- Sable, pelon, terre végétale

b) La pesée

Si plusieurs produits sont à vider dans différents conteneurs, le véhicule devra effectuer autant de pesées que de produits à vider, dans le cas contraire, c'est le prix du produit le plus cher qui sera appliqué pour l'ensemble du chargement.

1) Entrée

L'accès au pont de pesée d'entrée est conditionné par la présentation du badge devant le lecteur spécialement dédié. Aucune levée de barrière ne pourra être réalisée en cas de dysfonctionnement du badge ou lorsque le détenteur ne dispose plus d'une autorisation d'accès pour quelque cause que ce soit.

2) Zone de dépôt :

Le port des EPI est obligatoire dans l'enceinte du site (gilet HV, Casque, Chaussures de sécurité). A l'entrée de la zone de dépôt, chaque professionnel se présente à l'agent d'accueil de la COBAS au niveau du bureau d'accueil ; l'agent de la COBAS contrôlera le chargement et orientera le déposant.

3) Sortie :

Après avoir réalisé le dépôt, il appartient au déposant :

- D'attendre le départ et la fermeture de la barrière de sortie lorsque qu'un utilisateur le précède,
- D'immobiliser son véhicule sur le pont de pesée,
- De présenter son badge sur le lecteur de sortie, afin de valider la pesée,
- De se présenter à l'agent d'accueil,



- Renseigner par son nom et prénom, dater et signer le bon de pesée. Un exemplaire du bon de pesée sera remis au déposant.

Le déposant qui quitterait la déchèterie professionnelle sans avoir respecté les conditions visées ci-dessus, se verra facturer la prestation de dépôt au tarif le plus élevé.

Le véhicule qui sortirait du site sans valider la pesée, s'expose à des poursuites de la COBAS et à une interdiction d'accès aux sites de la COBAS.

c) Règlement à respecter sur le site

1) Conditions de circulation

- L'accès à la déchèterie est limité aux véhicules de moins de 3.5 tonnes (hors remorque)
- La vitesse sur l'ensemble du site est limitée à 20 km/h
- En cas de marche arrière, si une personne guide le chauffeur, elle doit se trouver devant le véhicule
- Tous les véhicules entrant sur le site doivent être bâchés ou porter des filets afin d'éviter tout envol de déchets
- Interdiction absolue de circuler dans l'enceinte avec une porte arrière de benne ou de conteneur ouverte

2) Conditions de déchargement : protocole de sécurité

- Seuls les véhicules ayant un PTAC inférieur à 3,5 tonnes (hors remorque) et des déchets d'une longueur maximale de 2 m sont autorisés au déchargement sur le site de la Teste de Buch.
- Afin d'assurer la sécurité sur ses sites d'exploitation, la COBAS se réserve le droit de ne plus accepter les professionnels se présentant en surcharge.
- Seule une personne est autorisée à descendre du véhicule pendant le déchargement de celui-ci.
- S'assurer que personne n'est à proximité du véhicule au moment du déchargement
- Après vidage, les transporteurs devront s'assurer que des déchets ne restent pas accrochés aux infrastructures des véhicules, afin de limiter tout risque
- La zone de déchargement devra être nettoyée (en cas de débordement).

3) Conditions générales de sécurité

- La récupération et fouille dans les conteneurs sont strictement interdites
- Les chauffeurs devront respecter les consignes des responsables du site
- Interdiction de fumer dans l'enceinte de la structure
- La consommation d'alcool sur le site est interdite

D'une manière générale, il est demandé aux utilisateurs de faire preuve de civisme, de courtoisie et de tempérance.

2. Déchèterie professionnelle du Teich

Adresse : Lieu-dit Graulin 33470 Le Teich

- **Toute l'année**

du lundi au vendredi : **08h00 - 12h00 et 14h00 - 17h00** - le Samedi : **09h00 - 12h00**



- **Sauf Juillet et Août**

du lundi au vendredi : **7h00-14h00 en continu** - le samedi matin : **7h30-12h00**

a) Déchets autorisés/refusés

1) Déchets autorisés

- Les déchets verts bruts et propres
- Ferrailles
- Bois brut et palettes
- Bois en mélange
- Les souches
- Les cartons
- Matériaux inertes
- Le Béton pur
- Les déchets d'ameublement (pour les détenteurs d'une carte éco mobilier)
- Plâtre brut et propre
- Les traverses de chemin de fer des particuliers (10 maximum/dépôt et sur présentation d'un justificatif de domicile et d'une pièce d'identité à la même adresse)
- Les déchets non valorisables

2) Déchets refusés

- Les médicaments
- Les pneumatiques
- Les déchets présentant des risques pour la sécurité des personnes et pour l'environnement en raison de leur inflammabilité, de leur toxicité, de leur pouvoir corrosif ou de leur caractère explosif
- Les déchets dangereux et les déchets industriels spéciaux appartenant aux catégories A, B, C définis par les arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 modifié
- Les déchets d'activités de soins assimilés à risque infectieux
- Les déchets radioactifs
- Les déchets inflammables et explosifs, tels que les fusées de détresse
- Les déchets dangereux des ménages collectés séparément
- Les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30%
- Les déchets physiquement ou chimiquement instables
- Sables, pelon et terre végétale

b) La pesée

1) Entrée

L'accès au pont de pesée d'entrée est conditionné par la présentation du badge devant le lecteur spécialement dédié. Aucune levée de barrière ne pourra être réalisée en cas de



dysfonctionnement du badge ou lorsque le détenteur ne dispose plus d'une autorisation d'accès pour quelque cause que ce soit.

L'accès est limité aux dépôts en benne de 30m3 maxi.

Le port des EPI est obligatoire dans l'enceinte du site (gilet HV, Casque, Chaussures de sécurité).

2) Sortie

Après avoir réalisé le dépôt, il appartient au déposant :

- D'immobiliser son véhicule sur le pont de pesée
- De présenter son badge sur le lecteur de sortie, afin de valider la pesée
- De se présenter à l'agent d'accueil afin de désigner la nature du dépôt réalisé,
- Renseigner par son nom et prénom, dater et signer le bon de pesée et de retirer son exemplaire.

3) Le dépôt

La nature du dépôt et de facto le déchargement feront l'objet d'un contrôle visuel par l'agent posté à l'accueil de la déchèterie professionnelle.

Si plusieurs produits sont à déposer séparément, le véhicule devra effectuer autant de pesées que de produits à vider, dans le cas contraire, c'est le prix du produit le plus cher qui sera appliqué pour l'ensemble du chargement.

La COBAS pourra refuser l'accès aux entreprises ou professionnels n'ayant pas réglé les factures.

c) Règlement à respecter sur le site

1) Conditions de circulation

- L'accès à la déchèterie est limité aux véhicules de moins de 3.5 tonnes pour les cartons et aux bennes de 30m3 maximum non compactées pour les autres flux acceptés.
- La vitesse sur l'ensemble du site est limitée à 20 km/h
- En cas de marche arrière, si une personne guide le chauffeur, elle doit se trouver devant le véhicule
- Tous les véhicules entrant sur le site doivent être bâchés ou porter des filets afin d'éviter tout envol de déchets
- Interdiction absolue de circuler dans l'enceinte avec une porte arrière de benne ou de conteneur ouverte

2) Conditions de déchargement : protocole de sécurité

- Le déchargement doit être réalisé conformément aux dispositions inscrites au protocole de sécurité signé par le représentant de l'établissement professionnel détenteur d'un ou plusieurs badges d'accès ou le particulier détenteur d'une autorisation d'accès. Chaque personne qui se présentera sur le site devra avoir pris connaissance du protocole de déchargement.
- Afin d'assurer la sécurité sur ses sites d'exploitation, la COBAS se réserve le droit de ne plus accepter les professionnels se présentant en surcharge.
- Seule une personne est autorisée à descendre du véhicule pendant le déchargement de celui-ci.
- S'assurer que personne n'est à proximité du véhicule au moment du déchargement.



- Après vidage, les transporteurs devront s'assurer que des déchets ne restent pas accrochés aux infrastructures des véhicules, afin de limiter tout risque.
- La zone de déchargement devra être nettoyée (en cas de débordement).

3) Conditions générales de sécurité

- La récupération et fouille dans les conteneurs sont strictement interdites
- Les chauffeurs devront respecter les consignes des responsables du site
- Interdiction de fumer dans l'enceinte de la structure
- La consommation d'alcool sur le site est interdite
- Interdiction d'entrer sur les sites en surcharge.

D'une manière générale, il est demandé aux utilisateurs de faire preuve de civisme, de courtoisie et de tempérance.

4) Fiche d'information préalable à l'acceptation d'un déchet (FIPAD)

Lors du 1^{er} passage et pour chaque année civile, conformément à l'arrêté préfectoral du 13 avril 2016, chaque déposant devra avoir déclaré son prévisionnel de dépôt, uniquement pour les déchets inertes.



PREFET DE GIRONDE

*Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Gironde*

ARRÊTÉ COMPLEMENTAIRE

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

ARRETE PREFECTORAL n° 17122/1

**Instituant des servitudes d'utilité publique sur les parcelles cadastrées
87, 88 et 89 section FG
de la commune de La Teste**

VU le code de l'urbanisme et notamment son article L 126-1 ;

VU le code de l'environnement, titre 1er du livre V de la partie législative, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L.515-8 à L.515-12 ;

VU le code de l'environnement, titre 1er du livre V de la partie réglementaire, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L515-8 à L515-2 et R.515-24 à R.515-31 ;

VU les diagnostics réalisés par la société GINGER ENVIRONNEMENT réalisés les 11 septembre 2006, 28 mars 2007, 2 août 2007 et 4 février 2008 sur l'ancienne décharge municipale exploitée par la commune d'Arcachon au lieu-dit « Mariolan » sur la commune de La Teste,

VU les compléments d'étude transmis par la société ANTEA le 22 avril 2010

VU l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2010 définissant les travaux de remise en état de la décharge et prescrivant surveillance périodique des eaux souterraines à la mairie d'Arcachon,

VU le dossier d'ouvrages exécutés n°10SBO075 réalisé par la société SAFEGE,

VU le calcul d'équivalence n°10SBO075 d'août 2011 transmis à l'inspection le 11 août 2011,

VU le procès verbal de récolement de l'inspecteur des installations classées en date du 12 août 2011 ;

VU le dossier déposé par la COBAS demandant institution de servitude d'utilité publique déposée le 3 octobre 2011,

VU l'avis du Directeur du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile en date du 13 octobre 2011,

VU l'avis du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer en date du 13 octobre 2011,

VU l'avis du Maire de La Teste, compétent en matière d'urbanisme sur sa commune, en date du 2011,

VU l'avis de la mairie d'Arcachon propriétaire des terrains, en date du 20 octobre 2011,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 20 octobre 2011,

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 10 novembre 2011,

CONSIDERANT que les diagnostics susvisés ont mis en évidence la présence d'une contamination des sols et des eaux souterraines en métaux lourds et en hydrocarbures,

CONSIDERANT qu'à fin de garder en mémoire les impacts résiduels et d'assurer dans le temps la compatibilité entre les travaux de réhabilitation et les usages des terrains définis au présent arrêté, ainsi que la préservation des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, le Préfet peut instituer des servitudes d'utilité publique, par arrêté préfectoral pris après avis du Conseil départemental de l'environnement, et des risques sanitaires et technologiques,

CONSIDERANT que l'appartenance des terrains à un seul propriétaire permet, en application de l'article L.515-12-3^{ème} alinéa du Code de l'environnement, de procéder à la consultation écrite du propriétaire par substitution à la procédure d'enquête publique prévue par l'article L.515-9, et que cette consultation a été réalisée,

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde,

ARRÊTE

Article 1er : Objet

Des servitudes d'utilité publique sont instituées sur les parcelles, appartenant à la commune d'Arcachon, représentée par la COBAS, dont le siège est situé 2 allée d'Espagne - BP 147 33311 ARCACHON, Établissement Public de Coopération Intercommunale, représentée par Monsieur FOULON, en qualité de président du dit établissement.

situées sur la commune de LA TESTE (33)

cadastrees :

Parcelle n° 87 section FG

Parcelle n° 88 section FG

Parcelle n° 89 section FG

selon le plan figurant en annexe 1.

Article 2 : Portées des servitudes

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont destinées à assurer la protection des personnes et de l'environnement :

- en cas d'occupation des terrains à des fins industrielles, artisanales ou d'activités tertiaires,
- en restreignant l'usage de la nappe.

Et permettre :

- les travaux de remise en état rendus nécessaires par l'évolution du site,
- la surveillance périodique du site,
- l'inspection régulière du site.

Article 3 : Détermination de l'usage au moment de la mise en place des servitudes

3.1 – Définition de l'usage

Les terrains constituant la zone figurant sur le plan joint en annexe 2 ont été excavés et confinés et placés dans un état tel qu'ils ne puissent accueillir qu'un usage de type industriel, artisanal ou des activités tertiaires.

3.2 – Situation environnementale du site

Les terrains visés par les présentes précautions et restrictions d'usage ont des impacts résiduels avérés ou potentiels décrits dans les diagnostics environnementaux susvisés et résumés en annexe 3.

3.3 – Maintien en l'état et servitude d'accès

La zone de servitudes visée à l'article 1er doit être clôturée et fermée en permanence.

L'accès aux piézomètres visés par le programme de surveillance prescrit par l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2010 susvisé et figurant en annexe 4, doit être assuré à tout moment à la COBAS, aux gestionnaires des équipements et aux représentants de l'Etat, ainsi qu'à toute personne dûment mandatée par ceux-ci.

Le propriétaire des terrains doit respecter les limitations portées par le présent arrêté à l'utilisation des sols, du sous-sol et des eaux souterraines, et assurer l'intégrité des aménagements réalisés ou à réaliser dans le cadre de la réhabilitation ainsi que les accès à ceux-ci.

Le propriétaire est tenu d'assurer, en toutes circonstances, aux représentants des autorités compétentes ou aux personnes mandatées par celle-ci, l'accès aux parcelles concernées par l'exécution des opérations fixées par le présent arrêté ou par le contrôle de leur exécution.

3.4 – Interdictions en l'état

L'emprise du dôme n°1 est soumise aux interdictions ci-après :

- construction à usage d'habitation,
- travaux de voirie sauf ceux nécessaires à l'accès du site et à son entretien,
- tous travaux d'affouillements, de sondage et de forage,
- cultures agricoles, potagères et de pâturages,
- prélèvement dans la nappe superficielle.

L'emprise en bordure de la plate-forme SNCF est soumise aux dispositions suivantes :

- mise en place de précautions préalablement aux travaux de terrassement afin de garantir la sécurité des personnes intervenant sur l'emprise,
- en cas d'excavation, les déchets seront évacués vers un site autorisé à les recevoir,
- les moyens de protection mis en place dans le cadre de la réhabilitation de la décharge devront être respectés ou reconstitués,

L'emprise du site restant (hors dôme, hors voiries, hors bâtiments existants) est soumise aux dispositions suivantes, l'usage industriel étant inchangé :

- obligation d'effectuer des analyses pour tous travaux de terrassement ou d'excavation de terres. Des dispositions seront prises pour traiter les pollutions détectées dans le cadre des travaux.
- obligation d'évacuer les terres excavées vers un site autorisé à les recevoir, l'alimentation en eau potable est exclusivement assurée par le réseau public d'alimentation en eau potable,

- tout prélèvement d'eau dans la nappe superficielle est interdit.

L'emprise du dôme n°2 a fait l'objet d'une évacuation des déchets, la réhabilitation de cette emprise ne nécessite pas d'interdiction particulière au titre des travaux réalisés sur l'ancienne décharge.

La culture de denrée alimentaire est interdite sur la totalité du site.

3.5 – Dispositions complémentaires

Les dispositions du plan de prévention de risque naturel de submersion marine sur la commune de La Teste, prescrit par l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2010, doivent faire l'objet de mesures complémentaires de la part de la COBAS pour prendre en compte ce risque

Article 4 : Précautions pour les tiers intervenant sur le site

Compte tenu de la présence de polluants dans les sols et dans la nappe, la réalisation de travaux sur la totalité de la zone de servitudes n'est possible que sous la condition de mettre en œuvre un plan hygiène/sécurité pour la protection de la santé des travailleurs et des employés du site au cours des travaux.

Notamment, le personnel d'entretien, et de manière générale toute personne amenée à réaliser des travaux susceptibles de toucher les sols, doit être sensibilisé aux règles de préservation des sols et du sous-sol, et aux règles de préservation des puits de contrôle et de la qualité des eaux souterraines.

Article 5 : Élément concernant les interventions mineures

S'agissant d'intervention ne remettant pas en cause l'usage du terrain, les sols et matériaux excavés pourront éventuellement être réutilisés en remblais sur le site, à condition qu'ils ne soient pas pollués et après l'accord préalable de l'inspection des installations classées. A défaut, tous les sols et matériaux excavés devront faire l'objet d'un traitement adapté.

Article 6 : Modifications d'usages du site

Tout projet d'intervention, hors d'emprise du dôme, remettant en cause les conditions de remise en état des terrains, tout projet de changement d'usage des terrains défini par les présentes servitudes, toute utilisation de la nappe superficielle, ainsi que tout projet de travaux de construction ou d'aménagement mettant en cause l'intégrité des sols, par une quelconque personne physique ou morale, publique ou privée, nécessitent la réalisation, au préalable, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'initiative du projet concerné, d'études techniques garantissant l'absence de risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux projetés, conformément à la méthodologie en vigueur. Si nécessaire, la révision des présentes servitudes doit être menée.

Les permis de construire sont notamment subordonnés aux prescriptions techniques qui découlent de ce plan de remédiation

Article 7 – Levée des servitudes

Les présentes servitudes ne pourront être modifiées ou levées qu'en cas de suppression des causes ayant rendu nécessaire leur instauration et après accord préalable du Préfet de la Gironde.

Article 8 : Information suivi cession

Tous travaux visés à l'article 6 et projetés sur le sol ou le sous-sol dans la zone de servitudes, quel que soit l'usage prévu, doivent être portés à la connaissance du Préfet de la Gironde, préalablement à leur réalisation, avec un préavis de 2 mois.

Toute transaction immobilière, totale ou partielle, doit être déclarée à M. le Préfet de la Gironde.

Le futur acquéreur doit être informé dans les conditions de l'article L 514-20 du code de l'environnement.

Chaque propriétaire s'engage à dénoncer à tout ayant droit, notamment en cas de cession ou de mise à disposition à titre gratuit ou onéreux de tout ou partie de la zone concernée, les servitudes dont elle est grevée, en obligeant expressément ledit ayant droit à les respecter en lieu et place.

Article 9: Publication

Les servitudes instituées par le présent arrêté seront publiées au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble et annexées au Plan local d'Urbanisme, dans les conditions prévues à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.

Article 10 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté sera disponible en mairie de La Teste et pourra y être consultée par tout intéressé qui en fera la demande.

La COBAS sera destinataire du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Maire de La Teste.

Un avis sera inséré par les soins de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer et aux frais de l'exploitant dans deux journaux du département.

Si les parcelles considérées font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à informer les occupants sur les restrictions d'usage instituées par le présent arrêté en les obligeant à les respecter.

Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles considérées, à dénoncer au nouvel ayant droit les restrictions d'usage dont elles sont grevées, en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place.

Article 11 : Délais et voie de recours

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du code de l'environnement le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Bordeaux :

1°) par la COBAS, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté,

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs regroupements, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Article 12 : Exécution et notification

Mme la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,
Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
les Inspecteurs des installations classées placés sous son autorité,
Monsieur le Maire de la commune de La Teste de Buch,
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
Monsieur le Directeur du SIDPC,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à M. le Directeur des Services Fiscaux de la Gironde ainsi qu'à la COBAS

Fait à BORDEAUX, le 25 NOV. 2011

LE PREFET,

Forêt de la Gironde
Le Préfet de la Gironde


Philippe DILHAC